

**PREMIER MINISTRE**  
---  
**Haut Conseil**  
**de la Coopération Internationale**



**CONFERENCE DES**  
**PRESIDENTS D'UNIVERSITE**

*Enquête sur les relations des universités  
avec les pays en développement*

*Analyses par zone géographique et par pays*

**Septembre 2007**



**HCCI**

3, avenue de Lowendal – 75007 Paris  
tél. : 01 43 17 59 05 – fax : 01 43 17 46 39



**CPU**

103, bd Saint Michel – 75005 PARIS  
tél. : 01 44 32 90 00 – fax : 01 44 32 91 02



**PREMIER MINISTRE**  
---  
**Haut Conseil**  
**de la Coopération Internationale**

**CONFERENCE DES**  
**PRESIDENTS D'UNIVERSITE**

*Enquête sur les relations des universités  
avec les pays en développement*

*Analyses par zone géographique et par pays*

**Septembre 2007**



## SOMMAIRE

<b>Préambule</b> .....	5
<b>I. Les stratégies de coopération des universités avec les pays en développement</b> ....	7
A) Coopération universitaire et accueil d'étudiants étrangers.....	7
B) La démarche stratégique des établissements .....	8
C) Les choix stratégiques .....	9
<b>II. La coopération avec l'Amérique latine</b> .....	15
A) L'Argentine.....	15
B) Le Brésil .....	17
C) Le Chili .....	20
D) La Colombie .....	22
E) Le Mexique .....	23
F) Le Venezuela .....	25
<b>III. La coopération avec les pays d'Asie</b> .....	27
A) La Chine .....	27
B) L'Inde .....	30
C) Le Vietnam .....	31
<b>IV. La coopération avec l'Afrique subsaharienne</b> .....	35
A) L'Afrique du Sud .....	35
B) Le Bénin .....	36
C) Le Burkina Faso .....	37
D) Le Cameroun .....	39
E) Madagascar .....	41
F) Le Sénégal .....	42
<b>V La coopération avec le Maghreb</b> .....	45
A) L'Algérie .....	45
B) Le Maroc .....	48
C) La Tunisie .....	51
<b>Annexes</b> .....	55
Courrier et questionnaire adressés aux établissements d'enseignement supérieur par le Haut Conseil de la coopération internationale à la Conférence des Présidents d'Université.....	57
Présentation des programmes de coopération universitaires avec les pays en développement .....	67
<i>Tableaux</i> : .....	75
Tableau 1 : Liste des établissements d'enseignement supérieur ayant une stratégie de coopération avec les pays en développement .....	77

Tableau 2 : Synthèse des réponses des universités ayant une stratégie spécifique de coopération avec les PED à la première partie du questionnaire .....	79
Tableau 3 : Ensemble des coopérations par université et par zone géographique .....	105
Tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique .....	113
Tableau 5 : Universités chinoises partenaires des universités françaises .....	117

## PREAMBULE

La coopération universitaire et scientifique avec les pays en développement (PED) représente un enjeu décisif pour leurs stratégies de développement. Cette coopération a retrouvé toute sa priorité, les deux derniers comités interministériels de la coopération internationale et du développement (CICID) en ont précisé le cadrage et les objectifs. « *La France œuvrera pour que l'enseignement supérieur retrouve toute sa priorité dans les stratégies de développement. La coopération universitaire avec les pays africains sera rénovée afin de conforter des pôles d'excellence régionaux et de favoriser l'adoption par les universités africaines du schéma Licence-Master-Doctorat (LMD). La création de formations d'excellence, en partenariat avec des consortiums d'universités françaises et des cursus intégrés permettant d'insérer le temps de formation en France et en Europe dans des parcours de formation sera privilégié<sup>1</sup>* ». La France souhaite également « *renforcer sa coopération avec les grands pays émergents en mettant l'accent sur la formation des élites et sur la coopération scientifique et universitaire avec ces pays. Une stratégie de recherche au service du développement sera élaborée<sup>2</sup>* ». Il s'agit enfin de *favoriser l'expression des pays du Sud sur les grands défis qu'affronte notre planète.*

La politique de coopération universitaire et scientifique avec les PED doit gagner en efficacité et en lisibilité pour mieux répondre aux besoins et aux attentes de ces pays. Il est nécessaire pour cela de mieux cerner les potentiels et les domaines de coopération déjà existants pour renforcer certaines actions et en mener de nouvelles à l'international dans l'esprit des engagements du CICID.

Le Haut Conseil de la coopération internationale (HCCI) conduit une réflexion en ce sens<sup>3</sup>. Pour disposer d'une connaissance plus fine des actions menées par les universités dans les PED, un questionnaire détaillé<sup>4</sup> a été envoyé conjointement par le HCCI et la CPU aux établissements d'enseignement supérieur en décembre 2006.

74 établissements ont répondu à l'enquête, témoignant de l'intérêt suscité par ce travail. Ces réponses<sup>5</sup> ont permis l'élaboration d'un recueil de 90 fiches pays<sup>6</sup>, qui rassemblent toutes les actions de coopération des universités par pays.

Le présent document est consacré aux analyses de ces coopérations par pays et par grande zone géographique. Ce travail s'appuie sur plusieurs tableaux de synthèse qui figurent en annexe.

Pour chaque pays, l'analyse met en évidence des orientations de la coopération en matière de formation et de recherche<sup>7</sup> et reprend la liste des actions de coopérations citées par les

---

<sup>1</sup> Cf. relevé de conclusions du CICID du 18 mai 2005.

<sup>2</sup> Cf. relevé de conclusions du CICID du 19 juin 2006.

<sup>3</sup> Au sein d'une commission présidée par Bernard Bosredon, Président de l'université de Paris 3, qui représente la CPU au Haut Conseil de la coopération internationale, et animée par Marie Claude Baby, Conseillère.

<sup>4</sup> Voir en annexe.

<sup>5</sup> Elles sont rassemblées dans 2 volumes.

<sup>6</sup> Ces fiches ont été rassemblées dans un volume et sont disponibles sur le site Internet du HCCI : [www.hcci.gouv.fr](http://www.hcci.gouv.fr).

<sup>7</sup> Pour certains pays, la coopération regroupe des actions très diverses dont il a été difficile de dégager les orientations. Les analyses sont alors moins précises. De plus, quand les réponses ont cité des accords de coopération sans en préciser les contenus associés, il n'a pas toujours été possible d'utiliser ces informations dans les analyses, du fait de leur caractère trop général.

universités et regroupées dans la fiche pays. Des tendances générales ont été dégagées par grande zone géographique.

**Remarques méthodologiques** L'objectif de l'enquête était de faire un état des lieux des actions de coopération universitaire qui aille au-delà des informations disponibles sur la base de données Debuci, et qui soit plus détaillé.

Les réponses de établissements ont été d'une inégale précision : certaines paraissent exhaustives et très détaillées, d'autres sont très succinctes, se limitant à énoncer des accords de coopération sans préciser le contenu des actions. Parfois il s'agit d'un panachage de réponses détaillées et de réponses générales. Cette diversité reflète en partie les capacités inégales des services de relations internationales à faire remonter des informations régulières et fiables en provenance des différentes composantes de l'établissement. Les réponses les plus complètes proviennent des établissements qui ont mis en place des systèmes d'information sur les relations internationales de l'établissement. De plus, les laboratoires de recherche des universités n'ont pas toujours été interrogés, ce qui explique que certaines collaborations scientifiques ne figurent pas dans les fiches pays.

\*\*\*\*

---

Pour la diffusion des recueils de données, contacter Marie Claude BABY, Conseillère au HCCI  
3, avenue de Lowendal – 75007 PARIS  
Tél. : 01 43 17 59 05 – Fax : 01 43 17 46 39 – marie-claude.baby@hcci.gouv.fr

## **I – LES STRATEGIES DE COOPERATION DES UNIVERSITES FRANÇAISES AVEC LES PAYS EN DEVELOPPEMENT<sup>8</sup>**

La première partie du questionnaire<sup>9</sup> adressé aux établissements les interroge sur leur politique de relations internationales (RI) avec les pays en développement (PED)<sup>10</sup>, afin de mieux connaître les stratégies spécifiques de coopération avec ces pays.

Les réponses montrent que la quasi totalité des établissements (67 sur 74 réponses<sup>11</sup>) ont une stratégie spécifique de coopération avec certains PED. Ceci reflète à la fois la place qu'occupent ces pays dans les RI des établissements, et le souci d'organisation et de finalisation de cette coopération. Cette remarque doit être rapprochée de cette autre donnée : moins de la moitié des établissements (32) ont une stratégie de coopération avec les PED dans leur ensemble. La construction d'une vision d'ensemble semble être un exercice particulièrement délicat, tant les actions de coopération universitaires et scientifiques sont diverses et les établissements des pays partenaires hétérogènes. Cela traduit plus vraisemblablement la différence d'approche politique des établissements selon qu'il s'agit de pays les moins avancés (Afrique subsaharienne), de pays en transition (Maghreb) ou de pays émergents (Asie du Sud et le l'Est et Amérique latine) en fonction des besoins de ces pays.

Les stratégies des établissements sont multiples et ont des ambitions variables. Les moins élaborées se limitent à énoncer des actions prioritaires par pays et zone géographique, et les plus ambitieuses visent à mettre en place des coopérations ayant un impact structurant et durable sur les établissements partenaires aux plans pédagogique, scientifique et administratif. Beaucoup d'établissements sont préoccupés par les conditions d'accueil des étudiants étrangers originaires de ces pays.

### **A) COOPERATION UNIVERSITAIRE ET ACCUEIL D'ETUDIANTS ETRANGERS**

L'accueil d'étudiants originaires des PED conduit de nombreux établissements à élaborer une politique de coopération avec ces pays. Sur les 67 établissements ayant une stratégie spécifique, 53 ont plus de 50 % de leurs étudiants étrangers originaires des PED, et pour 30 établissements cette proportion est supérieure à 70 %. Parmi ces étudiants la proportion d'étudiants originaires de la zone Afrique est dans la plupart des cas supérieure à celle originaire des autres zones géographiques (Asie et Amérique latine), quelle que soit la zone de coopération privilégiée par l'université.

Quelques établissements vont plus loin et énoncent que leurs partenariats avec les PED ont pour but l'élargissement du vivier de recrutement de leurs étudiants, notamment aux niveaux master et doctorat (Lille 1 par exemple). Plus fréquemment, l'établissement a un programme d'accueil spécifique pour les étudiants d'un pays donné dans le cadre d'un partenariat plus

---

<sup>8</sup> Cette partie exploite les informations contenues dans le tableau 2 situé en annexe : synthèse des réponses à la première partie du questionnaire, universités ayant une stratégie spécifique de coopération avec les pays en développement.

<sup>9</sup> Voir en annexe.

<sup>10</sup> La définition des pays en développement retenue est celle du Comité d'aide au développement de l'OCDE, qui considère comme pays en développement tout pays bénéficiaire de l'aide publique au développement.

<sup>11</sup> Cf. tableau 1 : Liste des universités ayant une stratégie de coopération avec les pays en développement.

large (Clermont 1 a un programme d'accueil d'étudiants chinois ; Lille 1 avec les pays maghrébins, subsahariens et du Proche Orient ; Nancy 2 accueille régulièrement des étudiants vietnamiens ayant une bourse de l'AUF ; Paris 13 a un programme spécifique d'accueil d'étudiants chinois ; etc.).

La relation entre le nombre d'étudiants étrangers accueillis par l'établissement, leur nationalité et la mise en œuvre d'une stratégie de coopération spécifique avec les pays dont ces étudiants sont originaires doit cependant être relativisée.

De nombreux étudiants étrangers s'inscrivent à titre individuel dans les établissements d'enseignement supérieur en dehors de tout accord inter universitaire ou intergouvernemental. Et si la quasi-totalité des établissements accueillent des étudiants originaires des PED, tous n'intègrent pas l'accueil des étudiants originaires de ces pays dans l'énoncé de leurs stratégies. Sur 67 établissements, seuls 16 précisent que l'accueil d'étudiants des PED fait partie de leur politique de coopération.

Parmi ces 16 établissements, certains se distinguent par une réelle cohérence entre la nationalité des étudiants étrangers qu'ils accueillent et les zones géographiques énoncées comme prioritaires (Aix-Marseille 3 ; Lille 3 ; Lyon 1 ; Montpellier 1 ; Paris 11 ; Paris 13 ; Perpignan ; Troyes ; etc.). D'autres disent vouloir mettre en œuvre cette cohérence dans leurs stratégies (EPHE).

A contrario, des établissements qui ne mettent pas en avant leur volonté d'accueillir des étudiants originaires des PED peuvent accueillir un nombre élevé d'étudiants de ces pays dans leur campus (Cergy-Pontoise ; Lille 2 ; Limoges ; Lyon 3 ; Metz ; Marne-la-Vallée ; etc.).

## **B) LA DEMARCHE STRATEGIQUE DES ETABLISSEMENTS**

La plupart des établissements ont des stratégies fondées en partie sur l'histoire de leurs relations internationales avec les PED. Ces relations étaient traditionnellement le fait d'actions individuelles informelles prolongées ou non par des accords inter-universitaires. Ce maillage constitue souvent le point de départ d'une réflexion de l'établissement au niveau global sur la politique de recrutement des étudiants étrangers (niveau de recrutement, nationalités), et la politique d'offre de formation à l'international vers ces pays (niveau L, M ou D).

Plusieurs établissements expriment aujourd'hui une volonté de pérennité et de rationalisation de ce legs, et de définition de véritables priorités et objectifs de coopération internationale différenciés selon les zones géographiques ou les pays (Paris 12 par exemple).

La démarche stratégique des établissements associe ensuite plusieurs des éléments suivants :

### ***1) La mise en valeur des compétences***

Les établissements souhaitent mettre en valeur leurs domaines de compétences dans une logique de valorisation d'une offre de formation de qualité et d'expertise. Certains font le choix de centrer leur coopération sur les disciplines-phares, ayant un niveau d'excellence (Bordeaux 2 ; Clermont 1 l'économie du développement ; IEP les sciences politiques et

sociales ; Lille 2 ; Lyon 1 la médecine ; Marne-la-Vallée ; Montpellier 1 la médecine, Perpignan ; Strasbourg 3 ; etc.).

### **2) La réponse aux besoins des PED**

Le souci d'apporter une réponse aux besoins spécifiques des pays est très fréquemment avancé, dans une démarche désormais plus partenariale. Ce préalable déterminant ensuite la nature des actions de coopération qui seront mises en avant par l'établissement.

### **3) La recherche d'une plus grande efficacité**

Les établissements sont de plus en plus nombreux à vouloir tirer une plus grande efficacité de leurs actions internationales. Ceci a pour conséquence qu'ils choisissent ou ont le projet de concentrer leurs actions et leurs moyens sur des établissements et des pays ciblés, la mise en œuvre de cet objectif se heurtant toutefois à la difficulté de mettre fin à des collaborations en cours.

### **4) Les motivations pour coopérer sont diverses**

Quelques établissements avancent des motivations d'ordre politique pour expliquer leur engagement en faveur des PED. Il s'agit pour eux d'aider les pays partenaires dans le développement de leur enseignement supérieur (Toulouse I), par des actions réalisées dans les pays eux-mêmes et par des actions menées en France en faveur de l'accueil d'étudiants et d'enseignants-chercheurs originaires de ces pays.

La majorité des établissements ont pour objectifs la formation des cadres, la formation de formateurs et le renforcement des capacités scientifiques locales par la formation à et par la recherche. Les domaines de la formation et de la recherche sont presque toujours associés dans les partenariats, ce qui rend difficile voire impossible la catégorisation des stratégies selon ce critère. Cependant, pour certains établissements la dimension formation est dominante et s'adresse plus spécialement aux pays les plus pauvres et en transition, et pour d'autres établissements c'est la dimension recherche qui est privilégiée. Dans tous les cas cette coopération emprunte aujourd'hui des modalités renouvelées (voir point C).

Enfin, démarche plus nouvelle, certains établissements se sont engagés, au-delà de l'appui aux formations, dans des activités de conseil pour l'adaptation des systèmes d'enseignement des établissements partenaires à la mise en place du système européen LMD, et dans l'aide à une meilleure gouvernance d'universités partenaires, par un appui à l'organisation institutionnelle et administrative (Bourgogne ; Clermont 2 ; Évry ; Grenoble 1 ; Le Havre ; Lille 2 ; Limoges ; etc.).

## **C) LES CHOIX STRATEGIQUES**

Par-delà les éléments stratégiques communs qui viennent d'être exposés, les établissements précisent le plus souvent les axes de leurs interventions prioritaires au niveau géographique, disciplinaire, et selon le niveau de formation.

### ***1) Des actions ciblées sur certains pays mais couvrant généralement tous les continents***

Tout en visant l'objectif de recentrer leur actions sur quelques pays, les stratégies couvrent le plus souvent les trois continents (Afrique, Amérique latine et Asie)<sup>12</sup>, et les actions sont différentes selon qu'il s'agit de relations avec les pays les plus pauvres (Afrique subsaharienne, Caraïbes), avec les pays en transition (Maghreb et Moyen-Orient, Vietnam) ou avec les pays émergents (Amérique latine et Asie du Sud et de l'Est).

Les pratiques de coopération avec les pays émergents se rapprochent davantage de celles qui sont à l'œuvre avec les pays développés. Les apports dans le domaine de la recherche sont réciproques, et les établissements partenaires offrent des possibilités d'accueil pour les étudiants et les jeunes chercheurs.

De manière schématique, avec les pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, les stratégies visent la formation de formateurs, le renforcement des capacités scientifiques locales, et en particulier la constitution d'un vivier de jeunes chercheurs. Les actions sont centrées autour de l'accroissement de l'offre de formation locale par la délocalisation des diplômés et la cotutelle de thèse, et par un accueil personnalisé d'étudiants et d'enseignants chercheurs.

Avec les pays d'Amérique latine, la coopération est principalement centrée sur des programmes de recherche et d'échanges scientifiques avec formation de doctorants, participation ou non à des collèges doctoraux. La coopération porte aussi sur la formation d'ingénieurs.

Avec l'Asie, il faut distinguer un pays en transition comme le Vietnam de pays émergents comme l'Inde ou la Chine. La coopération avec le Vietnam porte principalement sur la formation de personnels qualifiés de niveaux licence, master et doctorat pour faire face aux besoins d'une économie en pleine croissance et à la formation des enseignants-chercheurs du système d'enseignement supérieur vietnamien dans les disciplines déficitaires. La coopération avec la Chine privilégie les échanges d'enseignants-chercheurs et d'étudiants, la co-organisation de rencontres internationales dans tous les domaines disciplinaires, le montage de partenariats internationaux de formation et les collaborations scientifiques.

Les universités du pourtour méditerranéen invoquent la proximité géographique et l'héritage culturel pour expliquer leur stratégie privilégiée vis-à-vis des pays de la rive Sud de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne. Mais ces choix s'accompagnent depuis quelques années d'actions fortes en direction des pays d'Asie et de quelques coopérations pérennes en Amérique latine (Aix-Marseille 2 ; Aix-Marseille 3 ; Montpellier 3 ; Nice ; etc.).

La spécialisation géographique semble disparaître au profit de partenariats multiples et différenciés.

### ***2) Le choix de relations privilégiées avec les pays francophones et les réseaux francophones, et la promotion des filières francophones***

Certains établissements expriment leur souci de promouvoir la francophonie. Il s'agit de tirer les conséquences de l'internationalisation de l'offre de formation, et de mettre en avant un modèle d'enseignement supérieur francophone face à la concurrence du modèle universitaire anglo-saxon. Le recrutement d'étudiants originaires des PED dans les cursus en France pour former dans les meilleures conditions les élites qui, une fois retournées dans leur pays,

---

<sup>12</sup> Cf. tableau 3 : Ensemble des coopérations par université et par zone géographique.

constitueront d'excellents ambassadeurs, est souvent présentée comme complémentaire de cette démarche (Bourgogne ; Limoges ; Lyon 1 ; Paris 2 ; Paris 3 ; Poitiers ; etc.).

Ces établissements participent activement à la création de filières et de départements francophones dans les établissements partenaires (Bretagne Sud ; Bourgogne ; Aix-Marseille 3 ; Bretagne Sud ; le Havre ; Lille 2 ; Lyon 1 ; Lyon 3 ; Metz ; Montpellier ; Mulhouse ; Nancy 1 ; Nantes ; Paris 2 ; Paris 4 ; Paris 11 ; Paris 12 ; Poitiers ; Toulouse 1 ; Strasbourg 1 ; Strasbourg 2 ; etc.) et utilisent le réseau de la francophonie de l'AUF comme canal privilégié de coopération (Bordeaux 2 ; Bordeaux 4 ; Lyon 1 ; Limoges ; etc.).

### **3) *Le choix de certaines filières ou domaines disciplinaires***

Plusieurs établissements ont choisi les domaines disciplinaires de la coopération dans une logique croisée d'offre et de réponse à la demande des partenaires (Aix-Marseille 2 santé et sciences avec plusieurs pays d'Afrique et d'Asie ; Lyon 1 la santé au Laos et au Cambodge ; Metz ; Montpellier la santé et les SHS en Amérique latine et Afrique francophone ; Toulouse 1 les SHS ; etc.).

Certains vont au-delà des réponses ponctuelles et se sont engagés dans des programmes bilatéraux de formation, répondant à des besoins spécifiques de qualification d'un pays (Aix-Marseille 3 programme de formation des enseignants en géosciences de l'environnement avec le Congo ; Strasbourg 3 formation juridique d'enseignants guinéens ; etc.).

### **4) *Répondre aux besoins de formation par le montage de partenariats internationaux et la délocalisation de diplômes de niveau master***

Pendant longtemps la coopération dans le domaine de la formation portait sur des actions d'ingénierie pédagogique plutôt de niveau licence et la mise en place de filières de formations professionnalisantes (Grenoble 1, Evry ; etc.). L'apport principal de l'établissement résidait dans l'envoi régulier d'enseignants chercheurs dans les établissements partenaires pour participer aux enseignements (Avignon ; Bourgogne ; Corse ; Évry ; IEP ; INP Toulouse ; Lille 3 ; Lyon 1 ; Lyon 3 ; etc.).

Aujourd'hui les établissements contribuent à la formation des capacités locales en apportant une aide à la mise en place de formations de niveau master dans le cadre de partenariats internationaux dans lesquels s'inscrivent désormais les missions d'enseignement et les échanges d'étudiants et d'enseignants. Ces partenariats prennent des formes variées, allant des cursus intégrés aux diplômes conjoints et aux formations délocalisées (Aix-Marseille 3 au Maghreb ; Bordeaux 1 au Vietnam ; Bourgogne, Grenoble 2 ; Cergy-Pontoise ; INP Grenoble ; Lyon 1 ; Lyon 2 en économie et en droit ; Montpellier 1 ; Paris 6 ; Paris 9 ; Paris 11 ; Paris 13 ; Pau ; Rennes 2 ; Toulouse 1 ; etc.).

### **5) *Le choix du niveau doctoral et des partenariats scientifiques***

Plusieurs établissements font maintenant le choix de privilégier la formation à la recherche dans le cadre de codirections et de cotutelles de thèse, l'aide au renforcement des écoles doctorales locales, et les échanges scientifiques d'étudiants et d'enseignants-chercheurs (Avignon ; Grenoble 1 mise en place de programmes de master et d'écoles doctorales au Liban, Madagascar, Vietnam, Niger ; Paris 10 membre et fondateur de plusieurs collèges doctoraux avec la Chine, le Brésil, le Chili ; etc.).

Les partenariats scientifiques et les programmes de recherche communs dans lesquels la formation doctorale est très présente sont nombreux avec les pays émergents.

L'objectif est de favoriser l'insertion des jeunes chercheurs dans les réseaux de recherche internationaux et de conforter des pôles d'excellence locaux ou régionaux. Ces partenariats s'accompagnent parfois d'un appui aux laboratoires de recherche (Lille 3 ; INP Grenoble ; Le Havre ; Metz ; Paris 6 ; Paris 10 ; Paris 11 ; Reims ; Rennes 2 ; Strasbourg 1 ; Toulouse 1 ; etc.)

**6) Les stratégies intégrées associant appui pédagogique, administratif et collaborations scientifiques pour apporter une réponse globale aux besoins des universités partenaires**

Quelques établissements privilégient une approche intégrée avec plusieurs volets : l'aide à une meilleure gouvernance des établissements, l'appui aux formations locales et à la mise en place du système du LMD, l'accueil privilégié d'étudiants et le montage de programmes communs de recherche (Aix-Marseille 3 avec les pays du Maghreb; Clermont 2 avec le Maghreb ; Évry ; INP de Grenoble avec quelques pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine ; Le Havre avec le Maghreb ; Lille 1 avec le Maghreb; Lille 2 ; Limoges avec le Bénin et le Burkina Faso ; Nancy 1 avec la Chine, le Maroc, le Mexique et le Vietnam ; etc.).

**7) Les stratégies collaboratives et les synergies avec les autres acteurs**

La place grandissante des relations internationales dans la vie des établissements et leur coût pour le budget de ces derniers, ainsi que la recherche de critères pour une rationalisation de leurs interventions modifient les pratiques.

Certains établissements recherchent principalement la concertation avec les politiques internationales, d'autres acteurs tels que les collectivités locales (Région, départements, communautés urbaines) répondent de manière plus systématique aux appels d'offres des différentes institutions et agences nationales ou internationales pour bénéficier de leurs financements ou encore se rapprochent d'autres établissements dans le cadre des PRES (Aix-Marseille 1 avec la Région PACA ; Bordeaux 2 avec les soutiens financiers des bailleurs ; Cergy-Pontoise en appui aux relations internationales des collectivités territoriales ; Orléans ; Rennes 1 cherche une concertation avec les politiques locales ; Rennes 2 répond aux appels d'offres des institutions qui mettent en valeur les compétences de l'établissement ; Savoie accueille des doctorants en phase avec la Région Rhône-Alpes ; etc.). Il faut souligner la place grandissante du recours aux financements européens (Aix-Marseille 3 ; Paris 7 ; Paris 8 ; Paris 11 ; etc.).

**8) Actions de coopération ponctuelles en réponse aux sollicitations des pays ou aux appels d'offres**

Enfin, il convient de mentionner la démarche résolument pragmatique de certains, consistant à répondre aux sollicitations de coopération en provenance des établissements situés dans les PED, sans stratégie géographique ou disciplinaire préalable (Bordeaux 4 en s'appuyant tant sur les réseaux de la Francophonie que sur les programmes européens, internationaux et bilatéraux ; Nancy 1 répond aux diverses sollicitations et demandes de coopération des établissements situés dans les pays en développement ; Cergy-Pontoise ; Clermont 2 ; etc.).

**9) Les moyens spécifiques mis en place pour la mise en œuvre des politiques**

Les RI avec les PED prennent une place parfois si grande que certains établissements ont mis en place une organisation spécifique pour y faire face. Citons l'exemple de Paris 3 qui a jugé nécessaire de se doter, dans le cadre du service des relations internationales, d'une mission à la francophonie. Cette mission est chargée d'étudier, de lancer et/ou soutenir tout projet de développement de formations universitaires ou de recherches ayant pour langue de travail le

français. La mission a ainsi développé, en liaison avec l'AUF, des projets avec des Instituts ou des Centres de formation ou de recherche situés dans des zones non francophones, mais dont le français est la langue de travail, notamment au Moyen-Orient. Autre exemple, l'INP de Toulouse soutient le développement des relations avec des zones géographiques par des chargés de mission de zones géographiques (Asie du Sud-Est et Chine, Amérique latine et la sous-région d'Afrique centrale).

\*\*\*\*



## II - LA COOPERATION AVEC L'AMERIQUE LATINE

La coopération avec l'Amérique latine rassemble le plus grand nombre d'actions de coopération des universités<sup>13</sup>(722) devant l'Asie du Sud et de l'Est (608), le Maghreb et le Moyen-Orient (582), l'Afrique Subsaharienne (418), et l'Asie centrale et mineure (77). Les actions de coopération concernent 19 pays<sup>14</sup>. Il convient de se reporter à la fiche pays de ces derniers pour en avoir le détail. Les échanges sont réellement significatifs avec 6 d'entre eux, l'Argentine (95), le Brésil (242), le Chili (69), la Colombie (62), le Mexique (128), et le Venezuela. Les commentaires sont réservés à ces pays. Deux programmes de coopération financent des coopérations entre les établissements d'enseignement supérieurs français et leurs homologues d'Amérique latine, le programme ECOS et le programme CAPES CPFECUB<sup>15</sup>

### A) L'ARGENTINE

Pour mémoire, le programme ECOS SUD finance 63 actions de coopération avec l'Argentine

#### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

35 universités coopèrent avec l'Argentine. 93 actions de coopération ont été recensées plaçant l'Argentine au 3<sup>ème</sup> rang des pays d'Amérique latine après le Brésil et le Mexique. On note une concentration plus forte d'actions à Aix-Marseille 3 (6 actions), Lille 3 (7 actions) et Paris 6 (5 actions).

#### *Résumé*

La majorité des accords interuniversitaires avec l'Argentine porte sur des échanges d'étudiants de niveau master et doctorat et d'enseignants-chercheurs, et sur l'organisation de colloques dans tous les domaines disciplinaires. Les établissements argentins ont des besoins de formation dans certaines spécialités qui donnent lieu à des missions d'enseignement ou à la mise en place de cursus de niveaux licence et master, particulièrement en droit, économie et sciences politiques. Les formules sont très variées : ingénierie pédagogique, co-diplômation, délocalisation de diplôme, double diplôme ou encore exportation de cours. Quelques partenariats portent également sur des collaborations scientifiques et des projets de recherche communs, parfois associés à une cotutelle de thèse.

#### *1) La majorité des accords inter universitaires porte sur des échanges d'étudiants de niveaux master et doctorat et d'enseignants-chercheurs, et sur l'organisation de colloques dans tous les domaines disciplinaires :*

programme ISEP multilatéral : échanges d'étudiants de toutes disciplines avec l'université catholique de Cordoba et l'université du Salvador, accords de coopération avec les universités de Palermo, de Rosario et du Salvador, dans toutes les disciplines communes de ces universités (Aix-Marseille 3) ; ingénierie civile avec l'université de Cuyo, espagnol, tourisme, ingénierie biologique, civile, électrique, physique, mathématique et modélisation avec l'université de Moron, tous les domaines mais surtout lettres avec l'université du littoral

<sup>13</sup> Cf. tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par zone géographique.

<sup>14</sup> Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Caraïbes, Cuba, El Salvador, Equateur, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Uruguay, Venezuela.

<sup>15</sup> Voir en annexe la présentation des programmes.

(Clermont 2) ; missions, séjours, stages enseignants-chercheurs et doctorants, en informatique et géographie, biologie, écologie (Grenoble 1) ; échanges d'étudiants en sciences politiques, en chirurgie dentaire, pharmacie (Lille 2) ; séminaires de niveau master en langues, littérature et psychologie, esthétique et pratique des arts, mobilité aux niveaux master et doctorat (Lille 3) ; envoi d'enseignants-chercheurs (Lyon 2) ; envoi d'étudiants (Lyon 3) ; enseignement, accueil d'enseignants-chercheurs, d'étudiants, organisation conjointe des colloques (Nancy 1) ; accord conclu en novembre 2006 pour une durée de 5 ans avec l'Institut universitaire national de l'Art sur les disciplines communes aux 2 établissements qui donnera lieu à des mobilités étudiantes sortantes (Nice) ; programme d'échange en sciences économiques (Paris 2) ; échanges d'étudiants, enseignants, chercheurs (Paris 4) ; accueil personnalisé des enseignants-chercheurs et des étudiants, organisation de colloques, de réunions et de séminaires. en physique fondamentale et appliquée, mécanique, énergétique et robotique, chimie, EEA, applications de la physique (Paris 6) ; formation (Paris 7) ; coopération académique et scientifique, échanges d'étudiants, toutes disciplines (Paris 10) ; formation en sciences économiques (Paris 13) ; missions d'enseignants-chercheurs, missions scientifiques en économie et biologie (Pau) ; formation, accueil d'étudiants (Rennes 1) ; échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs (Rennes 2) ; échanges d'étudiants, invitations de professeurs (Sciences Po) ; accord pour échanges d'étudiants, enseignants et chercheurs pour les études de commerce (Strasbourg 3).

**2) Les actions de coopération concernant l'appui aux formations prennent des modalités variées telles que l'ingénierie pédagogique, la co-diplômation, la délocalisation de diplôme et le double diplôme ou l'exportation de cours :**

cotutelle de thèse sociologie (Aix-Marseille 1) ; convention de cotutelle de thèse en sciences politiques (Aix-Marseille 3) ; consortium d'appui, missions d'enseignements (Bordeaux 4) ; insertion professionnelle pour jeunes et adultes et formation des adultes en physique des milieux hétérogènes (Cnam) ; co-diplômation et cours en économie (Evry) ; réalisation de nouvelles ressources pédagogiques en mathématiques, utilisation des technologies numériques dont Cabri-géomètre avec missions d'enseignants-chercheurs (Grenoble 1) ; mise en place d'un master « Amérique latine » en sciences politiques (Grenoble 2) ; licence professionnelle de manager sportif (Limoges) ; consortium d'appui à l'université El Salvador, enseignement au sein d'un double diplôme en droit en vue d'une équivalence pour l'accès en master 2 en France (Montpellier 1) ; enseignements dans plusieurs universités (Orléans) ; accord de coopération bilatérale pour les sciences politiques, le droit pénal et le droit communautaire. enseignements spécialisés, colloques, séminaires et échanges entre jeunes chercheurs et étudiants (Paris 1) ; double diplôme en droit (Paris 2) ; délocalisation de la licence administration publique et de la licence professionnelle management des échanges internationaux et participation à la mise en place d'un centre de formation des cadres de la fonction publique, master intégré franco-sud américain en mécanique et énergétique des fluides, projet ERASMUS MUNDUS-Master Euromime (Poitiers) ; exportation du cours espace mondial et échange d'étudiants de master (Sciences Po) ; licence d'économie, licence en droit, les deux dans le cadre de consortium (Toulouse 1).

**3) Quelques partenariats portent également sur des collaborations scientifiques et des projets de recherche communs parfois associés à une cotutelle de thèse :**

création d'un laboratoire commun, Mémoire spécifique le domaine de l'informatique appliquée aux systèmes automatisés (Aix-Marseille 3) ; réseau et recherches communes sur le thème de l'intégration régionale (Grenoble 2) ; recherche commune, accueil de doctorants et post-docs de l'UNS Bahia Bianca (INP Grenoble) ; recherches en mathématiques, chimie (Grenoble 1) ; cotutelle de thèse (Marne-la-Vallée) ; recherche et cotutelles de thèse en

physique (Metz) ; recherche scientifique, organisation conjointe de colloques (Nancy 1) ; recherche et formation (Paris 7) ; recherche en sciences économiques (Paris 13) ; recherche en matière condensée et matériaux, philosophie, cotutelle traitement du signal et communication (Rennes 1).

## **B) LE BRÉSIL**

Pour mémoire, 78 projets de coopération avec le Brésil sont en cours de financement dans le cadre des programmes COFECUB CAPES, FAPESP, et USP.

### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

51 universités coopèrent avec le Brésil. 225 actions de coopération ont été recensées avec les très nombreuses universités brésiliennes impliquées dans ces coopérations. Ce foisonnement est à la dimension du pays qui possède un système universitaire très développé et des institutions de très haut niveau scientifique. La coopération avec le Brésil est la plus importante des pays d'Amérique latine, devant celle du Mexique. Plusieurs universités ont des relations étroites et multiples avec les établissements brésiliens : Aix-Marseille 1 (9 actions), Aix-Marseille 2 (10 actions), Aix-Marseille 3 (9 actions), Nice (9 actions), Paris 6 (10 actions), Paris 7 (11 actions), Paris 10 (12 actions), Rennes 2 (16 actions) et enfin Sciences Po (10 actions).

Un accord cadre de coopération inter-universitaire lie la France et le Brésil depuis 1978, dont la gestion est confiée en France au COFECUB (Comité français d'évaluation de la coopération universitaire et scientifique avec le Brésil) et, au Brésil, à la CAPES (Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior), organe du ministère de l'Éducation. Le programme a pour objectif de créer un système permanent de coopération et d'échanges universitaires entre enseignants-chercheurs et chercheurs brésiliens et français réalisant des recherches en commun, afin de développer des formations doctorales nouvelles, de renforcer ou de faire émerger des équipes de recherche d'excellence, de former et de perfectionner les enseignants-chercheurs par la préparation de doctorats ou la réalisation de stages post-doctoraux. En effet, il y a encore des enseignants dans les universités brésiliennes qui ne sont pas titulaires du doctorat, et plus généralement le Brésil souhaite accroître le nombre de docteurs dans certaines disciplines. Le programme finance actuellement 78 projets sur quatre ans, en particulier dans le domaine des sciences exactes et de l'ingénierie, que l'on retrouve partiellement dans les réponses. Les autres coopérations mentionnées dans les réponses relèvent pour la plupart d'entre elles d'accords avec des contenus similaires, dont l'existence se justifie par le fait que les financements de l'accord CAPES-COFECUB sont limités et très sélectifs. Il y a donc une multitude d'autres accords financés par d'autres moyens dont la finalité est la même.

### *Résumé*

La majorité des coopérations avec le Brésil associe un volet académique de formation à la recherche avec un programme d'échanges d'étudiants de niveau master et d'enseignants, et un volet de collaborations scientifiques dans le cadre de projets ou de réseaux, de l'organisation de séminaires, de colloques et de stages. Les accords permettent généralement d'intégrer des jeunes doctorants dans les équipes de recherche en France, dans le cadre d'une formation alternée, avec cotutelle de thèse, modèle fréquemment cité. L'encadrement doctoral est le mode de coopération le plus représentatif de la coopération franco-brésilienne, et il concerne

tous les domaines scientifiques. L'attention doit être attirée sur le faible nombre de coopérations visant le montage de diplômes ou de formations en dehors des enseignements spécialisés de niveau doctoral et des formations d'ingénieurs qui font l'objet par ailleurs d'accords spécifiques avec les écoles d'ingénieurs françaises et qui ne relèvent pas de cette enquête. Ces réserves mises à part, le système universitaire brésilien est en mesure d'offrir un large éventail de formations nécessaires aux besoins de qualification de son économie jusqu'au niveau master et au-delà.

***1) Les actions de formation à la recherche avec échanges d'étudiants et l'encadrement doctoral dans le cadre de cotutelles de thèse, associés à des collaborations scientifiques dans le cadre de projets de recherche ou de réseaux, l'organisation de séminaires ou de colloques et l'accueil d'enseignants-chercheurs sont les modes de coopération les plus représentatifs de la coopération franco-brésilienne. Tous les domaines scientifiques sont représentés dans ces coopérations :***

études luso-brésiliennes, langues et culture, cotutelle en ergologie, psychologie sociale et sciences de la matière, violence à l'école, mathématiques (Aix-Marseille 1) ; économie et gestion, transport et logistique, cotutelles et recherches communes dans le cadre du laboratoire universitaire de recherche en sciences de gestion spécialisé en logistique, sciences, mathématiques, systèmes dynamiques, arithmétiques et combinatoire, développement de la mobilité de doctorants et chercheurs confirmés dans les domaines liés à l'étude des propriétés arithmétiques, combinatoires, ergodiques et géométriques de certaines classes de systèmes dynamiques avec thèses en cotutelles, développement d'un réseau franco-brésilien mathématiques et applications dans le cadre du programme de coopération ESPACA, entre l'Etat de São Paulo et la région PACA (Aix-Marseille 2) ; cotutelle en sciences de l'environnement, sciences politiques, recherche dans le cadre du CAPES-COFECUB, programme ISEP multilatéral (Aix-Marseille 3) ; recherche, cotutelle, stages master (Avignon) ; double diplôme de thèse, coopération académique en astronomie et environnement terrestre (Bordeaux 1) ; recherches en physique appliquée à l'archéologie (Bordeaux 3) ; mobilité étudiante (Bordeaux 4) ; doctorants (Bourgogne) ; études (Cergy-Pontoise) ; recherches sur les facteurs économiques et institutionnels de la déforestation au Brésil, informatique (Clermont 1) ; portugais, ingénierie, informatique et modélisation, activités physiques et sportives, littératures modernes et contemporaines (Clermont 2) ; recherches et cotutelle en sciences de l'ingénieur, développement économique de l'entreprise, logistique et transport, recherche en mécanique, psychologie et clinique du travail, sociologie du travail, électronique, génie téléinformatique, télécommunication, cotutelle traitement du signal (Cnam) ; recherche en philosophie, sciences humaines et sociales (EPHE) ; doctorants dans cadre collège doctoral franco-brésilien en mathématiques, informatique, recherche en physique, médecine, géosciences, astrophysique, magnétisme et nanomatériaux (Grenoble 1) ; cotutelle dans le cadre du réseau universitaire en gestion (Grenoble 2) ; recherche commune, accueil de post-docs et cotutelle (INP Toulouse) ; recherche en langues et littérature, droit, accueil d'étudiants pour stage au groupe de recherche en électronique et automatique (Le Havre) ; échanges d'étudiants en économie, mécanique, génie civil, sciences des matériaux (Lille 1) ; échanges d'étudiants en sciences politiques, en chirurgie dentaire et médecine (Lille 2) ; formations de doctorants en langues, littérature, psychologie, philosophie, sociologie et ethnologie (Lille 3) ; échanges d'étudiants de niveaux master et doctorat, cotutelle en physique, chimie et mathématiques (Lyon 1) ; accueil doctorants (Lyon 2) ; échanges d'étudiants et de professeurs (Lyon 3) ; cotutelle (Marne-la-Vallée) ; échanges d'étudiants et d'enseignants en sociologie et sciences de la communication, sciences de l'éducation, portugais, lettres modernes (Montpellier 1) ; recherche et accueil de doctorants en biologie végétale et forestière, bioinformatique, chimie théorique, médecine, et génie électrique, dont

deux dans le cadre CAPES-COFECUB (Nancy 1) ; échanges d'étudiants de 3<sup>ème</sup> cycle, de spécialistes et d'expériences en géographie, environnement et aménagement, relations internationales, commerce international, relations publiques, sciences économiques, gestion, logistique, sciences sociales et humaines, pédagogie, développement de programmes d'intérêt commun en droit, sciences économiques et de gestion, logistique, langues vivantes, littérature, santé publique, sciences sociales et humaines, pédagogie et sciences de l'éducation (Nantes) ; cotuelles et recherche en géologie, écologie, chimie, géochimie de l'environnement, géographie physique et pollution, mobilité étudiante en odontologie, 3 protocoles de coopération ayant pour objets l'innovation et le transfert de technologie, partenaire de la construction d'un espace scientifique et technologique PACA-Brésil dans le cadre du programme ARCUS, dans les domaines risques, photonique et caractérisation de matériaux (Nice) ; échanges d'étudiants de niveau L3 en économie, sciences politiques, sciences sociales, droit, économie, gestion, histoire de l'art, arts plastiques et philosophie, enseignements spécialisés et échanges entre jeunes chercheurs et étudiants en droit des biotechnologies, droit de l'environnement, droit international, droit de la famille, sciences politiques (Paris 1) ; échanges étudiants de niveau master en droit, sciences politiques, économie, sciences de l'information et de la communication (Paris 2) ; membre du collège doctoral franco-brésilien (Paris 3) ; échanges de niveaux master et doctorat en géographie, communication et édition (Paris 4) ; échanges d'étudiants, enseignants, chercheurs en sciences de l'éducation, sociologie de la famille, médecine (Paris 5) ; recherches dans le cadre d'un projet COFECUB en chimie inorganique et matériaux moléculaires, projet COFECUB en immunologie cellulaire et tissulaire, projet COFECUB en physique quantique, projet COFECUB en physiologie et physiopathologie, projet COFECUB en science physique, recherches en physique fondamentale et appliquée, participation au collège doctoral franco-brésilien (Paris 6) ; recherche et formation (Paris 7) ; conférences, séminaires, ateliers de recherche, colloques, auprès de la formation doctorale sur les thèmes de la sociologie de l'enseignement supérieur et de l'étudiant, l'accès à l'université, un réseau de recherche a été mis en place avec les universités de Natal UFRN, Aracaju (UF Sergip), l'Université fédérale de Goiás et l'Université de Porto au Portugal sur les problématiques de transition de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur, la première année d'études à l'université, la vie étudiante, la pédagogie universitaire, co-orientation de thèses (Paris 8) ; coopération académique et scientifique en portugais, arts du spectacle, économie, cotuelles en langues, lettres et civilisation, ethnologie, littérature, information et communication (Paris 10) ; recherches et 22 thèses en cotuelle dans tous les domaines scientifiques et de droit (Paris 11) ; recherche et formation de doctorants en sciences, biologie cellulaire, urbanisme et droit, lettres modernes, sciences physiques (Paris 12) ; recherche et formation de doctorants, cotuelles, stages post-doctoraux en éthologie, économie, physique, linguistique, sciences de l'éducation (Paris 13) ; échanges d'étudiants de niveau master et 3<sup>ème</sup> cycle en management, économie et gestion, droits de l'homme, géographie et aménagement, projet de recherche International Network for Management Globalization, mise en place de thèse en co-direction et en cotuelle (Pau) ; encadrement sur méthodes d'analyses sur les antioxydants végétaux (Perpignan) ; collaborations scientifiques au sein des projets Alpha II, du réseau Rede Verde Conservation Network, collaboration scientifique France-Brésil-Canada dans le domaine de l'environnement (Poitiers) ; cotuelle en économie (Reims) ; recherche et formation en information et communication, médecine et microenvironnement moléculaire et cellulaire (Rennes 1) ; cotuelles en gestion, chimie, mathématiques (Rennes 1) ; recherches et cotuelles (Rennes 2) ; échanges d'étudiants et cursus intégrés, de niveau master, recherches sur la démocratie participative, création d'un laboratoire en relations internationales (Sciences-Po) ; échanges en sciences politiques (Strasbourg 3) ; recherches communes (Toulouse 1).

## **2) Quelques actions de coopération visent le montage de formations selon diverses modalités :**

délocalisation du diplôme universitaire clinique de la périnatalité et troubles des liens précoces dans le cadre de la formation continue (Aix-Marseille 1) ; formations professionnelles prospectives, insertion professionnelle des handicapés, plasturgie, ergonomie, développement de la formation à distance et mise en place de la plate-forme numérique Pléi@d (Cnam) ; accueil d'enseignants-chercheurs pour des enseignements dans la filière du tourisme (Corse) ; double diplôme spécialité économiste d'entreprise du master d'économie UPMF - MBA de la faculté d'économie de l'USP (Grenoble 2) ; double diplôme, formation d'ingénieurs dans le cadre du programme BRAFITEC, échanges d'élèves ingénieurs, formation par la recherche, programme d'échange d'élèves ingénieurs SMILE Magalhaes (INP Grenoble) ; implantation d'un master pro documentation (Montpellier 3) ; organisation de trois diplômes en lettres modernes (Nancy 2) ; formations en relations internationales, commerce international, relations publiques, tourisme et hôtellerie (Nantes) ; cours de relations internationales, 3 années d'exportation du cours Espace mondial, visioconférences, présentiel, page web commune aux deux serveurs) en anglais puis en français (Sciences Po).

## **C) LE CHILI**

Pour mémoire, le programme ECOS SUD finance 63 actions de coopération avec le Chili dans le domaine des sciences exactes et sociales.

### ***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

68 actions de coopération ont été recensées avec le Chili en provenance de 37 universités.

### ***Résumé***

La majorité des accords inter universitaires porte sur la formation de niveau master et doctorat à travers l'organisation d'échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs. De nombreux accords de coopération associent recherche et formation, et s'accompagnent de collaborations scientifiques. Quelques actions de coopération portent sur la mise en place de diplômes.

### ***1) La majorité des accords inter-universitaires porte sur la formation de niveaux master et doctorat à travers l'organisation d'échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, et la cotutelle de thèse :***

accord de coopération dans toutes les disciplines communes de l'Université, programme ISEP multilatéral : échanges d'étudiants de toutes disciplines (Aix-Marseille 3) ; double diplôme de thèse (Bordeaux 1) ; stages hospitaliers pour les étudiants 2<sup>ème</sup> cycle (Bordeaux 2) ; envoi de doctorants en co-tutelles (Bourgogne) ; échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs en ingénierie civile (Clermont 2) ; enseignement/recherche, convention de coopération tous domaines communs et en particulier sciences biologiques (EPHE) ; programme d'échange d'élèves-ingénieurs SMILE Magalhaes (INP Grenoble) ; envoi d'étudiants en sciences politiques, en chirurgie dentaire, pharmacie, et sciences du sport en échanges (Lille 2) ; formation de formateurs et montage de formations en FLE (Lille 3) ; accueil d'étudiants en programme d'échanges (Marne-la-Vallée) ; sciences de l'eau (Montpellier 3) ; accord de coopération artistique et académique pour les arts et les arts plastiques, journées d'études et échanges universitaires artistiques, accord de coopération bilatéral pour l'histoire de l'Amérique latine, enseignements spécialisés (Paris 1) ; programme d'échange en droit,

possibilité pour les étudiants sélectionnés en L2 de partir dans l'université partenaire soit un an en L3 soit un semestre en M1 (Paris 2) ; participation au programme franco-chilien d'assistants de langue, en envoyant au Chili des étudiants de français langue étrangère (FLE) devant effectuer leur stage pédagogique ou professionnel dans le cadre de leur master, membre du collège doctoral franco-chilien (Paris 3) ; échanges d'étudiants, enseignants, chercheurs en M et D (Paris 4) ; échanges d'étudiants, enseignants, chercheurs en sociologie (Paris 5) ; échange et accueil personnalisé des enseignants-chercheurs et des étudiants en biologie marine, océanographie - LIA : diversion et adaptation des espèces marines (Paris 6) ; échanges en sciences humaines et sociales, sciences de l'éducation, sciences de gestion, participation à un réseau européen : Redford (Paris 12) ; formation en chimie analytique des éléments traces dans l'environnement, niveaux master et post doctorants (Pau) ; thèse cotutelle en biologie moléculaire (Perpignan) ; projet ERASMUS MUNDUS, master Euromime (Poitiers) ; échange d'étudiants, d'enseignants, recherche (Rennes 2) ; échange d'étudiants et d'enseignants en lettres (Saint-Etienne) ; échanges d'étudiants, cursus intégré en sciences politiques (Sciences-Po).

***2) De nombreux accords de coopération associent recherche et formation, et s'accompagnent de collaborations scientifiques où figurent en bonne place les sciences et les technologies :***

coopération recherche, échanges d'étudiants (Avignon) ; collaborations scientifiques, accueil de chercheurs en médecine, pharmacie, sciences médicales, sciences de la vie (Bordeaux 2) ; sciences politiques, recherche conjointe, échanges en master/doctorat (Grenoble 2) ; recherche conjointe (INP Grenoble) ; transfert de compétences en valorisation de la recherche, mobilité de chercheurs (Lille 3) ; mathématiques appliquées (Limoges) ; recherche, échanges d'étudiants en sciences et technologies du bois (Nancy 1) ; échanges de spécialistes, d'étudiants, réalisation de thèmes communs de recherche, échange d'expériences en français langue étrangère, espagnol langue étrangère, sciences et technologies (Nantes) ; projet commun de collaboration, recherche en géographie-agronomie (Orléans) ; travaux de recherche et réunions scientifiques (Paris 1) ; recherche (Paris 7) ; astrophysique, biologie, écologie, chimie, mathématiques, droit, accueil de 5 doctorants français et de 11 professeurs ou chercheurs invités en astrophysique, biologie, écologie, chimie, mathématiques, droit (Paris 11) ; recherche, physiologie, biologie de la médecine de haute altitude, recherche et enseignement : linguistique, éthologie (Paris 13) ; projet PRECAC, commande robuste et optimisation multicritères, application au transport et traitement des eaux (Poitiers) ; partenariat de recherche en automatique (Reims) ; recherche formation en mathématiques, cotutelle traitement du signal et télécommunications, étudiant français dans le cadre d'un contrat Alfa coordonné par l'université de Grenoble, collaboration recherche en chimie (Rennes 1).

***3) Quelques actions de coopération portent sur la mise en place de diplômes :***

double diplôme en finances/comptabilité (Lyon 3) ; implantation d'un master pro Documentation (Montpellier 3) ; délocalisation de diplôme en sciences de l'éducation (Paris 5) ; mise en place d'un double diplôme de maîtrise en sciences de l'éducation pour les étudiants chiliens (Paris 12) ; master management franco latino américain, mise en place d'un double diplôme (Pau).

## **D) LA COLOMBIE**

Pour mémoire, le programme ECOS NORD finance 29 actions de coopération avec la Colombie dans le domaine de la physique-chimie, de l'agronomie et l'environnement, des mathématiques et de l'informatique, de la santé, des sciences humaines et sociales.

### ***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

35 universités coopèrent avec la Colombie. 62 actions de coopération ont été recensées plaçant la Colombie au 5<sup>ème</sup> rang des pays d'Amérique latine. On relève une concentration plus importante d'actions à Nantes (4 actions), Paris 2 (4 actions), Paris 12 (3 actions). Les domaines scientifiques les plus représentés sont les sciences exactes (Bretagne-Sud, Metz), la médecine (Paris 5), le droit (Paris 2).

### ***Résumé***

La majorité des accords inter-universitaires porte sur la formation de niveaux master et doctorat à travers l'organisation d'échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, et sur la recherche. Quelques actions de coopération portent sur la mise en place de diplômes. Plusieurs accords de coopération associent recherche et formation, et s'accompagnent de collaborations scientifiques.

### ***1) La majorité des accords inter-universitaires porte sur la formation de niveaux master et doctorat à travers l'organisation d'échanges, mais surtout l'accueil en France d'étudiants et d'enseignants-chercheurs dans tous les domaines disciplinaires :***

accord de coopération dans toutes les disciplines communes de l'université, accueil de doctorants et de professeurs invités (Aix-Marseille 3) ; conventions bilatérales d'échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs (Cergy-Pontoise) ; mobilité étudiante (Bordeaux 4) ; échanges d'étudiants, de spécialistes, d'expériences (Nantes) ; programme d'échange de droit, possibilité pour les étudiants sélectionnés en L2 de partir dans l'université partenaire soit un an en L3, soit un semestre en M1 (Paris 2) ; échange d'enseignants-chercheurs pour des missions d'enseignement (Paris 3) ; promotion de l'enseignement sur le travail social en Amérique latine (Paris 12) ; stage d'élèves de l'INP pour la mise en place de TP et TD (INP Toulouse) ; accord cadre pour la mise en place d'échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs en commerce et gestion (Strasbourg 3).

### ***2) Quelques actions de coopération portent sur la mise en place de diplômes :***

développement de modules communs (Grenoble 2) ; mise en place d'un master en hydrologie et météorologie (INP Toulouse) ; master en partenariat international, cursus bi-diplômant (Marne-la-Vallée) ; implantation d'un master professionnel documentation (Montpellier 3) ; mise en place d'un master enseignement des langues étrangères, analyse et programmation de la communication didactique, double diplôme en droit : les étudiants peuvent partir dans l'université partenaire pour le 2<sup>ème</sup> semestre de L3 et le premier semestre de M1, les étudiants de l'université partenaire viennent en France pour un an, les étudiants obtiennent soit la maîtrise française, soit le diplôme de l'université colombienne partenaire (Paris 2) ; mise en place d'un double diplôme de maîtrise en travail social puis de master sciences de la société, travail, emploi, formation (Paris 12) ; projet de formation double diplôme protection et gestion des milieux de montagne (Savoie).

### ***3) Plusieurs accords associent recherche et formation, et s'accompagnent de collaborations scientifiques :***

projet en 2005 et 2006 en médecine sur le thème « Caractérisation moléculaire et tissulaire

des transporteurs NIS et AIT de la thyroïde et sa dynamique dans la fonction de l'organisme » (Nice) ; cotutelle de thèse (Metz) ; accord de coopération de recherche de l'école de médecine Pierre et Marie Curie (Paris 6) ; coopération académique et scientifique, échanges d'étudiants, d'enseignants, de chercheurs, de doctorants, coopération dans la recherche, dans l'enseignement, échanges de littérature, de publications, manifestations communes, forums toutes disciplines, co-tutelle de thèse (Paris 10) ; cotutelle internationale de thèse en droit et sciences politiques (Reims) ; échange d'étudiants, d'enseignants-chercheurs, organisation de colloque et de séminaires, communication réciproque de documents, publications scientifiques et pédagogiques (Strasbourg 2).

## **E) LE MEXIQUE**

Pour mémoire, le programme ECOS NORD finance 52 actions de coopération avec le Mexique dans les domaines de l'agronomie, des sciences humaines et sociales, des mathématiques et de l'informatique, des sciences physiques et chimiques, de la santé, des sciences de la terre et de l'univers.

### ***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

44 universités coopèrent avec le Mexique. 128 actions de coopération ont été recensées plaçant le Mexique au 2<sup>ème</sup> rang des pays d'Amérique latine juste après le Brésil. On relève une concentration plus importante d'actions à Lille 2 (8 actions), Lyon 1 (8 actions), Nantes (7 actions), Paris 10 (8 actions) et Rennes 2 (10 actions).

### ***Résumé***

La coopération porte principalement sur la formation, avec une place particulière accordée à la formation à la recherche à travers l'organisation de nombreux échanges d'étudiants dans le cadre de programmes de mobilité étudiante et d'échanges d'enseignants-chercheurs, et la mise en place de cotutelles de thèses. Dans une moindre mesure, la coopération porte sur la recherche dans le cadre de collaborations scientifiques et l'organisation de séminaires. Quelques rares actions de coopération portent sur la mise en place de diplômes.

***1) La coopération porte principalement sur la formation, avec une place particulière accordée à la formation à la recherche à travers l'organisation de nombreux échanges d'étudiants dans le cadre de programmes de mobilité étudiante et d'échanges d'enseignants-chercheurs, et la mise en place de cotutelles de thèses :***

- *dans le domaine des sciences humaines, de la gestion, du droit et des sciences politiques :*  
échange d'étudiants au niveau master, codirection de thèse dans le domaine de la sociologie (Aix-Marseille 1) ; envoi d'étudiants en période d'études en gestion (Evry) ; envoi d'étudiants de master en affaires internationales, mention commerce et vente (Le Havre) ; envoi d'étudiants en sciences politiques, en gestion administration des affaires (Lille 2) ; échange d'étudiants en management (Lyon 1) ; envoi d'étudiants chercheurs (Lyon 2) ; accueil d'étudiants en programmes d'échanges (Marne-la-Vallée) ; cotutelle de thèse (Metz) ; accord de coopération bilatéral pour les sciences économiques et de gestion, les sciences humaines, les sciences juridiques et politiques, convention générale de coopération bilatérale concernant l'enseignement et la recherche dans toutes les disciplines, accord de coopération bilatérale pour le droit constitutionnel, international, de l'environnement, communautaire, l'administration publique et la gestion publique (Paris 1) ; programme d'échange en droit

(Paris 2) ; échanges d'étudiants et d'enseignants, conventions académiques, scientifiques, technologiques et culturelle (Paris 10) ; stages d'études de master en FLE (Pau) ; projet PRECAC commande robuste et optimisation multicritères, projet erasmus mundus en master d'économie (Poitiers) ; échanges d'étudiants en économie (Rennes 2) ; échange de doctorants dans le domaine de l'histoire de la production des formes architecturales et urbaines du patrimoine (Saint Etienne) ; échange d'étudiants (Sciences Po) ; accord pour les échanges d'étudiants en sciences politiques et les études de commerce (Strasbourg 3) ;

*- dans les sciences et les sciences de l'ingénieur :*

collaboration d'échanges universitaires niveau L ou M en chimie (Bordeaux 1) ; programme d'échanges d'élèves ingénieurs SMILE (INP Grenoble) ; envoi d'étudiants pour un semestre à Mexico (ISEL) (Le Havre) ; échanges d'étudiants en sciences de l'ingénieur (Lille 1) ; mission organisée en 2004, projet d'accord dans le domaine de la télé médecine et échange d'étudiants, d'enseignants (Lille 2) ; mobilité étudiante en cursus de pharmacie (Lyon 1) ; physique, mathématiques, aide à la formation, cotutelle de thèse (Metz) ; échanges d'étudiants dans le domaine de la commande intelligente, cotutelle de thèse en sciences de la terre et de l'environnement (Nancy 1) ; projet de coopération franco-mexicain dans le domaine des formations supérieures technologiques et professionnelles, mission d'un enseignant – collaboration scientifique en mathématiques (Nice) ; accueil de stagiaires en psychologie sociale et en chirurgie dentaire (Paris 5) ; échanges de chercheurs et d'étudiants (Paris 6) ; stage de master en sciences (Perpignan) ; échanges et recherche (Rennes 2) ;

*Certaines universités ne précisent pas les disciplines concernées par ces échanges :*

programme ISEP multilatéral avec échanges d'étudiants dans toutes les disciplines (Aix-Marseille 3) ; mobilité étudiante (Bordeaux 4) ; sélection par l'université de Puebla de quatre étudiants qui seront étudiants d'échange à l'université de Caen (Caen) ; missions, séjours d'enseignants-chercheurs (Grenoble 1) ; échanges et recherche (Rennes 2) ; formation (Strasbourg 1).

**2) Dans une moindre mesure, la coopération porte sur la recherche dans le cadre de collaborations scientifiques et l'organisation de séminaires :**

recherche conjointe du Labri et de l'UNAM en vue d'accueil de thésards mexicains au Labri (Bordeaux 1) ; action ECOS MO5A03 Co-infections à pneumocystis histoplasma capsulatum chez les chauves-souris d'Amérique latine : impacts épidémiologiques et écologiques (Lille 2) ; séminaires de niveaux master et doctorat en langues, littérature et philosophie (Lille 3) ; formation de chercheurs, cotutelle de thèse, visites post-doctorales : réseau thématique franco-mexicain de l'environnement et sciences de la terre (Nancy 1) ; échange de spécialistes à des fins de recherches scientifiques communes (Nantes) ; collaborations scientifiques et cotutelles en biologie et chimie (Paris 11) ; collaboration scientifique en mathématiques (Nice) ; accord de coopération de recherche, échanges de chercheurs et d'étudiants (Paris 6) ; participation au réseau Redford (Paris 12) ; recherche et formations de doctorants (Paris 13) ; encadrement de laboratoire et cotutelle dans le domaine des biocapteurs (Perpignan) ; projet PRECAC commande robuste et optimisation multicritères (Poitiers) ; recherche en chimie (Rennes 1).

**3) Quelques rares actions de coopération portent sur la mise en place de diplômes :**

implantation d'un master études culturelles (Montpellier 3) ; mise en place d'un double master en sciences de l'éducation pour les étudiants mexicains (Paris 12).

## **F) LE VENEZUELA**

Pour mémoire, le programme ECOS NORD finance 17 actions de coopération avec le Venezuela dans les domaines des sciences de la terre et de l'univers, des mathématiques, de l'informatique, de la biologie, de la médecine, des sciences du vivant et des sciences humaines et sociales.

### ***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

18 universités coopèrent avec le Venezuela. 23 actions de coopération ont été recensées plaçant le Venezuela au 6<sup>ème</sup> rang des pays d'Amérique latine, loin derrière la Colombie.

### ***Résumé***

La coopération porte sur la formation par l'organisation d'échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs. Quelques actions associent formation doctorale et recherche dans le cadre de collaborations scientifiques et l'organisation de séminaires. Quelques rares actions de coopération portent sur la mise en place de diplômes.

### ***1) La coopération porte sur la formation par l'organisation d'échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs :***

convention de coopération santé et développement social (EPHE) ; échanges d'étudiants (Grenoble 3) ; rencontres Europe-Amérique latine sur la formation technologique et professionnelle tous les 2 ans (Le Havre) ; mobilité étudiante, cursus pharmacie (Lyon 1) ; convention de coopération pour échanges d'étudiants (Marne-la-Vallée) ; échanges en lettres modernes, sciences du langage, espagnol/français, LEA (Montpellier 3) ; échanges d'étudiants, d'enseignants, programmes de coopération post- gradués, échange d'étudiants dans le domaine des systèmes dispersés de type émulsion ou suspension, application au traitement des effluents et aux problèmes de dépollutions (PCP) (Pau) ; coopération en philosophie (Paris 12) ;

### ***2) Plusieurs actions associent formation doctorale et recherche dans le cadre de collaborations scientifiques et l'organisation de séminaires :***

programme de recherche, séminaire et publication en linguistique (Aix-Marseille 1) ; coopération inter-universitaire en enseignement et recherche dans toutes les disciplines scientifiques et technologiques (Bordeaux 1) ; cotutelle en robotique (Bretagne-Sud) ; programme de recherche ECOS-Nord n°V07H01 (2007-2010), cotutelle de thèse, colloques pluridisciplinaires (Caen) ; recherches et cotutelles de thèse en chimie, mathématiques, informatique, économie (Lille 1) ; thèse en codirection en chimie de l'environnement (Lyon 1) ; recherche et cotutelles de thèse en physique ; mathématiques, aide à la formation, recherche et cotutelles de thèse (Metz) ; accord de coopération de recherche en sciences exactes et en informatique, organisation de colloques, échanges de chercheurs et d'étudiants (Paris 6) ; coopération en physique, chimie physique, biologie, cotutelle de thèse (Paris 11) ; cotutelle de thèse dans le cadre du programme Alfa dans le domaine du traitement du signal et communication (Rennes 1) ; recherche en écologie des maladies parasites (Perpignan).

### ***3) Quelques actions portent sur la mise en place de formations :***

mise en place de formations niveau maîtrise travail et intervention sociale, programmes pédagogiques communs, niveau maîtrise (Caen) ; mise en place de programmes d'études (Grenoble 3) ; implantation d'un master pro documentation (Montpellier 3).

\*\*\*\*



### III - LA COOPERATION AVEC LES PAYS D'ASIE

La coopération avec l'Asie du Sud et de l'Est se situe aujourd'hui au 2<sup>ème</sup> rang, après l'Amérique latine, pour le nombre d'actions de coopération recensées (608)<sup>16</sup>. Sur les 13 pays<sup>17</sup> avec lesquels les établissements d'enseignement supérieur français coopèrent, trois (Chine, Inde, Vietnam) réunissent un nombre de coopérations significatif. Les autres pays ont, pour chacun d'entre eux, des relations avec moins de 10 universités. Il convient de se reporter à la fiche pays de ces derniers pour en avoir le détail. Les commentaires porteront donc sur les 3 principaux pays d'attractivité des universités françaises dans cette zone géographique.

#### A) LA CHINE

##### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

62 universités coopèrent avec la Chine, traduisant un véritable engouement des universités françaises pour ce pays. C'est le pays, parmi l'ensemble des pays en développement, avec lequel le plus grand nombre d'actions de coopération universitaires (345) a été recensé. Un grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur chinois (environ 180<sup>18</sup>) sont représentés dans ces partenariats à la dimension du gigantisme du pays. Rappelons que la Chine comptait plus de 4000 instituts de recherche et environ 1550 universités en 2003. Quelques universités sont plus investies que d'autres dans les relations franco-chinoises : Aix-Marseille 3 (32 actions), le CNAM (9 actions), Nantes (11 actions), Paris 1 (10 actions), Paris 10 (10 actions), et Paris 13 (10 actions).

##### *Résumé*

La coopération avec la Chine porte sur un large éventail d'actions, au premier rang desquelles figurent l'accueil de délégations, d'enseignants-chercheurs et d'étudiants, les programmes d'échanges et la co-organisation de colloques, séminaires, conférences internationales, forums et salons. Ces échanges couvrent tous les domaines disciplinaires mais avec une sur-représentation des collaborations dans les domaines de l'économie, de la gestion, du commerce et du droit, des spécialités médicales, et dans les sciences de l'ingénieur. De nombreuses coopérations en sont à leur phase de démarrage et il n'est pas encore possible d'en mesurer toute la portée au-delà des intentions et de la signature d'accords de coopération.

La réponse aux besoins considérables de formation de main-d'œuvre qualifiée du pays aujourd'hui en pleine expansion, se fait par l'accueil en France d'étudiants chinois et le montage de partenariats internationaux de formation qui prennent des formes variables : délocalisation de diplômes, doubles diplômes, diplômes conjoints, et cotutelles de thèse ou par l'aide à la création de filières de formation dans les établissements chinois. Les collaborations scientifiques sont également très présentes, allant parfois jusqu'à la création de laboratoires communs ; elles concernent surtout les sciences, les sciences de l'ingénieur, et la médecine.

---

<sup>16</sup> Cf. tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique.

<sup>17</sup> Cambodge, Chine, Iles Fidji, Wallis et Futuna, Samoa, Inde, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, République de Corée, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Vietnam.

<sup>18</sup> Cf. tableau 5 : Universités chinoises partenaires des universités françaises.

**1) La majorité des coopérations porte sur l'accueil de délégations, d'enseignants-chercheurs et d'étudiants, les programmes d'échanges et la co-organisation de colloques, séminaires, conférences internationales, forums, et salons :**

Certaines universités n'ont pas mentionné les domaines disciplinaires de ces échanges (Aix-Marseille 2), Cergy-Pontoise, Lyon 2, Marne-la-Vallée, Montpellier 1, Paris 3, Rennes 2, Savoie). Mais généralement ces domaines sont précisés :

en langues, mathématiques, et sciences de la matière (Aix-Marseille 1) ; en droit et sciences politiques, économie et gestion (Aix-Marseille 3) ; en santé, sciences de la vie (Bordeaux 2) ; en économie, systèmes de santé et français (Clermont 1) ; en biologie, chimie, mathématiques, informatique, ingénierie informatique et électrique, LEA, lettres (Clermont 2) ; en mécanique, informatique, aérotechnique, calcul scientifique, automatisme industriel, métallurgie, fatigue des matériaux compression son et image, communications numériques, télévision numérique, management, management des ressources humaines, économie du travail, management de l'entreprise d'assurance (Cnam) ; en économie et gestion (Corse) ; en philosophie, études religieuses et esthétique, biologie, sciences de l'environnement, sciences de la vie, langues et littératures anciennes de l'Asie centrale, histoire des religions, art et archéologie (EPHE) ; en langues (Evry) ; en sciences sociales et de la communication, français de spécialité (Grenoble 3) ; en langues étrangères (Inalco) ; en formation d'élèves ingénieurs (INP Grenoble) ; en formation d'élèves ingénieurs (INP Toulouse) ; en français, stages linguistiques (Le Havre) ; en sciences politiques, médecine, chirurgie dentaire, STAPS et ingénierie du sport (Lille 2) ; en chirurgie orthopédique (Lyon 1) ; en LEA, AES, sciences du langage, littérature comparée, lettres modernes, arts plastiques, arts appliqués (Montpellier 3) ; en formations de médecins, plusieurs missions médico-chirurgicales en cardio-chirurgie avec cours de démonstrations opératoires (Nancy 1) ; en sciences des matériaux, management international franco-chinois, langues, sciences de la matière, électronique et technologie, architecture, management et économie (Nantes) ; en socio-anthropologie, ethnomédecine, anthropologie du corps et de la santé, archéologie, ethnologie culturelle, philosophie de l'écriture, hôtellerie, tourisme, médecine traditionnelle (Nice) ; en droit, économie, environnement, études urbaines, philosophie (Paris 1) ; en histoire de l'art et archéologie (Paris 4) ; en maths, physique, biologie, économie (Paris 11) ; en administration et échanges internationaux (Paris 12) ; en sciences de l'ingénieur, langues des signes (Poitiers) ; en français langue étrangère, langues et civilisation (Saint-Etienne) ; en relations internationales et sciences politiques (Sciences-po) ; en sciences politiques, commerce (Strasbourg 3) ; en partenariat de formation en emballage et conditionnement et envoi d'étudiants en stage professionnel (Troyes).

**2) Les partenariats internationaux de formation, délocalisation de diplômes, doubles diplômes, diplômes conjoints, et cotutelles de thèse :**

cotutelles de thèse (Aix-Marseille 2) ; encadrement doctoral et post doctoral en matériaux et microélectronique (Aix-Marseille 3) ; délocalisation licence et master de tourisme, de licence pro métiers du golf (Angers) ; DUO France, joint master programme (Bordeaux 1) ; double diplôme DUT (Clermont 1) ; cotutelles de thèse en médecine et biochimie (Grenoble 1) ; sciences politiques, MBA délocalisé avec modules assurés par des enseignants IAE (Grenoble 2) ; montage d'un bachelor et d'un master dans le domaine du génie nucléaire (INP Grenoble) ; master ERASMUS MUNDUS dans le domaine du droit coordonné par l'université de Hanovre, projet de création d'un master conjoint en business administration entre Inha en Corée du Sud, Le Havre, Rhode Island aux Etats-Unis, Xiamen en Chine (Le Havre) ; double diplôme en sciences économiques et de gestion, sciences de l'ingénieur, master conjoint en mathématiques (Lille 1) ; doubles-diplômes licence et maîtrise françaises, diplômes équivalents chinois en commerce et distribution, délocalisation partielle de la licence de gestion, cotutelles de thèse (Lille 2) ; lettres (Lille 3) ; eau, sciences de l'ingénieur

(Limoges) ; master délocalisé en commerce extérieur et gestion (Lyon 3) ; aide à la mise en place de formations, double diplôme, cotutelles de thèse dans les disciplines scientifiques et gestion du niveau du L au D (Metz) ; implantation d'une licence et d'un master AES (Montpellier 3) ; programme d'échanges et d'enseignements conjoints permettant la délivrance du master STIC (Nantes) ; cotutelle en médecine (Nice) ; cotutelle de thèse en sciences de la terre / géodynamique (Orléans) ; filières d'enseignement délocalisées avec co-diplômation en droit, économie, gestion, histoire (Paris 1) ; cursus L+M et d'ingénieurs en double diplôme (Paris 11) ; délivrance d'un double diplôme (Paris 12) ; cotutelles sur les antioxydants, le riz, mise en place délocalisée d'un diplôme d'université diplôme d'études françaises (Perpignan) ; délocalisation du master CAAE et du DU management sanitaire et hospitalier, du master administration des entreprises (Poitiers) ; cotutelles en sciences exactes et naturelles ; sciences et technologies de l'information et de la communication (Reims) ; cotutelle internationale de thèse en sciences exactes et naturelles (Troyes).

***3) La coopération porte également sur la mise en place de formations répondant à des besoins économiques spécifiques du pays où l'on retrouve la gestion, le droit et les sciences de l'ingénieur :***

création d'une filière d'enseignement conjoint (Grenoble 3) ; assistance au montage d'IUT en Chine (Nancy 1) ; mise en place à l'Université de Wuhan d'une formation médicale en langue française (Nancy 1) ; création d'un centre franco-chinois de formation d'ingénieurs à Guangdong (Nantes) ; mise en place un master d'enseignement du français langue étrangère, analyse et programmation de la communication didactique (Nantes) ; consortium pour des enseignements spécialisés pour les sciences juridiques et politiques, management public (Paris 1) ; création du Centre sino-français de formation et d'échanges notariaux et juridiques (Paris 2) ; filière de formation médicale en français (Paris 5) ; développement du programme d'un master option gestion, chinois, anglais, français (Pau) ; projet intégré pluridisciplinaire combinant recherche, coopération pédagogique, formation d'étudiants, mise en place d'une plate-forme locale pour préparer les étudiants chinois au séjour en M2 en Bretagne (Rennes 1) ; création d'un centre franco-chinois de formation continue dans le domaine du commerce et de la gestion (Strasbourg 3).

***4) Les collaborations scientifiques sont très présentes, elles concernent principalement les sciences, les sciences de l'ingénieur, et la médecine :***

en géosciences de l'environnement, travaux sur les réseaux de neurones commandant le système respiratoire, développement des transferts de méthodes, développement de la recherche et des divers programmes doctoraux et post-doctoraux de spécialisation qui assurent le transfert des méthodes et des outils vers l'industrie (Aix-Marseille 3) ; coopération scientifique en mathématiques et informatique (Bretagne Sud) ; projets de recherche en environnement et énergie, matériaux, sciences de la vie et de la santé, dynamique des systèmes industriels (Grenoble 1) ; partenariats recherche (INP Toulouse) ; recherche conjointe au sein du laboratoire international Laboratory for the applications of supraconductors and magnetic materials, programme ASIA Link (INP Grenoble) ; recherche en géologie et sciences de l'ingénieur (Lille 1) ; recherche en chimie de l'environnement (Lyon 1) ; recherche en oncologie, neurochirurgie, anesthésiologie (Nancy 1) ; sciences de gestion, pharmacie, élaboration et réalisation de thèmes communs de recherche, organisation de conférences et séminaires (Nantes) ; promotion des études historiques entre la Chine et la France et au-delà de l'Europe concernant le réseau pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales (Paris 1) ; collaboration recherche en ergonomie, collège doctoral franco-chinois (Paris 5) ; recherche et formation (Paris 7) ; recherche en anthropologie et sinologie (Paris 8) ; recherche en médecine, biologie, biochimie, biomatériaux (Paris 12) ; recherche en physique,

chimie, géosciences, information biomédicale (Rennes 1) ; projet d'un laboratoire franco-chinois associé dans le domaine des énergies renouvelables, valorisation de la recherche et transfert de technologie (Savoie) ; programmes de recherche politiques sociales et urbanisme (Sciences-Po) ; projet de labo de recherche commun, montage de partenariat de recherche en histoire, mathématiques, chimie (Troyes).

## **B) L'INDE**

### ***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

L'Inde est le troisième pays d'Asie, après la Chine et le Vietnam, par le nombre d'actions de coopération recensées (36 actions), qui restent globalement modestes compte tenu de la taille du pays, de ses besoins de formation mais aussi de son niveau d'excellence scientifique dans certains domaines. 24 universités déclarent coopérer avec l'Inde, mais il s'agit d'un mouvement récent, et certains accords de coopération n'ont pas encore donné lieu à des actions concrètes sur la durée.

### ***Résumé***

Les accords de coopération portent sur la recherche et la formation. Il s'agit le plus souvent d'accueil et de séjours d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, pour des échanges d'expériences et des formations complémentaires, mais aucune collaboration ne porte sur le montage de formations dans le cadre de partenariats. Les coopérations dans le domaine de la formation concernent les sciences humaines, la gestion et les sciences politiques. Les sciences exactes et les sciences de l'ingénieur constituent le terrain privilégié des collaborations scientifiques à travers l'accueil et le séjour de chercheurs, l'organisation de colloques et de programme de recherche conjoints.

#### ***1) Les échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs pour la formation concernent les sciences humaines, la gestion et les sciences politiques :***

envoi d'étudiants stagiaires et mobilité enseignante dans le domaine de la géographie (Aix-Marseille 1) ; programme d'échange d'étudiants en gestion niveau master et MBA, programme d'échange d'étudiants avec l'Institut d'administration des Entreprises (Aix-Marseille 3) ; échanges d'étudiants de master, UFR géographie et aménagement (Bordeaux 3) ; dynamiques industrielles, sociales et culturelles (Grenoble 1) ; échanges d'étudiants en langues étrangères (Inalco) ; échanges d'étudiants en sciences politiques (Lille 2) ; mémorandum d'accord pour les échanges d'étudiants, chercheurs et enseignants en études de commerce (Strasbourg 3) ; enseignements sur l'Inde niveau du master recherche, spécialité Asie, un cours spécifique intégré à la spécialisation affaires internationales, neuf doctorants mènent des recherches sur l'Inde et accueil de professeurs du sous-continent indien dans le cadre de la Chaire Asie (Sciences-po) .

Quelques actions n'ont pas de terrain disciplinaire mentionné : Avignon, Paris 10, Rennes 2.

#### ***2) Les collaborations scientifiques, à travers l'organisation d'échanges, de séjours d'enseignants-chercheurs, de colloques, et de programmes de recherche conjoints portent majoritairement sur les sciences exactes et les sciences de l'ingénieur :***

activités de recherche en démographie et éducation, géographie physique, espace (Aix-Marseille 1) ; projets de recherche dans les domaines de science et de génie, des biotechnologies de l'information, projet de recherche en nanosciences, nanotechnologie, environnement, chimie durable, mathématiques, informatique et leurs interactions, workshop

commun (Grenoble 1) ; recherche conjointe, programme ARCUS Inde (INP Grenoble) ; recherche en informatique, électronique, électrotechnique et automatisme (Lille 1) ; programmes de recherche communs en sciences, expériences ion matières, chimie de l'environnement, fibres spéciales et composants pour communications optiques, recherche sur le handicap spatial des enfants non-voyants (Lyon 1) ; projet sciences de la terre, mécanique et informatique dans le cadre du programme CEFIPRA (Paris 6) ; recherche et formation (Paris 7) ; une dizaine de collaborations en recherches actives en 2006 et nombreux séjours sur place de chercheurs (Paris 11) ; accueil d'enseignants-chercheurs du laboratoire de biochimie et génétique moléculaire (La Réunion) ; recherche et formation en sciences (Rennes 1).

## C) LE VIETNAM

### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

56 universités coopèrent avec le Vietnam. C'est le second pays d'Asie, après la Chine, pour le nombre d'actions recensées (115 actions). La majorité des universités et établissements d'enseignement supérieur vietnamiens sont représentées dans ces partenariats qui concernent de multiples domaines disciplinaires mais avec une prépondérance des sciences de l'ingénieur, de la gestion et de la médecine.

### *Résumé*

La coopération avec le Vietnam porte principalement sur la formation de personnels qualifiés de niveaux licence, master et doctorat pour faire face aux besoins d'une économie en pleine croissance et à la formation des enseignants-chercheurs du système d'enseignement supérieur vietnamien dans les disciplines déficitaires. Cette coopération revêt plusieurs modalités : certaines plus traditionnelles comme la participation à des enseignements dans les établissements vietnamiens et l'accueil d'étudiants vietnamiens dans les établissements français ou en stages dans les entreprises et les hôpitaux, ou d'autres, plus récentes, comme la création de filières de formation, la délocalisation de diplômes, les doubles diplômes, les diplômes conjoints et les cotutelles de thèses. Les formations d'ingénieurs, en gestion et management, et la médecine sont fortement représentées. L'appartenance du pays à l'Organisation internationale de la francophonie en fait une porte d'entrée de la francophonie dans cette partie de l'Asie. Plusieurs coopérations privilégient ainsi la mise en place de filières de formation francophone. La consolidation, dans certains secteurs, d'équipes de recherche contribue au développement de collaborations scientifiques qui restent encore peu nombreuses. Plusieurs accords de coopération mentionnent un volet recherche, mais les réponses des universités ne précisent pas le contenu de ces recherches.

### *1) La coopération porte sur la mise en place de formations, la création de diplômes répondant à des besoins économiques spécifiques du pays :*

Mise en place en commun dans le cadre du programme Pôle universitaire français d'un master en mécanique et ingénierie mécanique spécialisé mécanique des fluides et développement durable, filière d'ingénieurs en 5 ans (Aix-Marseille 2) ; mise en place d'un master sciences et technologies mention informatique (Bordeaux 1) ; mise en place d'un master droit de la coopération économique au sein d'un consortium (Bordeaux 4) ; organisation du master formation des formateurs en ingénierie de la formation, mutations et compétences professionnelles dans une logique de transfert de compétences (Caen) ; formation d'enseignants, transfert de technologies, formation continue des enseignants de l'IUT de

Danang (Grenoble 1) ; formation de conseillers d'orientation psychologiques (CNAM) ; participation au programme de formation d'ingénieurs d'excellence (INP Grenoble) ; encadrement à la formation dans le cadre du programme de formation d'ingénieurs d'excellence (INP Toulouse) ; formation à la prise en charge des urgences pré- hospitalières et transfert de technologies (Grenoble 1) ; formation de chercheurs vietnamiens (Grenoble 3) ; programme de formation aux sciences fondamentales et mixtes (Lille 2) ; expertise et montage de formations (Lille 3) ; aide à la mise en place de formation en sciences économiques (Lyon 2) ; diplôme inter-universitaire santé publique et communautaire (Nancy 1) ; création d'un master en gestion, soutien à la création de la faculté de médecine et de pharmacie de l'université de Danang, création d'un master en gestion (Nantes) ; participation dans le cadre du programme Asia-Link à l'International master of applied mathematics & information sciences (Nice) ; coopération franco-vietnamienne dans le domaine du génie électrique et de l'informatique industrielle (Poitiers) ; essentiel des enseignements du master banque et finance (Paris 9) ; mise en place d'une licence professionnelle (Paris 13) ; échanges d'expériences, soutien à la formation de 2<sup>ème</sup> cycle (Perpignan) ; encadrement de maîtrise, jury, enseignement (Polynésie) ; envoi d'enseignants pour des séjours courts (Sciences-Po).

***2) Les partenariats internationaux de formation complètent cet appui à l'offre de formation locale par les délocalisations de diplômes, doubles diplômes, diplômes conjoints et cotutelles de thèse :***

projet de délocalisation d'une licence professionnelle (Avignon) ; double diplôme de thèse (Bordeaux 1) ; projet de délocalisation de diplôme (Bordeaux 4) ; délocalisation de licence et master en économie et gestion (Bourgogne) ; encadrement par les chercheurs membres du laboratoire LIDILEM de doctorants vietnamiens inscrits en thèse de cotutelle (Grenoble 3) ; projet de délocalisation Bachelor, projet de délocalisation de master en actuariat, finances, statistique appliquée (Cnam) ; cotutelles de thèse (Lille 2) ; double diplôme (Lyon 3) ; cotutelle de thèse (Marne-la-Vallée) ; délocalisation du master d'informatique spécialisé réseaux et génie logiciel (Paris 6) ; masters délocalisés nanotechnologie et biotechnologie avec des cours donnés en partie par des professeurs français (Paris 11) ; délocalisation du master expertise économique et gestion de projets internationaux (Paris 12) ; montage de master conjoints (Perpignan) ; cotutelle en sciences économiques (Reims) ; délocalisation du master électronique et du master matériaux, cotutelle (Rennes 1) ; cotutelle en matériaux composite (Savoie).

***3) La création et le développement de filières francophones complètent cette coopération dans le domaine de la formation :***

filière universitaire francophone technologies de l'information, animation du consortium d'appui de cette filière (Aix-Marseille 2) ; aide à la mise en place d'un département de français, accueil de moniteurs de français (Bretagne Sud) ; formation de formateurs pour les classes bilingues des filières francophones (Bourgogne) ; création d'une filière conjointe d'enseignement francophone à distance en hygiène et sécurité, campus numérique Hygienosia, mise en place d'une filière de formation francophone de technologie et applications des plasmas (Grenoble 1) ; développement en cours d'une filière en gestion IUT/IUP commerce et vente, licence MGE/ master management de la chaîne logistique, développement d'une filière francophone DUT GEA et informatique (Grenoble 2) ; membre du consortium des filières universitaires francophones du bureau Asie, Pacifique de l'AUF, pôle scientifique régional n°1 : santé médecine (Nancy 1) ; conventions tripartites AUF d'échanges étudiants en gestion (Nancy 2) ; ouverture d'une filière francophone à l'Ecole internationale (Nantes).

**4) La coopération dans le domaine médical est très active, que ce soit par des échanges d'enseignants, l'accueil d'étudiants, la participation aux formations médicales sur place ou les échanges scientifiques :**

accueil de médecins et autres professionnels de santé en perfectionnement en médecine, pharmacie, odontologie, santé publique (Bordeaux 2) ; stage hospitalo-universitaire (Caen) ; envoi d'étudiants de tertiaires en stage encadré en entreprises (Evry) ; diplôme universitaire de virologie médicale, création d'un diplôme d'université en cytologie pathologique (Grenoble 1) ; programme d'accueil d'étudiants français en stage de chirurgie dentaire (Lille 2) ; accueil d'étudiants en pharmacie (Lyon 1) ; envoi d'étudiants pour des stages cliniques et d'observation en odontostomatologie (Montpellier 1) ; diplômes communs, publications d'ouvrages scientifiques, accueil d'étudiants et stagiaires, plusieurs séjours d'enseignants, de médecins et chercheurs vietnamiens, organisation de congrès, collectes régulières de différents équipements hospitaliers, médicaments et documents (Nancy 1) ; coopération en odontologie, coopération dans le cadre du diplôme universitaire urgences médicales et chirurgicales (Nantes) ; missions d'enseignement en biologie et pharmacie (Paris 5) ; coopération en médecine (Paris 6) ; accueil pour spécialisation médicale (Strasbourg 1).

**5) La consolidation, dans certains secteurs, d'équipes de recherche contribue au développement de collaborations scientifiques avec recherches communes, échanges de doctorants d'enseignants-chercheurs et organisation de manifestations scientifiques :**

développement d'un laboratoire d'informatique sur place (Aix-Marseille 2) ; participation aux pôles scientifiques régionaux de l'AUF (appel à candidatures 2006-2010) pour la filière économie-gestion et agroalimentaire, agronomie et biotechnologie (Aix-Marseille 3) ; accord tripartite pour assurer des mobilités de formation à la recherche (Bordeaux 1) ; accueil d'étudiants et de doctorants, missions d'enseignement (Bordeaux 4) ; convention bilatérale d'échange d'étudiants et d'enseignants-chercheurs (Cergy-Pontoise) ; organisation de séminaires (Grenoble 1) ; accueil à Ho Chi Minh Ville de chercheurs et de doctorants grenoblois (Grenoble 3) ; accueil d'étudiants en master et en doctorat et échanges de chercheurs de Hanoi (Lyon 1) ; séjours d'enseignants-chercheurs français (Nancy 1) ; organisation de conférences et de séminaires et échanges d'étudiants (Nantes) ; convention d'échange d'étudiants (Nouvelle Calédonie) ; accord de collaboration bilatéral dans les domaines de l'enseignement et de la recherche (Paris 1) ; recherche en collaboration (Paris 11) ; missions de collaboration scientifique en biologie, projet de recherche en sciences économiques avec le laboratoire IDR (Paris 12) ; coopération pluridisciplinaire recherche dans les domaines modélisation macroéconomique, mathématiques, physique (Paris 13) ; recherche sur les antioxydants (Perpignan) ; recherches communes (Toulouse 1).

\*\*\*\*



## IV - LA COOPERATION AVEC L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La coopération avec l'Afrique subsaharienne<sup>19</sup> est une coopération ancienne dont les origines remontent à la période post-coloniale. Elle a connu un essor dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Elle est actuellement en très nette perte de vitesse (404 actions) et se trouve aujourd'hui dépassée en volume par les coopérations avec toutes les autres régions du monde, l'Amérique latine (722 actions), l'Asie du Sud et de l'Est (608 actions) et le Maghreb-Moyen-Orient (582 actions).

Des actions de coopération ont été recensées avec 34 pays<sup>20</sup>, mais pour la majorité d'entre eux la coopération se limite à quelques actions, quelques missions et échanges d'enseignants chercheurs et d'étudiants. Il convient de se reporter à la fiche pays de ces derniers pour en avoir le détail. Six pays ont des coopérations plus significatives : l'Afrique du Sud (29 actions), le Bénin (29 actions), le Burkina Faso (32 actions), le Cameroun (41 actions), Madagascar (44 actions) et le Sénégal (44 actions). Les commentaires sont limités à ces pays.

### A) L'AFRIQUE DU SUD

#### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

10 universités coopèrent avec l'Afrique du Sud. 16 actions de coopération ont été recensées avec les universités de Cape Town, de Prétoria, du Cap Ouest, de Kwazulu-Natal, de Witwatersrand, de Stellenbosch, University of Free State, School of Management, la National Research Fundation de Pretoria, le Transvaal Museum. Les universités de Paris 6 et de la Réunion sont les plus impliquées dans la coopération avec ce pays. Notons que plusieurs universités mentionnent des accords de signature récente sans préciser les actions concrètes auxquelles ils ont donné lieu.

#### *Résumé*

La moitié des coopérations avec l'Afrique du Sud porte sur la recherche avec échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, l'accueil de post-docs, des cotutelles de thèses, et l'organisation de séminaires scientifiques dans le domaine des sciences. L'autre moitié porte sur des actions de formation dans le domaine des sciences humaines et sociales. C'est au final une coopération de dimension modeste par rapport aux capacités et au potentiel scientifique du pays, qui traduit un intérêt encore très récent des universités françaises pour ce pays anglophone.

#### *1) La moitié des coopérations porte sur la recherche avec échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, l'accueil de post-docs, des cotutelles de thèses, et l'organisation de séminaires scientifiques dans le domaine des sciences :*

recherche en biologie et biophysique (Lille 1) ; GDRI : dynamique de la biodiversité des écosystèmes, accord de coopération de recherche en sciences de la vie (Paris 6) ; recherche et formation (Paris 7) ; bourse pour formation d'un an en modélisation et physique théorique

<sup>19</sup> Cf. tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique.

<sup>20</sup> Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, République de Centrafrique (RCA), Comores, République du Congo(Congo-Brazzaville), République démocratique du Congo, République de Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie/Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan, Tchad, Togo.

(Paris 11) ; projet recherche : Pôle APIC-bio, missions de recherche d'enseignants-chercheurs de l'UMR Peuplements végétaux et bio-agresseurs en milieu tropical (PVBMT) dans le cadre de projets de recherche sud-africains sur la biodiversité, projet recherche CYCL'EAU (La Réunion).

**2) L'autre moitié des actions concerne les sciences humaines et sociales avec des actions de formation :**

littératures générale et comparée (Aix-Marseille 1) ; gestion (Aix-Marseille 3) ; langues, histoire et sociologie (Nantes) ; appui à la création d'un master en études européennes (Paris 1) ; accord pour les échanges d'étudiants, chercheurs et enseignants dans le cadre des études de commerce (Strasbourg 3).

## **B) LE BENIN**

Pour mémoire, 4 projets de coopération avec le Bénin sont en cours de financement dans le cadre des programmes CORUS / SEP<sup>21</sup>.

**Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)**

21 universités coopèrent avec le Bénin et 29 actions de coopération ont été recensées avec les établissements d'enseignement supérieur du pays : l'Université d'Abomey Calavi de Cotonou, l'Université Nationale du Bénin, l'Université de Parakou, l'Université des Sciences et Technologies du Bénin, le Centre de formation professionnelle continue de Cotonou, l'Institut Régional de Santé Publique de Cotonou (IRSP), et l'Ecole Polytechnique d'Abomey-Calavi.

**Résumé**

Les coopérations avec le Bénin portent essentiellement sur la formation des capacités locales administratives et scientifiques. Plusieurs actions visent à apporter un appui pédagogique et administratif aux établissements dans le domaine de la gestion et de la réforme des universités. Les autres actions portent sur la formation, notamment de doctorants, dans le cadre de l'accueil d'étudiants ou de cotutelles de thèse, principalement dans les disciplines des sciences de l'ingénieur, la médecine et les sciences humaines et sociales. Les échanges scientifiques se font dans le cadre d'échanges d'enseignants-chercheurs.

**1) Plusieurs actions visent à apporter un appui pédagogique et administratif aux établissements dans le domaine de la gestion et de la réforme des universités :**

mission LMD à l'université d'Abomey-Calavi de Cotonou (Bourgogne) ; audit des services administratifs, appui à la structuration des relations internationales de l'université de Parakou (Limoges) ; entretien d'une plate-forme / intranet pédagogique, envoi d'enseignants, réunions de coordination pédagogique (Grenoble 2) ; coopération bilatérale dans les domaines des échanges pédagogiques et de la formation à l'administration universitaire en économie (Orléans).

---

<sup>21</sup> Voir en annexe la présentation des programmes de coopération.

**2) Les autres actions portent sur la formation, notamment de doctorants, dans le cadre d'échanges d'enseignants-chercheurs, d'accueil de stagiaires et d'étudiants ou de cotuelles de thèse dans les disciplines suivantes :**

- les sciences de l'ingénieur :

électrotechnique, mécanique appliquée, informatique énergétique/environnement (Cnam) ; eau, déchets et environnement, informatique (Limoges) ; renforcer les capacités des structures de formation, satisfaire les besoins en ressources humaines du MICPE, formation et stage en métrologie, qualité et normalisation (Nancy 1) ; télécommunications, systèmes électroniques et informatique industrielle, systèmes informatiques : logiciels et réseaux, génie électrique, matériaux, thermique-énergétique avec échange d'étudiants (2 par an) et de personnel, développement de programmes d'intérêt commun, thèse en co-tutelle et projets de recherche bilatéraux (Nantes) ; thèses en cotutelle en chimie théorique, physique théorique, biochimie, biologie (Paris 11) ; études en géologie (Saint-Etienne) ;

- le domaine médical :

développement d'outils pédagogiques en médecine basés sur les TIC (Bordeaux 2) ; médecine, neurologie tropicale (Limoges) ; envoi d'enseignants et d'étudiants en stages en pharmacie (Lille 2) ; master international d'entomologie médicale et vétérinaire (Montpellier 3) ; thèse en cotutelle, études sur la bilharziose (Perpignan) ;

- les sciences humaines et sociales :

avec le centre de formation professionnelle continue de Cotonou, coopération en informatique, économie-gestion, gestion ressources humaines, techniques financières et comptables (Cnam) ; droit et sciences politiques, sciences économiques, de gestion et de management, sciences et techniques, français langue étrangère avec échange d'étudiants, de spécialistes, de documents, d'expériences, élaboration et réalisation de thèmes communs de recherche, organisation de conférences et séminaires (Nantes) ; accord-cadre type de coopération scientifique sur l'étude des populations et du développement, mise en place d'un diplôme de spécialiste en conservation préventive dans les musées d'Afrique sub-saharienne (Paris 1) ; délocalisation de la licence sciences de gestion, du master sciences du management et du master GRH (Poitiers).

## **C) LE BURKINA FASO**

Pour mémoire, 11 projets de coopération avec le Burkina Faso sont en cours de financement dans le cadre des programmes CORUS / SEP<sup>22</sup>.

***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

22 universités coopèrent avec le Burkina Faso et 32 actions de coopération ont été recensées avec les Universités de Ouagadougou, de Bobo Dioulasso, de Koudougou, de Fada, d'Ouahigouya et l'Institut supérieur d'informatique et de gestion de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso. Les universités les plus investies sont Aix-Marseille 2, Aix-Marseille 3, Paris 6, Poitiers, et Strasbourg 2.

---

<sup>22</sup> Voir en annexe la présentation des programmes de coopération.

## **Résumé**

Les coopérations avec le Burkina Faso portent sur l'appui administratif et institutionnel aux établissements d'enseignement supérieur, le renforcement des capacités locales par la mise en place de formations de niveau master et la formation de doctorants. Quelques actions sont plus axées sur la recherche et les collaborations scientifiques et, comme pour beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, on note des collaborations dans le domaine médical.

### ***1) Deux universités sont investies dans l'appui administratif et institutionnel des établissements :***

appui à la mise en place du LMD (Aix-Marseille 3) ; appui à la rationalisation et à l'informatisation des services financiers, appui à la bibliothèque universitaire, formation des cadres, informatisation du catalogage, audit du réseau informatique, appui à la mise en œuvre du LMD (Limoges).

### ***2) Une université entretient une coopération avec l'université de Ouagadougou dans plusieurs domaines, avec une vision intégrée :***

appui à la création d'un diplôme de bio-informatique à l'Université de Ouagadougou, analyse de la qualité de services dans les systèmes de communication entre plusieurs mobiles en environnements réels, appui à la structuration scientifique et pédagogique de l'Université de Bobo Dioulasso dans le domaine de l'informatique, appui à l'enseignement supérieur au Burkina Faso, mise en place d'un pôle de formation concernant le traitement et la valorisation des déchets (Poitiers).

### ***3) Les actions qui ont pour objectif la formation des capacités locales par la mise en place de formations de niveau master et la formation de doctorants :***

accord de collaboration pour l'aide à la consolidation de la formation sur place, incitation à des actions de recherche avec l'Institut supérieur d'informatique et de gestion de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso, missions d'enseignement en mathématiques discrètes (Aix-Marseille 2) ; mise en place d'un réseau de masters africains en développement local (Grenoble 2) ; master délocalisé en commerce extérieur (Lyon 3) ; mise en place d'un DESS en sciences économiques et gestion et d'une MSTCF, missions d'enseignement en finances, comptabilité, contrôle, formation de docteurs (Paris 12) ; échanges et missions entre le Centre d'études et de recherches juridiques sur les espaces méditerranéen et africain francophones et l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature (Perpignan) ; appui à la création d'un diplôme de bio-informatique à l'Université de Ouagadougou, analyse de la qualité de services dans les systèmes de communication entre plusieurs mobiles en environnements réels, appui à la structuration scientifique et pédagogique de l'Université de Bobo Dioulasso dans le domaine de l'informatique, appui à l'enseignement supérieur au Burkina Faso, mise en place d'un pôle de formation concernant le traitement et la valorisation des déchets (Poitiers) ; sciences sociales, ethnologie aux niveaux master et doctorat, envoi de missions d'enseignement, échange d'étudiants, d'enseignants-chercheurs, organisations de colloques, de séminaires (Strasbourg 2).

### ***4) Quelques actions sont davantage axées sur la recherche et les collaborations scientifiques :***

cotutelle de thèse et accueil de doctorants en physique, chimie, et nanosciences, formation à la recherche en histoire et anthropologie (Aix-Marseille 1) ; accord de collaboration pour l'aide à la consolidation de la formation sur place, incitation à des actions de recherche avec l'Institut supérieur d'informatique et de gestion de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso (Aix-Marseille 2) ; enseignement et recherche dans le cadre du Programme de troisième cycle

interuniversitaire PTCI du CERDI (Clermont 1); séminaires de niveau doctorat en philosophie (Lille 3); recherche en physique des plasmas (Orléans); accord-cadre de coopération scientifique en histoire et archéologie (Paris 1); plusieurs accords de coopération portant sur la recherche, avec échanges de chercheurs, enseignants et étudiants, organisation de colloques, de réunions et de séminaires en mathématiques, sciences de la terre et évolution des milieux naturels (Paris 6); recherches dans le cadre du programme interdisciplinaire CNRS «Traitement des connaissances, apprentissages et NTIC», la création du site de l'équipe, la création et la gestion d'une plate-forme de travail (Paris 8); littératures francophones, cours et conférences, colloques (Pau).

**5) Et comme pour beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, on note des collaborations dans le domaine médical :**

génomique, résistance du paludisme au Burkina Faso, analyse du transcriptome humain et du transcriptome du parasite lors des accès palustres, définition et mise en place d'enseignements spécialisés de 3<sup>ème</sup> cycle en santé et missions d'enseignement (Aix-Marseille 2); stage hospitalier de 3 à 6 mois d'étudiants en pharmacie de 5 étudiants (Lyon 1); stage d'été effectué par les étudiants de DCEM 2 dans le cadre de leur cursus universitaire en médecine (Montpellier 1); accord de coopération de recherche, échanges de chercheurs, enseignants et étudiants en médecine (Paris 6).

## **D) LE CAMEROUN**

Pour mémoire, 15 projets de coopération avec le Cameroun sont en cours de financement dans le cadre des programmes CORUS / SEP<sup>23</sup>.

***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

30 universités coopèrent avec le Cameroun, principalement avec les universités de Yaoundé I et II, de Douala, de Dschang, de Bandjoun, de Ngaoundere et l'Université Catholique d'Afrique centrale. 41 actions de coopération ont été recensées, couvrant de nombreux domaines scientifiques avec un investissement plus important des universités de Nantes et de Strasbourg 2. Plusieurs coopérations citées sont toutefois imprécises et/ou en cours de négociation.

### ***Résumé***

La majorité des coopérations portent sur la formation à la recherche par l'encadrement, la co-tutelle de thèse et l'échange d'étudiants. Le recours à des coopérations pour le montage de formation est moins important que pour les autres pays d'Afrique subsaharienne. Il concerne le développement d'IUT pour répondre aux besoins de formation professionnelle des entreprises locales. Deux universités se sont investies dans ce développement : mise en place d'un département d'IUT, de formations d'ingénieurs en informatique et télécommunications et réseaux, mise en place d'une licence professionnelle (Paris 13); développement du système national des IUT camerounais (Strasbourg 3). Il faut également noter l'aide à la mise en place de deux formations sur les droits de l'homme : développement d'un dispositif de formation ouverte et à distance dans le domaine des droits de l'homme et des éthiques professionnelles (Nantes); master Droits de l'homme (Evry); et dans le domaine du journalisme et de la communication : échanges d'enseignants-chercheurs et co-tutelles de thèse en journalisme, sciences de l'information et de la communication (Strasbourg 3). Enfin, plusieurs universités

---

<sup>23</sup> Voir en annexe la présentation des programmes de coopération.

signalent des partenariats scientifiques dans le cadre de projets et/ou de réseaux, qui témoignent qu'une partie de la communauté scientifique locale est insérée dans des réseaux de niveau international.

***1) Les coopérations visant la mise en place de formations de niveau master ou la participation à des enseignements et la formation de doctorants à la recherche :***

cotutelle de thèse en géographie et en sciences du langage et formation à la recherche en histoire (Aix-Marseille 1) ; coopération universitaire en matière d'enseignement en DEA analyse économique et quantitative, en gestion de politique économique, CERDI (Clermont 1) ; ingénierie mécanique et productique (Clermont 2) ; ingénierie pédagogique, formation des formateurs (Evry) ; enseignement en radiologie et imagerie médicale et médecine du sport (Lyon 1) ; diplôme interuniversitaire de pharmacie et de santé publique (Montpellier 1) ; missions communes d'enseignements en géographie et sciences de la Terre (Orléans) ; missions d'enseignement (Paris 6) ; coopération académique et scientifique en informatique et communication (Paris 10) ; informatique, droit-économie, physique des matériaux – master 1, maths appliquées-stat. pour l'épidémiologie – master 1 et 2 (Paris 11) ; formation en économie, interventions pédagogiques dans double diplôme, recherche formation en informatique, aide à la mise en place d'un master MIAGE (Rennes 1) ; échanges d'enseignants-chercheurs et co-tutelles de thèse en journalisme, sciences de l'information et de la communication (Strasbourg 3).

***2) Les coopérations davantage axées sur la recherche et les collaborations scientifiques :***

développement de recherches communes en modélisation lasers et mise en place d'une thèse en cotutelle en 2006 (Aix-Marseille 2) ; élaboration de programmes de recherche conjoints en sciences juridiques et politiques avec échange de doctorants, de chercheurs et d'enseignants, organisation commune de colloques et séminaires, échanges d'informations pédagogiques, publications, revues scientifiques (Nantes) ; recherche commune au sein du projet DYEPKA – Dynamique de l'Environnement et des paysages du Cameroun – Réseau de recherche formation-expertise. Dynamique de l'Environnement et des Paysages du Cameroun : du satellite aux acteurs (Orléans) ; recherches dans le cadre du programme interdisciplinaire CNRS «Traitement des connaissances, apprentissages et NTIC », création du site de l'équipe qui est en même temps un moyen d'échange, la création et la gestion d'une plate-forme de travail (Paris 8) ; coopération avec le CEPAMOQ : Centre d'excellence pour la physique atomique, moléculaire et optique : master régional Afrique centrale (Paris 11) ; études sur la dynamique côtière (Perpignan) ; réseau de chercheurs « érosion et gestion conservatoire de l'eau »(Reims).

***3) L'université de Strasbourg 2 a une coopération intégrée avec l'université de Douala, associant des actions dans le domaine administratif, académique et scientifique :***

littérature française, philosophie ; niveau Licence, Master, Doctorat : Projet APASYL, application du logiciel APOGEE au système LMD à l'Université de Douala, 2006-2007, expertise et aide au développement, échange d'étudiants jusqu'au niveau Master inclus, activités de formation communes initiale et continue, échange d'enseignants et de personnels administratifs et techniques . recherche et formation doctorale : échange d'étudiants post Master, cotutelle de thèse, échange d'enseignants-chercheurs, activités de recherche communes, organisation conjointe de conférences, échange de publications à caractère scientifique ou technique.

## **E) MADAGASCAR**

Pour mémoire, 20 projets de coopération avec Madagascar sont en cours de financement dans le cadre des programmes CORUS / SEP.

### ***Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)***

30 universités coopèrent avec Madagascar. 44 actions de coopération ont été recensées avec les Universités d'Antananarivo, de Tulear, de Mahajunga, de Toamasina, de Fianarantsoa, l'Ecole supérieure polytechnique de l'université d'Antananarivo, l'Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie d'Antananarivo, l'Institut d'Odontologie-stomatologie tropicale de Mahajanga et l'Institut national des sciences comptables et de l'administration d'entreprises.

### ***Résumé***

Les actions portent majoritairement sur l'appui aux formations par des enseignants-chercheurs pour participer à des enseignements dans les formations locales, la délocalisation et la création de diplômes et/ou de filières de formation de niveaux licence et master. Certaines actions visent plus précisément la formation doctorale et le renforcement des capacités scientifiques locales. Et comme pour beaucoup de pays du continent africain, on note des collaborations spécifiques dans le domaine médical.

### ***1) Les actions concernent principalement l'appui aux formations de niveau master et doctoral :***

#### ***- par l'envoi de missions d'enseignants-chercheurs, les échanges d'étudiants et l'aide au montage de formations :***

électronique, modélisation, traitement du signal (Cnam) ; coopération en biologie, biogéologie (EPHE) ; missions d'enseignement de 15 jrs en DEA informatique (La Réunion) ; information communication (Montpellier 3) ; mission d'enseignement et de formation de formateurs administration et échanges ; participation à la Chaire UNESCO conjointement créée sur la base d'un DESS Droits de l'homme, démocratie et développement ; échange de professeurs invités, missions d'enseignement en littérature comparée, formation de formateurs (Paris 12) ; renforcement des langues appliquées au tourisme (Perpignan) ; échanges et recherches collaboratives, montage de formation, échanges et aide au montage de formation, licence professionnelle et 3<sup>e</sup> cycle (Strasbourg 1) ; envoi de missions d'enseignement, échange d'étudiants, enseignants, chercheurs, organisations de colloques, de séminaires, communication réciproque de documents, publications scientifiques et pédagogiques, développement de programmes et de cycles d'enseignement en DEA sciences de l'éducation et plurilinguisme, et master plurilinguisme (Strasbourg 2) ;

#### ***- par la délocalisation et la création de diplômes et/ou de filières de formation :***

formation de formateurs avec missions d'enseignants dans le cadre du double diplôme du DESS Etudes d'impacts environnementaux (Bordeaux 4) ; création d'une licence et d'un master Tourisme durable en codiplômation (Grenoble 1) ; mise en place de formations de niveau master contribuant à développer les compétences locales en matière de développement territorial, dispensées en formation initiale et/ou continue dans le cadre du réseau de masters africains en développement local (Grenoble2) ; mise en place d'un DEA de sciences économiques, sociales (Nantes) ; convention de délocalisation du master MBDS mention STIC (Nice) ; mise en place des instituts supérieurs de technologie, ingénierie pédagogique, formation des formateurs, délocalisation du diplôme de master sciences de gestion mention management et conseil spécialité contrôle de gestion et aide à la décision (Paris 12) ; soutien à

master en informatique-algorithmique, génie mathématique (Paris 13) ; délocalisation du master comptabilité, contrôle, audit, du master sciences du management et du master sciences de gestion (Poitiers) ;

**2) Certaines actions visent plus précisément la formation doctorale et le renforcement des capacités scientifiques locales :**

mobilité enseignante, séminaires, colloques, co-directions de thèses dans le domaine de la philosophie (Aix-Marseille 1) ; missions de recherche ressources marines, convention de cotutelle de thèse en sciences de l'environnement (Aix-Marseille 3) ; coopération scientifique dans le domaine de la biologie, cotutelle de thèse (Bretagne-Sud) ; recherche en chimie et sociologie avec cotutelle de thèse et accueil de post-docs (Lille 1) ; séminaires et travaux de recherche communs (Marne-la-Vallée) ; échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs en chimie, géologie, anthropologie, tourisme, ingénierie électrique (Clermont 2) ; accueil d'étudiants, stagiaires ; recherche, en sciences et techniques ; médecine (Nancy 1) ; échanges de spécialistes, d'étudiants, recherche en géographie, environnement et aménagement (Nantes) ; missions d'enseignants (Paris 6) ; recherche et formation (Paris 7) ; chimie physique, analyse pour l'amélioration des plantes : master 1, thèse en cotutelle (Paris 11) ; encadrement de travaux de recherche (Paris 12) ; recherche : informatique, linguistique – informatique (Paris 13) ; recherche, formation, aide aux écoles doctorales en informatique, mathématiques, sciences économiques (Rennes 1).

**3) Et comme pour beaucoup de pays du continent africain, on note des collaborations spécifiques dans le domaine médical :**

renforcement de la capacité pédagogique des hôpitaux par équipement, appui à l'organisation +et au fonctionnement, missions de formation, stages hospitaliers étudiants 2<sup>ème</sup> cycle, accueil de 30 médecins/an en formation de médecine spécialisée (Bordeaux 2) ; création d'une filière francophone d'enseignement à l'Ecole de Pharmacie de Tananarive (Grenoble 1) ; protocoles de recherche ethno-pharmacologiques (Lille 2) ; stage hospitalier de 3 à 6 mois d'étudiants en pharmacie, hôpital et institut Pasteur, 5 étudiants, stage d'interne, 3 étudiants (Lyon 1) ; mise en place d'un DEA gestion de la santé (Nantes) ; convention spécifique aux domaines d'études et de recherches en odontologie, spécialité stomatologie (Nice).

## **F) LE SENEGAL**

Pour mémoire, 219 projets de coopération avec Madagascar sont en cours de financement dans le cadre des programmes CORUS / SEP<sup>24</sup>.

**Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)**

34 universités coopèrent avec le Sénégal. 44 actions de coopération ont été recensées avec les universités de Dakar, de Saint Louis et les établissements qui leur sont rattachés, l'hôpital de Saint Louis, et l'Ecole supérieure multinationale des télécommunications de Dakar.

### **Résumé**

Les actions concernent principalement les formations de niveau master et doctoral, soit par un appui aux enseignements dans les formations locales (envoi de missions d'enseignants-chercheurs) soit par la délocalisation et la création de diplômes. Quelques actions visent le

---

<sup>24</sup> Voir en annexe la présentation des programmes de coopération

renforcement de compétences professionnelles à l'université : renforcement des compétences de certains personnels de l'université Gaston Berger aux fins d'exploration du monde professionnel, de recherche d'emploi, de création d'entreprises, de montages de projets (Grenoble 3) ; modernisation de la gestion universitaire, stages de cadres (Paris 8) ; assistance technique et pédagogique en technologies (Rennes 1). Des coopérations portent plus spécifiquement sur la formation doctorale et le renforcement des capacités scientifiques locales mais dans plusieurs cas les coopérations portent à la fois sur la formation et sur la recherche. De nombreuses collaborations concernent le domaine médical.

***1) Les actions concernent principalement l'appui aux formations de niveau master et doctoral où le droit, l'économie et la gestion figurent en bonne place :***

***- par l'envoi de missions d'enseignants-chercheurs, les échanges d'étudiants et l'aide au montage de formations :***

accord interuniversitaire en économie, droit, gestion, mathématiques, informatique et informatique appliquée à la gestion, enseignement d'appui à la MIAGE niveau L et M (Aix-Marseille 3) ; enseignement en DEA analyse économique et quantitative, encadrement de plusieurs mémoires de master, co-direction de thèses, développement de techniques d'enquêtes (Clermont 1) ; échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs dans le domaine de l'ingénierie mécanique et productique (Clermont 2) ; accueil et formation de formateurs en communication (Lille 3) ; envoi d'étudiants, doctorants et enseignants-chercheurs (Lyon 2) ; coopération en géographie, aménagement de l'espace et zoogéographie (Montpellier 3) ; coopération dans les domaines de l'ingénierie, langues étrangères, médecine, histoire, informatique, management d'entreprises, sociologie, logistique maritime et portuaire, génie des procédés de séparation par membrane appliqué au traitement des eaux et à la valorisation des substances d'origine marine, chimie analytique, génie des procédés, élaboration et participation à des programmes de formation et de recherche, échanges de documentation, publications, colloques, échanges d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants ainsi que de personnels techniques, promotion et participation à toutes formes d'échanges (Nantes) ; échange d'étudiants (Paris 1) ; missions d'enseignement en mathématiques-informatique (Paris 5) ; missions d'enseignement (Paris 6) ; échanges d'enseignants-chercheurs en droit (Paris 8) ; essentiel des enseignements, MBA (Paris 9) ; coopération académique et scientifique en sciences sociales et administratives (Paris 10) ; formation en sciences économiques, préparation au DESS banque finances (Paris 13) ; accueil d'enseignants-chercheurs dans le cadre du Centre d'études et de recherches juridiques sur les espaces méditerranéen et africain francophones, cotutelles de thèse (Perpignan) ; droit (Rennes 1) ; accord en sciences humaines et sociales (Saint Etienne) ; mobilité d'étudiants et de chercheurs, développement de coopérations sur des thèmes communs régulations/ journalisme (Sciences-Po) ;

***- par la délocalisation et la création de diplômes :***

double diplôme de thèse (Bordeaux 1) ; formation délocalisée en économie, licence, quelques spécialités de masters (Clermont 2) ; création d'un master 2 professionnel (Grenoble 3) ; délocalisation du master management et gestion des entreprises spécialité management logistique et ingénierie des transports et du master économie et management internationaux spécialité commerce et management des affaires internationales (Lille 1) ; formations délocalisées de licence en droit (Perpignan) ; délocalisation du master administration des entreprises (Poitiers).

**2) Les coopérations portant plus spécifiquement sur la formation doctorale et le renforcement des capacités scientifiques locales sont peu nombreuses :**

mise en place de l'école doctorale en économie droit et gestion (Aix-Marseille 3) ; double diplôme de thèse (Bordeaux 1) ; participation au projet CORUS (Marne-la-Vallée) ; programme de recherche lancé par le ministère français de la justice (Montpellier 1) ; recherche et formation (Paris 7) ; coopération de recherche, soutien à activités de recherche, colloques (Paris 8) ; recherche et enseignement en littérature (Paris 13) ; recherche et formation en physique dont érosion des dunes, accueil de doctorants (Rennes 1) ; coopération scientifique avec accueil de chercheurs et de thésards (Strasbourg 1).

**3) Plusieurs collaborations concernent le domaine médical :**

missions d'enseignement dans le domaine de l'épilepsie, définition et mise en place d'enseignements spécialisés de 3<sup>ème</sup> cycle, chirurgie de la cataracte par la phacoalternative : enseignement de techniques chirurgicales oculaires, formation de praticiens (Aix-Marseille 2) ; formation du personnel communautaire des structures sanitaires publiques, gestion des médicaments essentiels et intégration de la pharmacopée traditionnelle, sensibilisation de la population en matière de santé, accueil personnalisé de pharmaciens suivant la formation théorique du DU pharmacie aide humanitaire suivie d'un stage de deux mois à la Centrale Humanitaire Médico-pharmaceutique (Caen) ; coopération dans le domaine des soins hospitaliers, formation, enseignement, recherche, management hospitalier et universitaire, échanges d'étudiants et d'enseignants, développement de l'Hôpital de Saint-Louis (Lille 2) ; médecine (Limoges) ; stage hospitalier de 3 à 6 mois de 4 étudiants en pharmacie, hôpital et Institut Pasteur (Lyon 1) ; enseignement, recherche et stage en épidémiologie, bio-statique, économie de la santé, éducation pour la santé, santé et développement, médecine traditionnelle (Nancy 1) ; médecine, odonto-stomatologie (Nantes) ; missions d'enseignement en chirurgie dentaire (Paris 5).

\*\*\*\*

## V - LA COOPERATION AVEC LES PAYS DU MAGHREB

La coopération des universités avec les pays du Maghreb est très active. Le nombre d'actions recensées pour les trois pays du Maghreb est supérieur à celui recensé pour l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne<sup>25</sup>. Seules les coopérations avec la Chine et le Brésil les dépassent aujourd'hui en volume. Les universités du pourtour méditerranéen (Aix-Marseille, Montpellier, Nice, Pau, Perpignan) sont très investies dans les partenariats avec leurs homologues de la rive sud. La coopération porte principalement sur l'appui aux formations pour le renforcement des capacités locales, par des missions d'enseignement, la création et la délocalisation de diplômes, et l'encadrement doctoral. Certaines universités se sont investies dans l'appui pédagogique et administratif aux universités algériennes et marocaines dans le cadre de la réforme du LMD. Les collaborations scientifiques sont nombreuses. Elles accordent une place importante à la formation à la recherche dans le cadre de codirections (Tunisie) et cotutelles de thèses, l'organisation de séjours de chercheurs et de colloques, et s'inscrivent dans une moindre mesure dans des programmes de recherche communs. Plusieurs programmes de coopération financent les actions de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur français et leurs homologues du Maghreb, le programme CMEP-Tassili avec l'Algérie, le programme CMIFM-Volubilis et le programme PRAD agriculture avec le Maroc, et le programme Utique avec la Tunisie<sup>26</sup>.

### I) L'ALGERIE

Pour mémoire, 268 projets de coopération scientifique avec l'Algérie sont actuellement en cours de financement dans le cadre du Programme CMEP TASSILI<sup>27</sup>.

#### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

42 universités coopèrent avec l'Algérie, ce qui représente 140 actions de coopération<sup>28</sup>. La coopération avec l'Algérie est la troisième des pays du Maghreb pour le nombre d'actions recensé. La coopération avec l'Algérie s'inscrit dans le cadre du consortium Euro-méditerranéen Téthys, créé en janvier 2000, animé par Aix-Marseille-2, qui regroupe 29 universités des rives nord et sud du bassin méditerranéen, dont 25 issues des PED.

#### *Résumé*

La coopération avec l'Algérie porte sur l'appui aux formations pour le renforcement des capacités locales, par des missions d'enseignement, la création et la délocalisation de diplômes, et l'encadrement doctoral. Certaines universités se sont investies dans l'appui pédagogique et administratif aux universités algériennes. Les collaborations scientifiques sont nombreuses et accordent une place importante à la formation à la recherche dans le cadre de co-tutelles de thèses, l'organisation de séjours de chercheurs et de colloques.

---

<sup>25</sup> Cf. tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique.

<sup>26</sup> Voir en annexe la présentation des programmes de coopération.

<sup>27</sup> Voir en annexe la présentation des programmes de coopération.

<sup>28</sup> Cf. tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique.

## ***1) La coopération avec l'Algérie porte sur l'appui aux formations pour le renforcement des capacités :***

### ***- l'appui aux formations par des échanges d'étudiants et missions d'enseignement :***

coopération en sciences de la vie, mathématiques LATP, mécanique énergétique IUSTI (Aix-Marseille 2) ; accord de coopération dans le domaine du génie électrique et dans le domaine du droit, coopération informelle dans les domaines de l'écologie et de la paléoécologie, accueil d'enseignants (Aix-Marseille 3) ; envoi d'enseignants lettres (Avignon) ; coopération dans le domaine des techniques comptables et financières, en informatique, en tourisme (CNAM) ; échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs en mathématiques (Clermont 2) ; convention CIME-AUPELF (Inalco) ; aide à la mise en place de formation en physique et chimie, transfert de compétences notamment en formation du FLE, expertise et montage de formation (Lille 3) ; coopération en droit, économie, science politique, gestion, lettres modernes, science du langage, information et communication, langues, littérature et civilisations arabes, archéologie, sociologie, psychologie, économie et gestion, traduction, sciences des archives (Montpellier 3) ; accueil personnalisé des enseignants chercheurs et des étudiants en mécanique, énergétique et robotique (Paris 6) ; séminaires et enseignements (Paris 9) ; coopération académique dans toutes les disciplines, sciences de l'éducation (Paris 10) ; méthodes informatiques appliquées à la gestion, cours d'enseignement sur le tourisme dans les pays en développement (Paris 12) ; coopération très diversifiée en enseignement et recherche couvrant de nombreux champs disciplinaires, linguistique-informatique, littérature comparée, mathématiques, informatique, physique (Paris 13) ; accueil d'enseignants chercheurs dans le cadre du Centre d'Etudes et de Recherches Juridiques sur les Espaces Méditerranéen et Africain Francophones, enseignants des universités qui viennent en qualité de professeur invité pour effectuer des enseignements dans les formations à Perpignan (Perpignan) ; coopération en lettres modernes et classiques, arts niveaux master et doctorat, missions d'enseignement, échange d'étudiants et d'enseignants, organisations de colloques, de séminaires, communication réciproque de documents, publications scientifiques et pédagogiques, développement de programmes et de cycles d'enseignement, collaboration pour le développement de dispositifs de formation continue (Strasbourg 2).

### ***- l'appui aux formations par la délocalisation et la création de diplômes surtout dans les domaines du droit et de la gestion :***

création de modules d'enseignement et d'un diplôme de master centré sur le droit des relations euro-méditerranéennes, création d'un réseau méditerranéen des facultés de droit (Aix-Marseille 3) ; création de master de développement local en formation initiale ou continue (Grenoble 2) ; aide à la mise en place de formation, envoi d'enseignants chercheurs, mise en place d'une post- graduation spécialisée de journalisme scientifique (Lille 1) ; duplication du master sciences de gestion administration des affaires (Lille 2) ; mise en place d'un master (Mulhouse) ; étude sur la délocalisation du MBDS (Nice) ; licences professionnelles en partenariat et sessions de formations de formateurs (Paris 11) ; délocalisation des masters de droit, mention droit comparé, spécialité droit public et privé comparés en 2<sup>ème</sup> année de recherche ; master droit, mention droit comparé, spécialité droit des affaires en 2<sup>ème</sup> année professionnelle ; master en économie et management, mention management et organisations, spécialité management des PME 2<sup>ème</sup> année professionnelle ; diplôme d'université de préparation aux études doctorales (DUPED) et diplôme d'université de recherche approfondie en droit comparé (DURAD) (Perpignan) ; mise en place de formations et de stages professionnels (Strasbourg 1) ; délocalisation du DESS en intelligence économique et gestion du développement international (Strasbourg 2).

- *la coopération dans le domaine médical est significative :*

développement de l'enseignement post gradué et de la recherche dans les champs santé, travail et environnement en France et en sciences médicales en Algérie (Aix-Marseille 1) ; master professionnel M1 et M2 en expertise et ingénierie des systèmes d'information en santé (Aix-Marseille 2), coopération en santé et nutrition (Cnam) ; accueil de chirurgiens dentistes en stage d'observation clinique et en formation d'orthodontie, accords cadres dans les domaines des sciences de la santé, médecine, odontologie et pharmacie et projet de coopération en odontologie pédiatrique (Lille 2) ; stage hospitalier de 3 à 6 mois en pharmacie et formation des enseignants à la méthodologie de la recherche clinique (Lyon 1) ; formation de docteurs algériens dans les départements de français des universités algériennes (Lyon 2) ; missions enseignement de médecine (Paris 5) ; accord en médecine physique de réadaptation (Paris 12) ; médecine, formation (Rennes 1).

- *ainsi que dans les sciences de l'ingénieur :*

création d'une licence pro-réseau (Clermont 1) ; techniques EAD – NTIC formation des formateurs techniques EAD - NTIC et froid industriel, coopération en génie électrique, génie mécanique, génie civil, informatique, logistique, transport, tourisme (Cnam) ; développement de master dans l'ingénierie (Mulhouse) ; réseaux et télécommunications, missions d'enseignement de professeurs de Paris 12 ou mandatés par P12 pour un programme de formation continue (Paris 12) ; programme Tempus ingénierie pétrolière, mise en place LMD, formation en ingénierie pétrolière à Boumerdes par des cadres ingénieurs retraités de Total (Pau).

**2) Certaines universités se sont investies dans l'appui pédagogique et administratif aux universités algériennes :**

programme de gestion des bibliothèques, mobilité du personnel des bibliothèques (Aix-Marseille 1) ; soutien de la bibliothèque de la faculté des lettres et des sciences humaines, et aide à la constitution d'un pôle de littérature française au département de français (Paris 8) ; mise en place progressif du système LMD, formation du personnel administratif (Aix-Marseille 3) ; soutien à la réforme administrative et pédagogique du LMD et professionnalisation des formations (Grenoble 1) ; soutien à la réforme administrative et pédagogique, à la mise en place du LMD, et à la professionnalisation des formations (Grenoble 2) ; accueil et formation : de formateurs de personnel administratif (Lille 3) ; ingénierie LMD (Mulhouse) ; échange d'expérience dans le domaine de la gestion et de l'administration universitaire (Strasbourg 2).

**3) Les collaborations scientifiques sont nombreuses et accordent une place importante à la formation à la recherche dans le cadre de co-tutelles de thèses, l'organisation de séjours de chercheurs et de colloques :**

recherche en mathématiques comprenant l'accueil des étudiants dans le cadre du programme régional MED ACCUEIL pour un semestre de Master, cotutelle de thèse en mathématiques (Aix-Marseille 1) ; programme de recherche Fireparadoxe ayant pour objet la gestion et le combat des feux de forêt, les enjeux sociétaux, la production de ressources pédagogiques (FOD) et la formation continue, SSA-INCO, objectifs : améliorer la participation des universités et institutions des pays du voisinage méditerranéen au 7<sup>ème</sup> PCRD en créant des cellules Europe au sein des universités du Maghreb, montage et gestion de projets européens en recherche et formation : Interreg IIIB Medocc eau et santé publique en Méditerranée, Interreg IIIB Medocc hydranet réseau durable d'aménagement des ressources hydrauliques Meda Medocc partie 1 pompage éolien et dessalement solaire des eaux souterraines (Aix-Marseille 2) ; accueil de doctorants et d'enseignants chercheurs afin de réaliser des stages, thèses ou projets de recherche en commun, accueil de doctorants et chercheurs au sein du laboratoire de synthèse organique,

dans le domaine de la chimie, jury de soutenance de thèse et cours dispensés dans l'Université, coopération dans le domaine du génie électrique et droit, formation doctorale, cotutelle de thèse en droit (Aix-Marseille 3) ; convention axée pour thèse doctorat, coopération universitaire pour enseignement et recherche (Bordeaux 1) ; coopération de recherche dans le domaine du génie civil (Bretagne Sud) ; collaboration scientifique, création d'une école doctorale en informatique en cours, encadrement d'étudiants préparant une thèse à l'IUT d'Auvergne (Clermont 1) ; projet de recherche CMEP EGIDE PAI TASSILI 2006 en sciences de l'ingénieur, projets de recherche entre laboratoires, 3 conventions de cotutelle de thèse en cours, 2 avec le laboratoire CERENE en génie informatique et automatique, une avec le GREAH en génie électrique (Le Havre) ; traitement des déchets et environnement (Limoges) ; recherche commune et co-direction de thèses (Lille 1) ; 2 thèses en cotutelle (Lyon 1) ; formation de docteurs algériens dans les départements de français des universités algériennes (Lyon 2) ; accueil d'étudiants et d'enseignants chercheurs dans le cadre de l'école doctorale franco-algérienne en mathématiques (Metz) ; échanges d'étudiants et d'enseignants pour la recherche en anglais, histoire, sociologie (Nantes) ; sciences du langage, didactique et littérature, 22 enseignants de Paul Valéry ont effectué des 28 missions en Algérie dans le cadre de l'école doctorale franco-algérienne (Montpellier 3) ; stage post-doc et enseignants chercheurs en sciences et technologies du bois (Nancy 1) ; organisation de séminaires et colloques en sciences humaines et sociales, Paris 3 est tête de réseau régional francilien dans le cadre de l'école doctorale algéro-française (Paris 3) ; accord de coopération de recherche, échanges de chercheurs, enseignants et étudiants en EEA, applications de la physique, organisation de colloques, de réunions et de séminaires (Paris 6) ; recherche et formation (Paris 7) ; coopération scientifique, échanges de doctorants, de professeurs, de chercheurs ; dans toutes les disciplines, sciences de l'éducation (Paris 10) ; encadrement thèse et échange de chercheurs sur les parasites poissons Méditerranéens, modélisation numérique et expérimentale de phénomènes diphasiques, architecture Processeurs (Perpignan) ; 5 co-tutelles internationales de thèse en sciences exactes et naturelles, un travail de recherche en collaboration en sciences spectroscopie des matériaux laser, projet en cours de création d'une école doctorale en statistiques, de mise en place de formations en data mining - licence professionnelle (Reims) ; formation de magister et doctorale en français et co-direction de thèse école doctorale algéro-française de français, Réseau AUF Projet 6313PS584, programme de recherches CMEP 01 MDU 540 (Rennes 2) ; colloques scientifiques permettant la création de spécialités de master à Sétif (Strasbourg 1) ; développement de programmes de recherche en commun, cotutelle de thèse (Strasbourg 2).

## II) LE MAROC

Pour mémoire, 75 projets de coopération avec le Maroc sont en cours de financement dans le cadre des programmes PRAD agriculture<sup>29</sup> et CMIFM Volubilis<sup>30</sup>.

### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

48 universités coopèrent avec le Maroc. C'est le pays du Maghreb pour lequel le plus grand nombre d'actions a été recensé (176)<sup>31</sup>. Toutes les universités marocaines sont représentées dans ces partenariats. La coopération avec le Maroc s'inscrit dans le cadre du consortium euro-méditerranéen Téthys, créé en janvier 2000, animé par Aix-Marseille 1 qui regroupe 29 universités des rives nord et sud de la Méditerranée, dont 25 sont issues des PED.

---

<sup>29</sup> Cf. Présentation des programmes de coopération universitaires avec les pays en développement.

<sup>30</sup> Cf. Présentation des programmes de coopération universitaires avec les pays en développement.

<sup>31</sup> Cf. tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique

## **Résumé**

La coopération avec le Maroc porte sur l'appui aux formations de niveau licence, master et doctorat, avec missions d'enseignants-chercheurs, la création et la délocalisation de diplômes et d'enseignements dans les domaines privilégiés du droit, de la gestion, du tourisme, des sciences de l'ingénieur et de la médecine. Certaines universités se sont investies dans l'appui pédagogique et administratif aux universités marocaines. Les collaborations scientifiques sont également nombreuses dans le cadre de co-tutelles de thèses, l'organisation de séjours de chercheurs et de colloques, et au sein de programmes de recherche communs.

### ***1) La coopération dans le domaine de la formation privilégiée la création et la délocalisation de diplômes et d'enseignements de niveaux licence et master :***

*- dans les domaines du droit de la gestion et du tourisme, et des sciences humaines :*

délocalisation du master 2 gestion mention qualité, spécialité professionnelle analyse et qualité (Aix-Marseille 3); délocalisation master chargé de développement territorial (Angers); délocalisation master pro marketing et NTIC (Angers); montage de diplômes locaux en système d'information géographique (Caen); délocalisation du DUT GEA, délocalisation du master 1 des sciences techniques comptables et financières, du master professionnel management financier, et du master contrôle de gestion et audit interne (Bordeaux 4); délocalisation master 2 GEFIRE et master 2 droits fondamentaux (Clermont 1); double diplôme master 2 management, L3 économie et gestion, et IUP 3 informatique (Corse); création d'un master en génie logistique adapté aux besoins des différents pays avec un tronc commun métiers nouveaux de la logistique, métier d'architecte de systèmes d'information (Le Havre); délocalisation de diplômes en économie (Lille 1); délocalisation master commerce électronique, duplication partielle du master sciences de gestion administration des affaires, élaboration de filières innovantes, notamment professionnalisantes, aux niveaux L et M (Lille 2); aide à la mise en place d'une filière droit des affaires comparé, niveau master (Lyon 2); délocalisation de 3 masters de l'IAE (Lyon 3); double diplôme master professionnel 2 gestion patrimoniale et financière (Montpellier 1); master professionnel en gestion stratégique des ressources humaines (Montpellier 3); délocalisation du master finance, contrôle, audit du master système d'information contrôle (Orléans); appui à la mise en place d'un DESS d'administration et de gestion publique (Paris 1); délocalisation du diplôme d'accès aux études universitaires – DAEU option A à Casablanca, Rabat, Fès et Marrakech (Paris 3); essentiel des enseignements de MBA (Paris 9); délocalisation de L3 et master méthodes informatiques appliquées à la gestion (Paris 12); formations délocalisées de licences professionnelles intervention sociale et audit interne et contrôle de gestion des PMO en cours de développement (Paris 13); délocalisation du master administration des entreprises (Poitiers); délocalisation de la filière de formation tourisme et hôtellerie, DU1, DU2, licence 3, master 1 et master 2 économie et management, mention management du tourisme, master en droit mention droit comparé, spécialité droits public et privé comparés, 2<sup>ème</sup> année de master recherche, master en droit mention droit comparé spécialité droit des affaires, 2<sup>ème</sup> année de master professionnel, master en économie et management mention management et organisations spécialité management des PME, diplôme d'université de préparation aux études doctorales (Perpignan); délocalisation diplôme master 2 marketing et du M2 S.I.C.G, délocalisation MAE management des entreprises agroalimentaires, DUT GEA sciences de gestion (Rennes 1); délocalisation de la maîtrise de gestion (La Réunion).

- *dans le domaine des sciences, technologies et des sciences de l'ingénieur* :

mise en place de modules de master environnement air et eau, master pro M1 et M2 en informatique et réseaux, mise en place d'un diplôme de niveau bac + 5 en sécurité des systèmes informatiques et des réseaux, organisation de congrès et de séminaires au Maroc dans le cadre du diplôme d'études supérieures approfondies transferts thermiques et énergies renouvelables (Aix-Marseille 2) ; projet STIMU pour la mise en place de sessions de formation pour les futurs cadres, participation d'enseignants marocains à des travaux pratiques de microbiologie alimentaire, l'objectif étant de finaliser une licence professionnelle, formation technologique en génie mécanique adaptée aux entreprises marocaines (Bordeaux 1) ; en plasturgie et électrotechnique formation d'ingénieurs en alternance, en océanologie et environnement marin et génie maritime formation de formateurs et formations doctorales (CNAM) ; ingénierie de formation (INP Toulouse) ; aide à la mise en place de formations co-diplômantes en géographie, mathématiques, de licences professionnelles en informatique et chimie (Lille 1) ; délocalisation du master en ingénierie système en EEAPR pour la spécialité automatique et traitement de l'information, mise en place d'un cycle de formation bac+3 diplôme ingénieur technologue maîtrise de l'utilisation de l'eau et technologies propres, analyse et traitement des eaux, et maintenance industrielle, diplôme d'ingénieur technologue (Nancy 1) ; organisation et gestion de production, qualité sécurité environnement, maintenance industrielle, génie logistique (Nantes) ; formation de techniciens (Paris 11).

- *dans le domaine de la médecine* :

stages hospitaliers étudiants 2<sup>ème</sup> cycle en médecine santé publique (Bordeaux 3) ; stages hospitalo-universitaires (Caen) ; stages hospitaliers d'étudiants en pharmacie (Lyon 1) ; aide à la mise en place d'une filière de formation sur le Handicap (Lyon 2) ; échanges d'enseignants en odontologie et spécialistes (Nantes) ; missions d'enseignement en chirurgie dentaire (Paris 5).

- *dans le domaine culturel* :

notons la création d'une école de cinéma à Ouarzazate (Bordeaux 3).

## ***2) Certaines universités se sont investies dans l'appui pédagogique et administratif aux universités marocaines :***

une opération d'ingénierie pédagogique pilotée par la CPU est en cours, afin de développer les filières innovantes dans les universités du pays (Bordeaux 3) ; entretien d'une plate-forme intranet pédagogique, envoi d'enseignants et réunions de coordination pédagogique à l'université Mohammed V de Rabat (Grenoble 2) ; intégration des NTIC dans l'enseignement et la gestion administrative par implantation du logiciel Intradroit, échanges de personnels techniques et administratifs pour des stages techniques de formation, de mise à niveau ou de perfectionnement, aide à la restructuration universitaire de l'université Hassan II (Lille 2) ; amélioration de la gouvernance de l'université Mohammed V de Rabat par des réunions des partenaires (Paris 11).

## ***3) Les collaborations scientifiques sont également nombreuses dans le cadre de co-tutelles de thèses, l'organisation de séjours de chercheurs et de colloques, et au sein de programmes de recherche communs :***

programme de recherche en sciences de l'environnement et géographie, rayonnement et plasma, mécanique et énergétiques, cotutelles de thèse (Aix-Marseille 1) ; environnement air et eau (Aix-Marseille 2) ; double diplôme de thèse dans plusieurs domaines scientifiques (Bordeaux 1) ; cotutelles (Bordeaux 4) ; coopération scientifique dans le domaine des lettres (Bretagne Sud) ; réseau de recherche et de formation en matière d'observation et d'ingénierie

du développement territorial (Grenoble 1) ; recherche en physique, en géologie, cotutelles (Lille 1) ; partenariats de recherche (INP Toulouse) ; projet CORUS (Marne-la-Vallée) ; aide à la création d'écoles doctorales dans les universités marocaines (Nancy 1) ; projet de formation à la recherche – PCSI de l'AUF – sur la sauvegarde du patrimoine culturel de civilisation ancienne (Le Havre) ; cotutelle de thèse et recherche en optoélectronique (Metz) ; programmes de recherche communs en chimie appliquée notamment (Nancy 1) ; coopérations régulières dans le cadre du réseau interuniversitaire Méditerranée-Europe dans le domaine des sciences économiques (Nice) ; recherche commune en modélisation moléculaire chimie organique chimie analytique, mise en place de formations doctorales et cotutelles de thèse (Orléans) ; accord de coopération scientifique en droit, économie, sociologie et aménagement du territoire (Paris 1) ; physique fondamentale et appliquée, échanges de chercheurs, enseignants et étudiants, organisation de colloques, de réunions et de séminaires applications de la physique (Paris 6) ; recherche (Paris 7) ; thèses en cotutelle en biologie, biochimie, chimie, chimie physique (Paris 11) ; coopération très diversifiée en recherche couvrant de nombreux champs disciplinaires : linguistique-informatique, littérature comparée, mathématiques, informatique, physique (Paris 13) ; cotutelles en sciences exactes et naturelles, sciences économiques, médecine, droit et sciences politique (Reims) ; recherche dans le cadre de l'action intégrée n° MA/01/28 (Rennes 2) ; recherches communes (Toulouse 1).

### III) LA TUNISIE

Pour mémoire, 228 projets de coopération avec la Tunisie sont en cours de financement, dans le cadre du Programme Utique<sup>32</sup>.

#### *Commentaires des réponses des universités (cf. fiche pays)*

46 universités coopèrent avec la Tunisie. C'est le second pays du Maghreb pour le nombre d'actions recensées (154)<sup>33</sup>. La majorité des universités tunisiennes sont représentées dans ces partenariats, ainsi que de nombreux domaines disciplinaires.

#### *Résumé*

L'essentiel des actions de coopération avec la Tunisie porte sur l'appui aux formations de niveau master et doctoral avec accueil d'étudiants et d'enseignants chercheurs. La coopération au niveau master se fait encore majoritairement dans le cadre de missions pour assurer des enseignements sur place. La création et la délocalisation de diplômes sont moins nombreuses que pour les autres pays du Maghreb. Les collaborations scientifiques sont centrées sur la formation à la recherche par l'encadrement doctoral d'étudiants en cotutelle et l'accueil personnalisé d'enseignants chercheurs. Peu de programmes de recherche sont mentionnés.

#### *1) L'appui aux formations de niveau master se fait encore majoritairement dans le cadre de missions pour assurer des enseignements sur place :*

séminaires et cours de master sur la recherche transferts thermiques et soudages laser, formation en métrologie mécanique des fluides, campagne de mesures météorologiques et hydrogéologique, mise en place de modules de master gestion de l'eau, utilisation des eaux marginales(Aix-Marseille 2) ; développement de l'enseignement médical avec les TIC (Bordeaux 2) ; intervention ponctuelle dans le secteur de la sociologie des professions et le développement local (Bordeaux 3) ; échanges d'enseignants en littérature, ingénierie

<sup>32</sup> Cf. Présentation des programmes de coopération universitaires avec les pays en développement.

<sup>33</sup> Cf. tableau 4 : Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique.

physique, qualité, biologie (Clermont 2) ; expertise et la formation des conseillers en orientation professionnelle, coopération en informatique, recherche opérationnelle, techniques financières et comptables, métrologie, hygiène, sécurité et prévention des risques professionnels, management financier, chimie-environnement, sciences de gestion (CNAM) ; échanges d'étudiants (Inalco) ; ingénierie de formation (INP Grenoble) ; formations en sciences physiques, sciences médicales, sciences humaines et sciences technologiques (Limoges) ; formations de formateurs dans plusieurs disciplines de sciences humaines (Montpellier 3) ; en sciences pharmaceutiques, en biotechnologies marines, en pharmacologie, en droit et sciences politiques (Nantes) ; formation en médecine, mathématiques, biologie des organismes (Paris 6) ; essentiel des enseignements de MBA et master 2 (Paris 9) ; cours de master de STAPS (Paris 11) ; missions d'enseignement en médecine physique et réadaptation (Paris 12) ; développement du master recherche (Pau) ; collaboration formation (Poitiers) ; échange de personnel enseignant, participation au master de littérature et civilisation françaises, formation de formateurs en latin (Strasbourg 2).

## ***2) La création et la délocalisation de diplômes sont moins nombreuses que pour les autres pays du Maghreb :***

co-diplômation du master gestion des organisations, du master management financier (Bordeaux 4) ; formation de formateurs en système d'information géographique, montage de diplômes locaux (Caen) ; doubles diplômes master gestion des risques en finances assurances (Cergy-Pontoise) ; projet de création d'un master de recherche en logistique et aide à la décision en Tunisie (Le Havre) ; délocalisation du master 1 option comptable et financière (Lyon 3) ; délocalisation du master 2 économie et management, mention management du tourisme (Perpignan) ; mise en place d'un diplôme de master GEAD en géographie (Poitiers) ; délocalisation du master MAE IJF (Rennes 1).

## ***3) Les collaborations scientifiques sont centrées sur la formation à la recherche par l'encadrement doctoral d'étudiants en codirection et cotutelle de thèses et l'accueil personnalisé d'enseignants chercheurs :***

cotutelles de thèse en littérature française, sur le monde arabe musulman et sémitique, biotechnologie, sciences des matériaux (Aix-Marseille 1) ; action de recherche énergie renouvelables, cotutelles de thèse transferts thermiques, accueil de chercheurs (Aix-Marseille 2) ; cotutelles en droit, physique, recherches communes sur les matériaux, l'urbanisation et usages sociaux (Aix-Marseille 3) ; coopération recherche (Avignon) ; doubles diplômes de thèse dans plusieurs disciplines (Bordeaux 1) ; cotutelles (Bordeaux 4) ; coopération scientifique dans le domaine de l'électronique, cotutelles de thèses (Bretagne Sud) ; projet CMCU 2004/06 avec Monastir et l'université de Limoges, 2 cotutelles de thèse (Cergy-Pontoise) ; cotutelles de thèses (Grenoble 1) ; co-encadrement de thèses, partenariats de recherche (INP Toulouse) ; projet de formation à la recherche PCSI de l'AUF portant sur la sauvegarde du patrimoine culturel de la civilisation ancienne (Le Havre) ; recherche (Lille 1) ; accords cadres signés pour la publication, l'organisation de colloques, de projets de recherche, convention CIME (Lille 2) ; thèse, accueil de chercheurs en matériaux, sciences de l'eau, physique, sciences médicales, humaines et technologiques (Limoges) ; cotutelles en chimie de l'environnement, recherches en partenariats (Lyon 1) ; encadrement de chercheurs post-doctoraux, recherches communes en lettres, sciences du langage, didactique du français, histoire, géographie (Montpellier 3) ; échanges de spécialistes (Nancy 1) ; échanges de spécialistes, recherches communes en sciences pharmaceutiques, biotechnologies marines, gestion de production, sciences de l'ingénieur, droit et sciences politiques dans le cadre de Med-accueil et des bourses de l'AUF (Nantes) ; 31 cotutelles de thèse dans le cadre du programme CMCU, collaborations scientifiques à travers 1 PAR, 2 PAI en 2005-2006 pour

l'optimisation de l'approche multimarqueur dans la biosurveillance du milieu marin contaminé par les HAP et les métaux, recherches en mathématiques et sciences économiques (Nice) ; projet Tempus piloté par Paris 3 (Paris 3) ; recherche maths informatique, biologie et pharmacie, 3 PAI (Paris 5) ; recherches, accueil personnalisé de chercheurs dans plusieurs domaines scientifiques, sciences de la terre, physique, chimie, sciences de la vie (Paris 6) ; recherche, 3 cotuelles (Paris 7) ; recherches dans le cadre du programme interdisciplinaire CNRS traitement des connaissances, apprentissages et NTIC, création du site de l'équipe, création et de gestion d'une plate-forme de travail (Paris 8) ; cotuelles (Paris 9) ; recherche expérimentale et théorique, thèses en cotutelle en physique et applications (Paris 11) ; cotuelles en lettres modernes (Paris 12) ; recherche en linguistique-informatique, chimie, mathématiques, physique (Paris 13) ; encadrement de doctorants (Pau) ; cotutelle dans le cadre d'un projet CMCU (Perpignan) ; collaboration recherche (Poitiers) ; 11 cotuelles internationales de thèse en médecine, en pharmacie, en sciences exactes et naturelles, en sociologie, en sciences économiques et gestion (Reims) ; recherche en physique, chimie, sciences et technologie (Rennes 1) ; recherche (Rennes 2) ; accueil de chercheurs en sciences économiques (Saint-Etienne) ; recherches en littérature et civilisations françaises, histoire (Strasbourg 2) ; recherches communes (Toulouse 1).

\*\*\*



## **ANNEXES**



**Courrier et questionnaire adressés aux établissements d'enseignement  
supérieur par le Haut Conseil de la coopération internationale à la  
Conférence des Présidents d'Université**



Mardi 7 novembre 2006

**PREMIER MINISTRE**

---

**Haut Conseil  
de la Coopération Internationale**

---

Marie Claude BABY  
Conseillère  
Tél. : 01 43 17 59 05  
E-mail : marie-claude.baby@hcci.gouv.fr

**CONFERENCE DES  
PRESIDENTS D'UNIVERSITE**

---

Eric ESPERET  
Délégué général  
Tél. 01 44 32 91 15  
E-mail : eric.esperet@cpu.fr

*Enquête sur les relations des universités  
avec les pays en développement*

Au début de l'année vous avez bien voulu répondre au questionnaire sur les services de relations internationales au sein des universités, qui a permis d'avoir une meilleure connaissance de l'action internationale des universités.

Il s'agit avec ce 2<sup>ème</sup> volet de mieux connaître un domaine spécifique de ces relations internationales, celui des relations avec les pays en développement (cf. liste en annexe).

La coopération universitaire et scientifique avec ces pays représente un enjeu important pour leurs stratégies de développement qui a retrouvé toute sa priorité dans la politique de coopération de la France. Ainsi les deux derniers comités interministériels de la coopération internationale et du développement (CICID) en ont-ils précisé le cadrage et les objectifs<sup>34</sup>. Il s'agit de conforter des pôles de formation d'excellence régionaux, d'appuyer la constitution de capacités scientifiques locales et leur insertion dans les réseaux internationaux ainsi que l'expression des pays du Sud sur les grands défis qu'affronte notre planète.

La politique de coopération universitaire et scientifique avec les pays en développement doit gagner en efficacité et en lisibilité pour mieux répondre aux besoins et aux attentes de ces pays. Il est nécessaire pour cela de mieux cerner les potentiels et les domaines de coopération déjà existants pour renforcer certaines actions et mener de nouvelles actions à l'international dans l'esprit des engagements du CICID.

Le Haut Conseil de la coopération internationale conduit une réflexion en ce sens au sein d'une commission présidée par Bernard Bosredon, 2<sup>ème</sup> vice-président de la CPU, qui doit déboucher sur des recommandations adressées au Premier ministre en 2007.

Cette commission souhaite asseoir ses recommandations sur une connaissance plus fine des actions menées par les universités avec les PED qui sont moins connues que celles relatives à l'accueil des étudiants originaires de ces pays en France.

---

<sup>34</sup> Voir site [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/aide-au-developpement\\_1060/politique-francaise\\_3024/dispositif-institutionnel\\_5155/cicid\\_5171/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/aide-au-developpement_1060/politique-francaise_3024/dispositif-institutionnel_5155/cicid_5171/index.html).

Tel est l'objet du questionnaire ci-après.

Nous vous remercions de nous faire parvenir vos réponses par mail, avant le 15 décembre 2006, simultanément à Eric ESPERET, Délégué général ([eric.esperet@cpu.fr](mailto:eric.esperet@cpu.fr)), et à Marie-Claude BABY, Conseillère au secrétariat général du Haut Conseil de la coopération internationale ([marie-claude.baby@hcci.gouv.fr](mailto:marie-claude.baby@hcci.gouv.fr)), qui en établiront une synthèse qui vous sera ensuite communiquée.

Bernard BOSREDON  
Président de la Commission  
"Enseignement supérieur et recherche"  
du Haut Conseil de la coopération internationale

Yannick VALLEE  
1<sup>er</sup> Vice-Président  
de la Conférence  
des Présidents d'université

## Annexe

### Liste des pays en développement\*

Pays les moins avancés	Pays à faible revenu (RNB par habitant < \$825 en 2004)	Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche inférieure (RNB par habitant \$826-\$3 255 en 2004)	Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche supérieure (RNB par habitant \$3 256-\$10 065 en 2004)
Afghanistan Angola Bangladesh Bénin Bhoutan Burkina Faso Burundi Cambodge Cap Vert Centrafricaine, Rép. Comores Congo, Rép. dém. Djibouti Érythrée Ethiopie Gambie Guinée Guinée équatoriale Guinée-Bissau Haïti Kiribati Laos Lesotho Liberia Madagascar Malawi Maldives Mali Mauritanie Mozambique Myanmar Népal Niger Ouganda Rwanda Salomon, Iles Samoa Sao Tomé et Principe Sénégal Sierra Leone Somalie Soudan Tanzanie Tchad Timor-Leste Togo Tuvalu Vanuatu Yémen Zambie	Cameroun Congo, Rép. Corée, Rép. dém. Côte d'Ivoire Ghana Inde Kenya Kyrghize, Rép. Moldova Mongolie Nicaragua Nigeria Ouzbékistan Pakistan Papouasie-Nouvelle-Guinée Tadjikistan Viet Nam Zimbabwe	Albanie Algérie Arménie Azerbaïdjan Biélarus Bolivie Bosnie-Herzégovine Brésil Chine Colombie Cuba Dominicaine, Rép. Egypte El Salvador Equateur Fidji Géorgie Guatemala Guyana Honduras Indonésie Irak Iran Jamaïque Jordanie Kazakhstan Macédoine, ex-République yougoslave de Maroc Marshall, Iles Micronésie, Etats Fédérés Namibie Niue Paraguay Pérou Philippines Serbie et Monténégro Sri Lanka Suriname Swaziland Syrie Thaïlande ▪ Tokelau Tonga Tunisie Turkménistan Ukraine ▪ Wallis & Futuna Zones sous admin. palestinienne	Afrique du Sud ▪ Anguilla Antigua et Barbuda Arabie Saoudite (1) Argentine Barbades Belize Botswana Chili ▪ Cook, Iles Costa Rica Croatie Dominique Gabon Grenade Liban Libye Malaisie Maurice Mayotte Mexique ▪ Montserrat ▪ Nauru Oman Palau Panama Seychelles Ste Lucie ▪ Ste-Hélène St-Kitts et Nevis St-Vincent et Grenadines Trinité et Tobago ▪ Turks et Caïques, Iles Turquie Uruguay Venezuela

▪ Territoire.

(1) L'Arabie Saoudite a passé le seuil de Pays à haut revenu en 2004. En accord avec les règles du CAD concernant la révision de la Liste des bénéficiaires de l'APD, elle ne fera plus partie de la cette Liste si elle reste un Pays à haut revenu en 2005 et 2006.

Les recettes d'APD nette des pays membres du CAD vers l'Arabie Saoudite étaient de USD 9.9 millions en 2003 et USD 9.0 millions (préliminaire) en 2004

\* Source : Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE : pays bénéficiaires de l'aide publique au développement

Questionnaire rempli par :

adresse mail :

tél. :

Université de ...

**Questionnaire HCCI/CPU : Les relations internationales des universités avec les pays en développement**

1.1.	L'université a-t-elle une stratégie spécifique de coopération avec les pays en développement dans leur ensemble ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
1.1.	L'université a-t-elle une stratégie spécifique de coopération avec certains d'entre eux ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
1.3.	Si oui, précisez lesquels ?		
1.4.	Dans les deux cas, indiquez en quelques lignes cette stratégie		
2.1.	Certaines disciplines sont-elles plus concernées par cette coopération ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
2.2.	Si oui, lesquelles ?		
3.1.	Quel est le nombre total d'étudiants étrangers en provenance des pays en voie de développement accueillis par l'université ?		
3.2.	Quel est le pourcentage d'étudiants en provenance des PED dans l'ensemble des étudiants étrangers de l'université ?		
3.3.	Quel est le nombre d'étudiants en provenance des pays asiatiques ?		
3.4.	Quel est le nombre d'étudiants en provenance d'Amérique latine ?		
3.5.	Quel est le nombre d'étudiants en provenance des pays africains ?		
4.	Quel est le pourcentage d'enseignants chercheurs des PED dans l'ensemble des enseignants-chercheurs étrangers invités ?		
5.1.	L'université dispense-t-elle des formations dans les domaines du développement et de la solidarité internationale ?	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
5.2.	Si oui, lesquelles ?		

*Université de ...*

**Questionnaire HCCI/CPU : Les relations internationales des universités avec les pays en développement**

*(Vous pouvez remplir plusieurs tableaux par continent en fonction de l'importance de votre coopération)*

**Quelles sont vos principales actions de coopération avec les pays africains ?**

<b>Nom du pays et de(s) (l')établissement(s) partenaire(s)</b> *	<b>Préciser le contenu des actions réalisées dans le(s) pays</b> **	<b>Préciser le contenu des actions réalisées en France</b> ***	<b>Indiquer les autres partenaires associés le cas échéant</b> ****	<b>Indiquer l'origine des financements et si possible leur montant approximatif</b>	<b>Quels sont les problèmes rencontrés pour mener ces coopérations ?</b>

\* Si vous travaillez sur une thématique avec plusieurs pays, le préciser.

\*\* Discipline, niveau, aide à la mise en place de formation, doubles diplômes, co-tutelles de thèse, recherches en partenariat, autres....

\*\*\* Accueil personnalisé d'étudiants, accueil d'enseignants chercheurs, autres...

\*\*\*\* Autres universités et organismes de recherche en France, en Europe, entreprises...

*Université de ...*

***Questionnaire HCCI/CPU : Les relations internationales des universités avec les pays en développement***

**Quelles sont vos principales actions de coopération avec les pays en voie de développement d'Asie ?**

<b>Nom du pays et de(s) (l')établissement(s) partenaire(s) *</b>	<b>Préciser le contenu des actions réalisées dans le(s) pays **</b>	<b>Préciser le contenu des actions réalisées en France ***</b>	<b>Indiquer les autres partenaires associés le cas échéant ****</b>	<b>Indiquer l'origine des financements et si possible leur montant approximatif</b>	<b>Quels sont les problèmes rencontrés pour mener ces coopérations ?</b>

\* Si vous travaillez sur une thématique avec plusieurs pays, le préciser.

\*\* Discipline, niveau, aide à la mise en place de formation, doubles diplômes, co-tutelles de thèse, recherches en partenariat, autres....

\*\*\* Accueil personnalisé d'étudiants, accueil d'enseignants chercheurs, autres...

\*\*\*\* Autres universités et organismes de recherche en France, en Europe, entreprises...

*Université de ...*

*Questionnaire HCCI/CPU : Les relations internationales des universités avec les pays en développement*

Quelles sont vos principales actions de coopération avec les pays d'Amérique latine ?

<b>Nom du pays et de(s) (l')établissement(s) partenaire(s) *</b>	<b>Préciser le contenu des actions réalisées dans le(s) pays **</b>	<b>Préciser le contenu des actions réalisées en France ***</b>	<b>Indiquer les autres partenaires associés le cas échéant ****</b>	<b>Indiquer l'origine des financements et si possible leur montant approximatif</b>	<b>Quels sont les problèmes rencontrés pour mener ces coopérations ?</b>

\* Si vous travaillez sur une thématique avec plusieurs pays, le préciser.

\*\* Discipline, niveau, aide à la mise en place de formation, doubles diplômes, co-tutelles de thèse, recherches en partenariat, autres....

\*\*\* Accueil personnalisé d'étudiants, accueil d'enseignants chercheurs, autres...

\*\*\*\* Autres universités et organismes de recherche en France, en Europe, entreprises...



**Présentation des programmes de coopération universitaires  
avec les pays en développement**



## **PRESENTATION DES DIVERS PROGRAMMES DE COOPERATION ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

### **LES PARTENARIATS HUBERT CURIEN**

Les partenariats Hubert Curien sont la nouvelle appellation des programmes d'actions de coopération intégrées (PAI). Un PAI est un projet bilatéral de recherche, proposé conjointement par une équipe française et une équipe d'un autre pays, auquel les autorités compétentes françaises et leurs homologues du pays partenaire accordent une reconnaissance officielle. Une double évaluation des propositions co-déposées, est réalisée par des scientifiques dans chacun des pays. Un comité bilatéral procède au choix définitif des projets avec une forte sélectivité qui garantit l'excellence scientifique des dossiers. Ils s'inscrivent dans le cadre de la politique de soutien aux échanges scientifiques et technologiques internationaux du ministère des affaires étrangères et sont mis en oeuvre avec le soutien du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

L'apport de soutiens financiers est destiné à financer le surcoût international des projets, les frais de transport et de séjour des chercheurs. Le nombre de projets soutenus par an est de l'ordre de 2 000, générant environ 10 000 mobilités. Le MAE investit chaque année environ 10 millions d'euros et le ministère de la Recherche 0,8 millions.

### **I) PROGRAMMES DE COOPERATION AVEC L'AMERIQUE LATINE**

#### ***1) Le programme ECOS***

Le programme ECOS finance des coopérations entre les établissements d'enseignement supérieur français et leurs homologues des pays d'Amérique latine hormis le Brésil qui relève d'un programme spécifique, le programme COFECUB. Le programme ECOS a pour objectifs la formation à la recherche et par la recherche, et le renforcement des systèmes de formation à la recherche. Il soutient des projets de recherche conjoints. Entre 2000 et 2005, le programme a été financé à hauteur de 6,7 millions d'euros par le ministère des Affaires étrangères.

De 1993 à 2005, le programme a financé 748 projets, dont 208 sont en cours, répartis sur les 6 pays éligibles : le Mexique (152 projets financés sur la période), la Colombie (60 projets financés sur la période), le Venezuela (49 projets financés sur la période), le Chili (281 projets financés sur la période), l'Argentine (158 projets financés sur la période), et l'Uruguay (65 projets financés sur la période).

#### ***2) Le programme CAPES COFECUB avec le Brésil***

Depuis 1978, un accord cadre de coopération inter-universitaire lie la France et le Brésil, dont la gestion est confiée en France au COFECUB (Comité Français d'Evaluation de la Coopération Universitaire et Scientifique avec le Brésil) et au Brésil, à la CAPES (Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior), organe du Ministère de l'Education. Le programme a pour objectif de créer un système permanent de coopération et d'échanges universitaires entre enseignants-chercheurs et chercheurs brésiliens et français réalisant des recherches en commun afin de développer des formations doctorales nouvelles, de renforcer ou de faire émerger des équipes de recherche d'excellence, de former et de

perfectionner les enseignants chercheurs par la préparation de doctorats ou la réalisation de stages post-doctoraux. Les projets sont financés sur quatre ans.

La Fondation d'Appui de la Recherche de l'Etat de Sao Paulo (FAPESP) et le COFECUB ont également créé un programme conjoint de bourses pour des jeunes docteurs français afin de favoriser les échanges académiques, scientifiques et les coopérations entre le Brésil et la France. La FAPESP offre aux jeunes chercheurs français, doctorants et très qualifiés, une bourse pour participer à un projet de recherche dans une université ou un institut de recherche de l'Etat de Sao Paulo. L'activité de recherche qui sera développée par le boursier devra s'inscrire dans le cadre du programme Projets Thématiques soutenus par la FAPESP.

Un autre accord existe avec l'université de Sao Paulo (USP). L'objectif de ce programme est de soutenir la mobilité nécessaire au développement de recherches conjointes de haut niveau entre des enseignants chercheurs brésiliens et français par l'attribution de missions aux enseignants chercheurs, aux doctorants et post doctorants membres du projet. Les projets sont d'une durée de 2 ans renouvelable une fois après évaluation d'un rapport intermédiaire remis au bout de 18 mois.

## **II) LES PROGRAMMES DE COOPERATION AVEC L'ASIE**

### ***1) Présentation du programme PRA avec la Chine***

Le PRA est le programme de recherches avancées franco-chinois.

L'objectif du programme est de développer les échanges scientifiques et technologiques de haut niveau sur des thèmes scientifiques novateurs entre laboratoires de recherche des deux pays. Le programme s'attache à favoriser la mobilité des jeunes chercheurs au niveau doctoral et post-doctoral ainsi qu'à susciter des partenariats nouveaux. Les projets doivent porter sur la biologie, la biotechnologie, l'environnement et les sciences de l'information. La durée des projets sera de deux ans et couvrira les années 2007 et 2008.

### ***2) Présentation du programme PHC avec la Thaïlande***

Le programme franco-thaïlandais de coopération de recherche est un Partenariat Hubert Curien franco-thaïlandais. Ce programme vise à au développement de projets conjoints de recherche et de formation par la recherche. Chaque projet devra être présentés par un réseau constitué d'au moins deux partenaires thaïlandais et deux partenaires français. Il devra porter sur les thème des sciences fondamentales, des sciences et technologies, de la santé. La durée des projets est de deux ans.

### ***3) Présentation du programme Hoa Sen Lotus avec le Vietnam***

Lotus est le Partenariat Hubert Curien franco-vietnamien. L'objectif du programme est de développer les nouvelles coopérations scientifiques et technologiques d'excellence entre les laboratoires de recherche des deux pays. Le programme soutient aussi des ateliers conjoints de recherche, qui doivent être proposés simultanément par un chercheur français et un chercheur vietnamien, désignés comme co-organisateurs de l'atelier. En 2008, la priorité sera donnée aux projets relatifs au développement durable et à l'amélioration de la qualité de la vie ; à la protection de l'environnement. La durée des projets est de deux années.

#### ***4) Le Centre franco-indien pour la promotion de la recherche avancée (CEFIPRA)***

Le Centre franco-indien pour la promotion de la recherche avancée (CEFIPRA) a été créé conjointement par le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement français avec pour principal objectif de rapprocher les communautés scientifiques en Inde et en France ainsi que d'encourager et de soutenir la coopération franco-indienne en matière de recherche fondamentale, appliquée et industrielle dans le domaine des sciences et technologies. Le Department of Science and Technology, Ministry of Science and Technology, du Gouvernement de l'Inde et le Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement français sont les ministères responsables du CEFIPRA.

### **III) PROGRAMMES DE COOPERATION AVEC LE MOYEN-ORIENT**

#### ***1) Le programme Imhotep avec l'Égypte***

Imhotep est le partenariat Hubert Curien (PHC) franco-égyptien. Il est mis en place en Égypte par l'Academy of Sciences, Research and Technologie (ASRT) du ministère égyptien de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les objectifs de ce programme sont le développement des projets de recherche bilatéraux avec la participation de chercheurs des deux pays, la participation à la formation à la recherche de jeunes chercheurs égyptiens et l'organisation des séminaires scientifiques avec la participation de chercheurs des deux pays. La durée des partenariats est de deux ans.

#### ***2) Le programme Gundishapur avec l'Iran***

Le partenariat Hubert Curien Gundishapur est le Partenariat Hubert Curien franco-iranien. Il est mis en œuvre en Iran par le Centre de recherche scientifique et de coopération internationale. Les objectifs de ce programme sont de promouvoir le développement d'une coopération scientifique de haut niveau s'appuyant sur la recherche et la formation par la recherche dans le cadre d'une collaboration entre deux équipes partenaires. Les projets doivent porter sur les thèmes suivants : les sciences de l'Univers, les sciences pour l'ingénieur, les sciences de la vie, les sciences humaines, les mathématiques et la physique. Il est préférable que les projets mettent en réseaux des laboratoires de plusieurs institutions iraniennes et françaises et à ceux qui permettent aux jeunes équipes de participer au programme. La durée des projets est de deux années.

#### ***3) Le programme CEDRE avec le Liban***

L'accord de coopération pour l'évaluation et le développement de la recherche (CEDRE) a été signé entre le gouvernement français et libanais le 5 avril 1996. Les objectifs du programme sont de renforcer la coopération ainsi que les échanges scientifiques et universitaires en partenariat pour la mise en place et le développement de la recherche au Liban et d'instaurer une procédure qui assure la qualité scientifique des opérations en bénéficiant du soutien actif des deux gouvernements. Les projets doivent porter sur les sciences de la société et du monde contemporain, sur l'environnement et les géosciences, sur la santé, ou sur les sciences de l'ingénieur.

## **IV) PROGRAMMES DE COOPERATION AVEC LE MAGHREB**

### ***1) Le programme CMEP-Tassili avec l'Algérie***

Le Comité Mixte d'Evaluation et de Prospective franco-algérien a décidé de désigner sous le nom de Tassili son Partenariat Hubert Curien. L'objectif du programme Tassili 2008 est de promouvoir le développement d'une coopération scientifique de haut niveau s'appuyant sur la recherche et la formation par la recherche dans le cadre d'une collaboration entre les équipes partenaires. Le programme Tassili veut mettre en avant la recherche et a vocation à aider les jeunes chercheurs qui n'ont pas encore soutenu leur thèse. Un dispositif de co-direction ou de co-tutelle a été mis en place qui permet aux co-directeurs algériens et français de s'entendre sur le sujet de thèse et sur les parties du travail qui doivent être réalisées dans chacun des pays. La durée d'un accord-programme est de 3 à 4 ans et ne peut être prolongé. L'évaluation des projets porte sur leur capacité à intégrer un enseignement orienté vers la formation tant professionnelle que doctorale ainsi que sur les thématiques suivantes : l'architecture , le système éducatif, la finance, les services juridiques et l'environnement.

### ***2) Le programme CMIFM Volubilis avec le Maroc***

La coopération inter-universitaire franco-marocaine est structurée par un programme d'actions intégrées, le programme Volubilis. Le programme englobe les différents aspects de la recherche et du développement universitaire à travers la formation, la recherche proprement dite, la valorisation et le transfert technologique. L'action intégrée est présentée et réalisée par des chercheurs rassemblés dans un réseau. Elle est coordonnée par deux responsables : un marocain et un français. Pour ce programme, le réseau doit comporter un minimum de 4 structures de recherche , deux laboratoires français ou un français et un appartenant à l'Union Européenne et deux structures de recherche marocaines ou une structure de recherche marocaine et une autre d'un pays du Maghreb. La spécificité de Volubilis est d'être tourné vers les chercheurs « juniors », ceux qui n'ont pas encore soutenu leur thèse. Les thèses en cotutelle sont privilégiées.

### ***3) Le programme PRAD Agriculture avec le Maroc***

PRAD est un programme de coopération entre la France et le Maroc dans le domaine de la recherche agronomique pour le développement. Il a pour but de créer entre les communautés scientifiques françaises et marocaines des réseaux et des pôles de compétence. PRAD a trois priorités : favoriser le contact et échanges entre les chercheurs, enseignants et ingénieurs afin de déboucher à une collaboration durable entre les équipes ; la formation par la recherche des communautés scientifiques des deux pays, la réalisation de recherches cognitives pour contribuer au développement durable des territoires de production et de transformation. La durée maximale d'un PRAD est de 3 ans. Les financements sont annuels et visent à apporter aux équipes de recherche la prise en charge de tout ou d'une partie du surcoût lié à la coopération entre les deux pays.

### ***4) Le programme Utique avec la Tunisie***

La coopération inter-universitaire franco-tunisienne est structurée sous forme de projets d'actions intégrées (PHC) qui impliquent au moins une équipe tunisienne et une équipe française et des projets d'actions en réseau (PAR) qui impliquent au moins deux équipes de chaque pays. La spécificité d'Utique est de promouvoir les études doctorales par le biais de la coopération internationale. Deux modalités ont été introduites : la codirection de thèse (diplôme national) et la cotutelle (diplôme bi-national). De fait, une convention entre les deux partenaires doit être établie via leurs universités respectives. Les programmes PHC et PAR

s'adressent uniquement aux équipes tunisiennes et françaises. Les crédits alloués comportent deux contributions, une française et une tunisienne.

### **III) PROGRAMMES DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE**

#### ***1) Le programme CORUS***

Le programme CORUS, qui succède au programme CAMPUS créé en 1986, est un programme de coopération pour la recherche universitaire et scientifique avec les pays d'Afrique subsaharienne et financé sur le Fonds de Solidarité Prioritaire du ministère des affaires étrangères. CORUS est destiné à financer des projets de recherche scientifique conçus en partenariat entre des établissements universitaires et de recherche des pays d'Afrique et de l'Océan Indien et des établissements correspondants en France, auxquels peuvent être associés des établissements européens.

Les objectifs de CORUS sont d'encourager la formation à et par la recherche, de dynamiser les échanges et la collaboration entre les scientifiques du Sud et du Nord et de financer des travaux de recherche scientifique de qualité mis au service du développement. CORUS renforce les équipes et leurs réseaux pour permettre leur émergence au niveau international. Les appels d'offres soutiennent environ 50 projets dotés chacun d'un budget moyen modulable de 60 000 euros pour 3 ans. CORUS 2 s'inscrit dans une dynamique internationale et se propose de soutenir des projets faisant la preuve d'un impact permettant le décloisonnement de la réflexion scientifique en associant plusieurs équipes de différents pays du Sud (Afrique et Madagascar) à une ou des équipes françaises et européennes. Les propositions de recherche devront contribuer à l'étude des interactions de l'homme avec son environnement .

#### ***2) le programme Sud Expert Plantes (SEP)***

Le but de ce programme s'échelonnant sur cinq ans est de renforcer la recherche sur la biodiversité végétale dans les pays du sud. Le MAE a attribué un financement de trois millions d'euros. Le programme cherche à apporter un appui aux équipes de recherche et aux programmes d'enseignement, à financer plusieurs projets de coopération scientifique favorisant les synergies Sud-Sud et Sud-Nord grâce à l'implication d'organismes français.

#### ***3) Le projet d'Institut Africain des Sciences et de la Technologie (IAST)***

L'Institut Africain des Sciences et de la Technologie (IAST)<sup>o</sup> est une initiative de l'Institution Nelson Mandela pour la promotion de la science et de la technologie et la diffusion du savoir en Afrique Sub-Saharienne. L'objectif d'IAST est la mise en place de centres d'excellence en matière de sciences et de technologie qui permettra à la jeunesse africaine vivant au sud du Sahara d'avoir accès à un savoir de pointe grâce à la mise en place de réseaux régionaux et internationaux. Cet accès se fera par l'intermédiaire d'institutions d'instituts régionaux travaillant en partenariat avec les grands pôles universitaires du monde. Le projet essaie de mobiliser des fonds. La France apporte un financement de 6 millions à euros (FSP) et l'AFD accorde un prêt de 4 000 000 euros. L'AUF annonce 130 000 euros.



## **Tableaux**





**Tableau 1**

**Liste des universités ayant une stratégie de coopération avec les pays en développement**

<b>Universités ayant une stratégie spécifique de coopération avec les PED dans leur ensemble</b>	<b>Universités ayant une stratégie spécifique de coopération avec certains PED</b>	<b>Universités n'ayant pas de stratégie spécifique de coopération avec les PED</b>
	Aix-Marseille 1	Caen
Aix-Marseille 2	Aix-Marseille 2	Cnam
	Aix-Marseille 3	Paris 7
	Avignon	Saint Etienne
	Bordeaux 1	
Bordeaux 2	Bordeaux 2	
Bordeaux 4	Bordeaux 4	
Bourgogne	Bourgogne	
	Bretagne Sud	
	Cergy-Pontoise	
	Chambéry	
Clermont 1	Clermont 1	
	Clermont 2	
	Corse	
	EPHE	
Evry Val d'Essonne	Evry Val d'Essonne	
Grenoble 1	Grenoble 1	
	Grenoble 2	
	Grenoble 3	
	IEP Sciences-Po	
	INP Grenoble	
	INP Toulouse	
	La Réunion	
	Le Havre	
Lille 1	Lille 1	
Lille 2	Lille 2	
	Lille 3	
Limoges	Limoges	
Lyon 1	Lyon 1	
	Lyon 2	
Lyon 3	Lyon 3	
Marne La Vallée	Marne La Vallée	
	Metz	
Montpellier 1	Montpellier 1	
Montpellier 3	Montpellier 3	
	Mulhouse	
Nancy 1	Nancy 1	
	Nancy 2	
Nantes	Nantes	
	Nice	
	Nouvelle Calédonie	
Orléans	Orléans	

<b>Universités ayant une stratégie spécifique de coopération avec les PED dans leur ensemble</b>	<b>Universités ayant une stratégie spécifique de coopération avec certains PED</b>	<b>Universités n'ayant pas de stratégie spécifique de coopération avec les PED</b>
Paris 1	Paris 1	
	Paris 2	
	Paris 3	
Paris 4	Paris 4	
	Paris 5	
	Paris 6	
Paris 8	Paris 8	
	Paris 9	
Paris 10	Paris 10	
Paris 11	Paris 11	
	Paris 12	
Paris 13	Paris 13	
Pau	Pau	
Perpignan	Perpignan	
Poitiers	Poitiers	
	Polynésie Française	
	Reims	
Rennes 1	Rennes 1	
Rennes 2	Rennes 2	
	Strasbourg 1	
	Strasbourg 2	
	Strasbourg 3	
Toulouse 1	Toulouse 1	
Toulouse 3	Toulouse 3	
Troyes	Troyes	
<b>Total : 32</b>	<b>Total : 67</b>	<b>Total : 4</b>

**Synthèse des réponses à la première partie du questionnaire**  
**Universités ayant une stratégie spécifique de coopération avec les PED**  
 (39 universités)

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>AIX MARSEILLE 1</b></p> <p>1665 étudiants originaires des PED, soit 54% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité est originaire des pays africains</p>	<p>La spécificité de ses programmes de formation et de recherche en anthropologie, géographie, histoire et en environnement a conduit l'Université à afficher une politique volontariste dans le développement de la coopération avec l'Afrique subsaharienne notamment en République centrafricaine, Burkina Faso, Mali, Gabon, Cameroun dans ces domaines.</p> <p>Sa situation géographique a, par ailleurs, amené l'Université de Provence à réaffirmer ses engagements sur lesquels elle entend développer des relations privilégiées avec les pays du pourtour méditerranéen. Caractéristique de cette volonté, la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH), institution phare pour la coopération méditerranéenne créée en 1997 et vouée à l'interdisciplinarité de la recherche, contribue à l'ouverture de l'Université sur le monde contemporain : 11 laboratoires de recherche spécialisés, de l'archéologie préhistorique à la science politique contemporaine, étudient tous les aspects des civilisations qui se sont succédées sur les rives de la Méditerranée aussi bien au Nord qu'au Sud. Ces laboratoires sont intégrés dans une école doctorale qui regroupe 600 doctorants et qui préfigure un doctorat unique dans le cadre du réseau d'excellence Ramsès2, lequel réunit déjà 33 institutions académiques.</p> <p>L'Asie, et plus particulièrement la Chine avec la participation au comité de pilotage du Collège doctoral franco-chinois et une attractivité renforcée de l'offre de formation constituent une zone de coopération privilégiée. En Amérique du Sud, et notamment au Brésil – l'université est membre du collège doctoral franco-brésilien – ainsi qu'au Mexique, l'Université de Provence a favorisé les collaborations au niveau recherche (doctorants « sandwich » et boursiers ALBAN).</p> <p>Parallèlement à ces choix stratégiques, l'Université doit également recentrer certains axes de sa politique internationale sur ceux prioritaires et politiques des collectivités territoriales et plus particulièrement le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur (PACA), principal bailleur de fonds dans le cadre de la coopération décentralisée.</p> <p>Afrique subsaharienne (Bénin, Congo, Centrafrique, Mali, Togo) – Pays du pourtour méditerranéen (Algérie, Maroc, Tunisie, Liban) – le Brésil, la République dominicaine plus particulièrement</p>	<p>Les domaines de coopération concernent autant les Sciences humaines et sociales que les sciences dures</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>AIX MARSEILLE 2</b></p> <p>2575 étudiants originaires des PED, soit 83% de l'ensemble des étudiants étrangers</p>	<p>L'Université de la Méditerranée, de part sa localisation géographique et son héritage culturel, se tourne traditionnellement vers les pays du Pourtour méditerranéen et d'Afrique subsaharienne. Cependant, elle a développé depuis quelques années des actions fortes en direction des pays d'Asie et entretient quelques coopérations pérennes en Amérique latine. Sa stratégie vis-à-vis des PED peut se définir ainsi : la formation de cadres de ces pays par des coopérations solides en enseignement et en recherche. Sont ainsi privilégiés la formation de formateurs, le développement des thèses en cotutelle, la mise en œuvre de diplômés sur place, l'utilisation des TIC au service de la formation et de la recherche avec ces pays. Le recrutement d'étudiants des PED dans nos cursus en France vise à former dans les meilleures conditions les élites qui, une fois retournées dans leur pays, constitueront d'excellents ambassadeurs</p> <p>Afrique subsaharienne et pourtour méditerranéen, Asie Occidentale : Arménie – Asie de l'Est et du Sud Est : Chine et Vietnam essentiellement ; Cambodge, Laos</p>	<p>Santé et Sciences</p>
<p><b>AIX MARSEILLE 3</b></p> <p>2194 étudiants originaires des PED, soit 65,28 % de l'ensemble des étudiants étrangers, et dont 1390 originaires des pays africains</p>	<p>L'université fait le choix de distinguer les stratégies de coopération en fonction des zones géographiques. La coopération se fait donc en fonction des besoins et spécificités des PED.</p> <p><b>1/ Afrique subsaharienne</b></p> <p>Accueil personnalisé d'étudiants gabonais dans les filières SVT. Mise en place d'un « Programme de formation de formateurs » : formation des enseignants en France avec un retour partiel pendant la phase de rédaction de la thèse et une intégration automatique dans le corps professoral de l'université d'origine après l'obtention du doctorat.</p> <p>Programme mis en place avec le Congo en géosciences de l'environnement.</p> <p>Extension à d'autres universités africaines et aux autres disciplines (Burkina Faso, Togo en 2007)</p> <p>Formalisation de coopérations anciennes et informelles</p> <p>Missions d'appui à l'installation du LMD.</p> <p>Missions d'enseignement.</p> <p>Soutien à la création d'un pôle d'excellence dans la sous-région Afrique Centrale du CAMES (15 universités partenaires - Congo, Cameroun, Centrafrique, Gabon, Tchad, France.)</p> <p>Accueil et envoi d'étudiants et d'enseignants-chercheurs dans le cadre du Master Erasmus Mundus</p> <p>Action humanitaire internationale (NOHA MUNDUS)</p>	<p>Sciences de la vie et de la terre, droit international (Afrique)</p> <p>Sciences exactes (<i>photonique, les risques, caractérisation de matériaux</i>), droit international public (Brésil)</p> <p>Sciences juridiques, économiques et de gestion, sciences exactes (matériaux, nanotechnologies, microélectroniques, géosciences de l'environnement) (Chine)</p> <p>Droit, Gestion et Sciences (Chimie) (Inde)</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>AIX MARSEILLE 3</b> (suite)</p>	<p><b>2/ Afrique du Nord – Bassin Méditerranéen</b>            Accueil personnalisé d'étudiants (bourses Med accueil) et d'enseignants            Missions d'enseignement            Délocalisation de diplôme            Mise en place de programmes de coopération (Création d'un Master Erasmus Mundus d'Etudes Urbaines en Régions Méditerranéennes. Ce projet a pour ambition d'inclure les Universités du pourtour Méditerranéen).            Appui aux actions de coopération            Appui à la mise en place du système LMD (expertise, accueil de stagiaires)</p> <p><b>3/ Amérique du Sud</b>            Accueil personnalisé d'étudiants (bourses Cap Accueil destinés aux étudiants de l'état de São Paulo, Brésil et Nuevo Leon Mexique)            Donner de l'impulsion aux collaborations scientifiques de qualité entre les scientifiques de la Région PACA et l'Etat de São Paulo, Brésil            Mise en place de programmes de coopération            Appui aux actions de coopération            Programme de recherche et d'échanges CAPES-COFECUB            Mise en place d'un laboratoire franco-argentin en Sciences de l'Information avec l'Université de Rosario (Santa Fe), Argentine            Membre du consortium du collège doctoral franco-brésilien</p> <p><b>4/Asie</b>            Accueil personnalisé d'étudiants et d'enseignants asiatiques            Mise en place de programmes de coopération</p>	
<p><b>AVIGNON</b>             454 étudiants originaires des PED, soit 65,6% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont 270 originaires des pays africains.</p>	<p>Appui à la formation et à la recherche sur place (visites d'enseignement) ou par le biais de l'accueil ou du co-encadrement d'étudiants de Master ou Doctorat (Tchad, Togo, Algérie, Sénégal, Syrie, projet Vietnam); accueil de stagiaires ou doctorants/postdoctorants africains dans nos laboratoires ; participation à des projets de recherche sur le terrain dans divers pays africains; envoi de matériel pédagogique ou de recherche (Tchad).            Échanges d'étudiants et d'enseignants, projets de recherche communs (Chili, Brésil, Mexique); accueil d'étudiants en échange de Licence ou de Master financés par bourses Région PACA (Medaccueil pour la Tunisie, bientôt Capaccueil pour le Brésil)</p>	<p>Hydrogéologie, informatique, géographie, agrosociétés, chimie, commerce international, lettres modernes</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>AVIGNON</b> (suite)	Tchad, Togo, Algérie, Sénégal, Syrie, Tunisie Vietnam, Chili, Brésil, Mexique	
<b>BORDEAUX 1</b>  1692 étudiants originaires des PED, soit 83,7% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont 1165 originaires des pays africains.	L'université n'a pas une stratégie spécifique de coopération avec les PED dans leur ensemble mais avec certains d'entre eux. L'université encourage les projets de recherche et de formation en partenariat : - avec les Pays Maghreb (réseau franco-tunisien Ibn Khaldoun, projets européens tempus, candidature pour le projet Erasmus Mundus External Coopération Window...) - avec la Chine en matière de recherche à travers le réseau d'excellence INTEROP et la récente mise en place du V-Lab adossé à ce dernier et en matière de formation avec la mise en place d'un master internationale conjoint avec le Harbin Institute of Technology - avec le Vietnam essentiellement en matière de formation avec la mise en place de 3 formations délocalisées - avec l'Inde en matière de recherche à travers le laboratoire mixte Franco-indien LATIX en Chimie des matériaux et un réseau de recherche existe en mathématiques.	Mathématiques, Chimie, Physique nucléaire, Informatique, Productique et Nutrition.
<b>BORDEAUX 2</b>  1540 étudiants originaires des PED, soit 77,46% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont 990 originaires des pays africains.	L'université fait le choix de cibler des domaines limités de coopération (choix de l'excellence), en appui avec les aides existantes au niveau des structures nationales et européennes. Stratégie de mise en valeur des domaines de compétence, voire d'excellence, en appui, autant que possible, sur la francophonie et ses réseaux (AUF et CIDMEF) et de valorisation des actions par les partenariats ou programmes européens. Choix d'axes géographiques prioritaires et sélection des partenaires : soit dans une logique de pérennité de partenariats anciens, soit en réponse à des attentes cohérentes avec les domaines de compétences permettant de les mettre en valeur. Étude de faisabilité en fonction des moyens humains de l'Université, des politiques nationales et/ou européennes, des soutiens financiers possibles (MAE, Ambassades, Coopération décentralisée, AUF, Programmes européens...) Bénin, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gambie, Mali, Sénégal Maroc, Tunisie, Liban, Égypte Chili, Mexique	Médecine, odontologie, sciences médicales, santé publique

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>BORDEAUX 4</b></p> <p>1820 étudiants originaires des PED, soit 75,5% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont 1328 originaires des pays africains.</p>	<p>L'Université Montesquieu-Bordeaux IV fait de la coopération avec les pays en développement un des axes prioritaires de son action internationale, depuis sa création, tant en direction des pays africains (qui est une tradition bordelaise) que de ceux d'Asie du Sud-Est et d'Asie, (grosse implication au Vietnam), d'Europe centrale et orientale et du bassin méditerranéen (les nouveaux voisins de l'Union européenne) en s'appuyant tant sur les réseaux de la Francophonie, que sur les programmes européens, internationaux et bilatéraux. Elle développe aujourd'hui ces relations en tenant compte d'une logique de site et de la politique internationale qui se met en place dans le cadre du futur PRES « Université de Bordeaux ».</p> <p>Programmes : Tempus, Socrates-Erasmus, Consortium de soutien aux universités.</p> <p>Argentine  Bélarus Géorgie Moldavie  Maurice  Syrie Turquie Vietnam</p>	<p>Droit, Gestion</p>
<p><b>BOURGOGNE</b></p> <p>1476 étudiants originaires des PED, soit 57% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont 1109 originaires des pays africains.</p>	<p>Appui aux réformes du système d'enseignement supérieur (passage au LMD) par des missions entrantes et sortantes.</p> <p>Participation aux enseignements, notamment dans le cadre de création de diplômes.</p> <p>Appui aux filières francophones.</p> <p>Envoi de matériel pédagogique documentaire (fiches de TD, photocopies de cours, ouvrages) et informatique.</p> <p>Bénin, Niger  Laos, Vietnam  Maghreb</p>	<p>Asie du Sud-Est : agroalimentaire, économie gestion  Afrique subsaharienne : sciences de la terre, droit et économie gestion  Maghreb : sciences, FLE, droit</p>
<p><b>BRETAGNE SUD</b></p> <p>246 étudiants originaires des PED, soit 78,59% de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>L'université affiche une stratégie de coopération différente selon les zones géographiques ciblées, et se concentre sur un nombre réduit de pays :</p> <p>Coopération scientifique au niveau des études doctorales et accueil de chercheurs avec la Tunisie, le Maroc et le Venezuela.</p> <p>Mobilité enseignante et étudiante, soutien à la mise en place d'un département de Français avec le Vietnam (Université de Nah Trhan).</p> <p>Coopération scientifique, accueil de chercheurs avec la Colombie.</p> <p>Mobilité enseignante et étudiante, et coopération scientifique avec la Chine</p> <p>Chine,  Vietnam  Colombie, Venezuela  Maroc, Tunisie</p>	<p>Electronique, Mathématiques, Informatique et Lettres Modernes.</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>CERGY PONTOISE</b></p> <p>1434 étudiants originaires des PED, soit 84,70% de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>L'axe PED n'est pas prioritaire dans les relations internationales institutionnelles : choix de la réactivité sur certains dossiers les concernant, soit parce qu'il y a des contacts et des projets forts, soit parce qu'il s'agit d'avoir une politique d'appui des relations internationales des collectivités territoriales. Doubles diplômes avec la Tunisie</p> <p>Contacts, pour l'instant informels, avec les partenaires officiels des collectivités territoriales (Ville de Cergy –ex. Sénégal-, Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise – ex. Bénin-, Conseil général du Val d'Oise – ex. Chine-)</p>	<p>Économie</p>
<p><b>CLERMONT 1</b></p> <p>1489 étudiants originaires des PED, soit 58% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Accueil de doctorants en économie du développement au CERDI (UMR Université CNRS). Programme d'accueil d'étudiants chinois sur l'ensemble des composantes avec un dispositif d'accueil adapté.</p> <p>Antennes délocalisées à l'étranger.</p> <p>Chine, Maroc, anciens pays du bloc de l'Est, Afrique équatoriale, Amérique du Sud</p>	<p>Essentiellement le secteur tertiaire</p>
<p><b>CLERMONT 2</b></p> <p>1075 étudiants originaires des PED, soit 61,18% de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>Réponse aux besoins ciblés des pays concernés : recherche, formation de professionnels adultes (Laos, Mali), harmonisation du LMD en Afrique du Nord, ingénierie civile.</p> <p>Laos, Mali, Afrique du Nord, Madagascar</p>	<p>Tourisme, géologie, biologie, philosophie, ingénierie civile, chimie.</p>
<p><b>CORSE</b></p> <p>693 étudiants originaires des PED, soit 90% des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Organisation de formations dans les universités partenaires, avec la possibilité de poursuite de cursus à l'Université de Corse (meilleure sélection des étudiants internationaux)</p> <p>Bassin méditerranéen</p>	<p>Management, informatique, tourisme.</p>
<p><b>EPHE</b></p> <p>140 étudiants originaires des PED, soit 32% de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>Les objectifs de l'EPHE pour le quadriennal 2006-2009 comprennent la mise en place de masters se caractérisant par une large ouverture internationale (près de 50% des étudiants étrangers en master 2005-2006 sont originaires des PED) ainsi que le développement de la coopération internationale de l'établissement, dans certaines régions prioritaires : pourtour méditerranéen (pays du Maghreb, Liban, Syrie, Egypte) et Moyen-Orient (Iran), région Asie-Pacifique (Chine, Vietnam, Cambodge) et, plus récemment, Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili).</p>	<p>Biologie et sciences de l'environnement (Afrique sahélo-soudanienne) ; géographie (Maghreb et Mauritanie) ; archéologie, histoire, philologie, sciences religieuses et plus généralement sciences sociales et humaines Moyen-Orient, Sud-Est</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>EPHE</b> (suite)	<p>Il convient de distinguer, dans l'appréciation de ce qui précède, les échanges (programmes de recherche conjoints, échanges d'enseignants-chercheurs, cotutelles de thèse..) déterminés par conventions avec les universités des zones définies comme prioritaires dans la stratégie de relations internationales de l'EPHE (Asie, pourtour méditerranéen), d'une part, et le recrutement des étudiants qui se fait de manière spontanée, d'autre part.</p> <p>Brésil, Gabon, Nigeria, Vietnam</p>	asiatique, Amérique latine)
<b>EVRY</b>  1528 étudiants originaires de PED ; soit 78,84% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité des pays africains)	<p>L'université met au cœur de son action la formation de formateurs :</p> <p>Promouvoir notre savoir-faire en ingénierie pédagogique des formations professionnalisantes</p> <p>Accueil des étudiants au niveau Master</p> <p>Appui au développement et à la recherche</p> <p>Argentine, Mexique, Chine, Vietnam Guinée, Mali, Congo</p>	
<b>GRENOBLE 1</b>  1573 étudiants originaires des PED, soit 69,97% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.	<p>L'UJF a une longue tradition de collaboration avec les pays en développement, mais selon les destinations et selon la période en question les objectifs ne sont pas les mêmes.</p> <p>Pendant longtemps notre politique a été élaborée surtout autour des actions d'ingénierie pédagogique ayant souvent pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la formation des formateurs</li> <li>- la mise en place de filières courtes professionnalisantes</li> <li>- une aide à l'équipement de laboratoires et de salles de travaux pratiques</li> </ul> <p>Plus récemment, cette approche s'est infléchi en faveur de nouvelles priorités et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les collaborations dans la mise en place de programmes de Master et d'écoles doctorales (ex. : Liban, Madagascar, Vietnam, Niger)</li> <li>- les activités de conseil pour l'adaptation du système de l'Education Nationale Supérieure du pays au modèle du LMD. (ex. : Mali, Algérie)</li> <li>- en même temps, notre politique générale s'est élargie par le développement de collaboration spécifique dans le domaine de la Recherche : co-tutelles de thèse, échanges entre équipes de recherche, montage de projet de recherche en commun.</li> </ul>	Toutes les composantes de l'UJF sont impliquées dans des collaborations avec des PED Il s'agit de partenariats ciblés avec tel ou tel pays ou zone géographique selon la discipline.

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>GRENOBLE 1</b> (suite)	<p>Ces actions ne sont pas conduites au niveau d'un pays mais avec des sites universitaires ou centres de recherche particuliers (ex. : IISc bangalore, Université Fédérale de Rio Grande de Sul – Porto Alegre, Université Jiao Tong de Shanghai). Cette approche fait partie du choix stratégique et scientifique de l'UJF de vouloir privilégier en matière de Recherche des collaborations avec d'autres pôles d'excellence dans le monde.</p> <p>Algérie, Maroc, Tunisie, Mali, Niger, Madagascar, Inde, Vietnam, Chine, Brésil</p>	
<b>GRENOBLE 2</b>  2392 étudiants originaires des PED, soit 69,6% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.	<p>Développement des filières délocalisées au niveau L pour centrer l'accueil <i>in situ</i> au niveau M et D            Mise en réseau des formations (niveau M) et développement des échanges « Sud-Sud »            Appui à la recherche en privilégiant les encadrements de thèses, si possible en cotutelles (formation des enseignants), en renforçant les écoles doctorales en local et les échanges d'enseignants-chercheurs.</p> <p>Méditerranée notamment Algérie / Maroc ; Afrique francophone ; Amérique latine ; Chine / Vietnam</p>	Droit, économie, gestion
<b>GRENOBLE 3</b>	<p>Vietnam : reconduction d'une politique de formation à la recherche jusqu'au doctorat.            Algérie : Ecole Doctorale Algéro-Française de français (EDAF) – création en 2004- pour reconstituer et diversifier le potentiel de docteurs algériens spécialistes de français. Le projet concerne le soutien aux enseignements de Magistère et la co-direction de thèses soutenues dans les universités algériennes -30 à 40 doctorants par année/session</p>	Sciences du langage, didactique et littérature
<b>LE HAVRE</b>  1045 étudiants originaires des PED, soit 16,35% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.	<p>L'université du Havre a inscrit comme priorités dans sa politique internationale la coopération avec des pays francophones, avec des pays asiatiques et avec des pays d'Amérique latine.            Concernant la Francophonie, l'université du Havre est membre fondateur (2001) de l'Association CEMUR – Coopération Europe Maghreb des Universités en Réseau.            Il a pour objectif de soutenir les initiatives de coopération bilatérale et multilatérale entre les pays du bassin méditerranéen : développement des formations de troisième cycle dans le domaine de la logistique, promotion de recherches communes et développement des directions de thèses en co-tutelle.            En direction de l'Asie, un des axes majeur de la coopération internationale concerne les coopérations dans le cadre du consortium Global University 8</p>	Disciplines du réseau CEMUR et U8 : Logistique globale, affaires maritimes, gestion et management, technologies de pointe.

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>LE HAVRE</b> (suite)</p>	<p>Les 8 universités ont signé un accord inter universitaire de coopération multilatérale dans les domaines de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gestion administrative - pour la mutualisation des pratiques,</li> <li>- l'éducation – pour accroître la mobilité étudiante et enseignante entre les universités membres et pour favoriser la mise en place de programmes communs de formation et la diplomation conjointe</li> <li>- la recherche pour la mobilité des chercheurs et pour des projets de recherche conjoints.</li> </ul> <p>CEMUR – Coopération Europe Maghreb des Universités en Réseau (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie) Chine, Corée</p>	
<p><b>INP GRENOBLE</b>  556 étudiants originaires des PED, soit 51% de l'ensemble des étudiants étrangers., dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Développement d'actions intégrées formation-recherche avec des niveaux ajustés aux niveaux et besoins des partenaires : formation de formateurs, montage de diplômes d'ingénieurs et de masters, recherche conjointe et création de laboratoires communs</p> <p>Asie du Sud-Est : Vietnam, Thaïlande Amérique latine : Mexique, Brésil, Chili Chine, Inde</p>	
<p><b>INP TOULOUSE</b>  445 étudiants originaires de PED, soit 72,12% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Objectifs : développement de partenariats recherche ; développement d'échanges d'étudiants ; assurer la mobilité internationale obligatoire de nos élèves ingénieurs ; aider au développement à long terme. Méthodes : développement de réseaux, séminaires, conférences, professeurs invités ; appels d'offres Poursuite de partenariats solides et anciens en recherche et formation</p> <p>Maghreb, Cuba, Thaïlande, Vietnam Développement avec des zones géographiques soutenu par des chargés de mission de zones géographiques (Asie du Sud-Est et Chine, Amérique latine et la sous-région d'Afrique centrale)</p>	<p>Agronomie, chimie, génie chimique, matériaux, génie des procédés, génie industriel, génie électrique, électronique, informatique, hydraulique/mécanique des fluides, télécommunications et réseaux</p>
<p><b>LILLE 1</b>  3357 étudiants originaires des PED, soit 85% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Les partenariats avec ces pays ont pour but l'élargissement du vivier de recrutement de nos étudiants, notamment aux niveaux Master et Doctorat et la mise en place des doubles diplômes. Des partenariats type recherche seront établis avec certaines universités, notamment dans le cadre des co-tutelles de thèse. On peut citer les Universités chinoises partenaires: Tsinghua et Wuhan (mathématiques, mécaniques), Tongji (géologie, acoustique) et Hohai (Génie civil). Des actions complémentaires à Shanghai sont prévues dans le domaine des nanotechnologies.</p>	<p>Ingénierie, Sciences</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>LILLE 1</b> (suite)</p>	<p>Les Institutions indiennes soutenues par la politique de l'USTL concernent les IIT (Instituts Indiens de Technologies) à Bombay et Delhi (en Physique atmosphérique) à Kharagpur (en automatisme), l'Université de Pune et NCL (National Chemistry laboratory) en Chimie et IISc (Instituts Indiens de Sciences) de Bangalore (en nanotechnologies). En Amérique du Sud, l'USTL est déjà impliquée dans les projets <i>Ecos-Sud</i> concernent les formations doctorales avec l'Université Centrale du Venezuela à Caracas en mécanique et matériaux, <i>l'Ecos-Nord</i> avec le Mexique (Biologie, Paléontologie, Mécanique) et avec le Brésil (Management, Informatique, Mécanique, Biologie). L'accent sera porté sur l'institutionnalisation de ces partenaires d'Amérique du Sud afin d'amplifier les échanges comme décrits dans les objectifs.</p> <p>Avec les pays maghrébins, subsahariens et du proche orient, dont les ressortissants constituent la majorité des étudiants internationaux accueillis à l'USTL. Les actions vers ces pays ont comme priorité de structurer l'accueil de ces étudiants, d'améliorer la qualité de la formation des cadres à travers des programmes de thèses, la délocalisation des diplômes, l'ingénierie pédagogique avec la mise en place du LMD et l'aide à la mise en place des activités de recherche.</p> <p>Des actions fortes ont été engagées avec la Chine (Shanghai, Harbin, Wuhan, Nankin, Pékin), l'Inde (Pune, Bangalore, Kharagpur, Bombay), la Corée (Séoul) et certains pays d'Amérique latine (Brésil, Venezuela, Mexique). Un intérêt particulier sera accordé également à la structuration des liens établis avec les pays maghrébins et subsahariens.</p>	<p>Ingénierie, Sciences</p>
<p><b>LILLE 2</b></p> <p>1734 étudiants originaires des PED, soit 72% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une minorité des pays africains.</p>	<p>Stratégie double : coopération sur le fond et soutien aux structures/administrations.</p> <p>Remarque : privilégient les espaces de la francophonie.</p> <p>Développer des projets de coopération dans les domaines de la formation, de l'enseignement, de la recherche, des soins et du management hospitalier et universitaire dans certains cas.</p> <p>Soutien à la structuration des établissements partenaires.</p> <p>Liban, Syrie, Égypte, Maroc, Algérie, Tunisie Sénégal, Togo Laos, Vietnam, Cambodge Argentine, Brésil, Chili, Équateur, Mexique, Pérou.</p>	<p>Médecine, pharmacie, chirurgie dentaire</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>LILLE 3</b></p> <p>1120 étudiants originaires de PED, soit 62% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Etendre et systématiser les partenariats institutionnels afin de :</p> <p>1) Conforter des pôles de formation d'excellence régionaux ; 2) Assurer une expertise en matière de capacités scientifiques et promouvoir les co-tutelles de thèses ; 3) Participer au montage de formations, notamment au niveau Master et doctorat internationaux ; 4) Développer des réseaux thématiques internationaux ; 5) Faciliter la mobilité des étudiants et des chercheurs</p> <p>Pays du Maghreb, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal, Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Pérou, Uruguay, Chine, Mongolie, Vietnam</p>	<p>Arts et pratiques culturelles ; Philosophie ; Communication Documentation ; Histoire ; Langues et Didactique des langues, plus particulièrement le FLE ; Psychologie</p>
<p><b>LIMOGES</b></p> <p>1498 étudiants originaires de PED, soit 84,4% de l'ensemble des étudiants étrangers</p>	<p>Dans un souci de promouvoir la francophonie et dans un contexte d'internationalisation des formations, l'Université de Limoges souhaite promouvoir un modèle francophone de gouvernance auprès de ses partenaires du Sud. L'objectif est de garantir son attractivité en limitant les ruptures de modèles mais aussi de dépasser la logique traditionnelle d'aide et d'assistance :</p> <p>Accompagner les établissements dans une démarche de modernisation, Professionaliser les filières Améliorer des capacités de gestion et d'organisation</p> <p>Burkina Faso, Bénin</p>	<p>Toutes disciplines</p>
<p><b>LYON 1</b></p> <p>2819 étudiants originaires de PED ; soit 80,8% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une large majorité d'Afrique.</p>	<p>En partenariat avec la Région Rhône-Alpes qui a défini des priorités. L'UCBL1 a participé aux opérations de communication à travers les salons EDUFRANCE en CHINE, au BRESIL et en INDE. Les retombées se sont fait sentir rapidement en particulier avec la CHINE (Programme ARCUS, Opération MS211 qui sont venu accompagner des acteurs qui existaient déjà de longue date. Dans le domaine de la santé, nous avons favorisé une politique de filière santé francophone dans les autres pays d'Asie (CAMBODGE LAOS) soit par l'intermédiaire des missions d'enseignement soit en accueillant au CHU de Lyon des futurs spécialistes médicaux de ces Régions. La délocalisation des diplômés au sein d'Universités vietnamiennes à travers l'AUF (Consortium Asie Pacifique) est en cours de validation. En ce qui concerne les pays d'Afrique Francophone nous poursuivons les actions en cours et en gérant les très nombreux étudiants en provenance de ces pays.</p> <p>Liban, Maroc, Tunisie, Cameroun, Madagascar Cambodge, Laos, Chine Brésil, Mexique</p>	<p>Santé Sciences du sport Informatique- Physique Chimie Sciences financières (Actuariat)</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>LYON 2</b></p> <p>2976 étudiants originaires de PED ; soit 66% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>L'université n'a pas une stratégie spécifique de coopération avec les PED dans leur ensemble mais avec certains d'entre eux.</p> <p>Mise en place de filières délocalisées en sciences économiques et droit.</p> <p>Programme de formation de docteurs en lettres.</p> <p>Cambodge, Vietnam et Algérie.</p>	<p>Sciences économiques, Droit et Lettres.</p>
<p><b>LYON 3</b></p> <p>2826 étudiants originaires de PED ; soit 66,8 % de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Coopération au niveau de la recherche (co-tutelles de thèse) afin de former des enseignants dans les pays concernés</p> <p>Mise en place de diplômes délocalisés</p> <p>Pourtour méditerranéen, Viet Nam, Laos, Cambodge, Amérique latine</p>	<p>Droit, Gestion, Lettres</p>
<p><b>MARNE LA VALLEE</b></p> <p>1242 étudiants originaires de PED ; soit 78 % de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité d'Afrique</p>	<p>L'université souhaite développer plus particulièrement son attractivité par les Masters qu'elle propose avec une prévalence dans les domaines scientifiques et cela plutôt en direction singulièrement de la Chine.</p> <p>Concernant la Recherche, les laboratoires développent normalement les relations internationales dans leur champs d'activités scientifiques (relations individuelles et relations institutionnelles entre laboratoires). Dans certains cas, ces relations donnent lieu à des relations institutionnelles entre universités. Les pays visés sont ceux de l'Amérique du Sud, de l'Asie et plus particulièrement pour le laboratoire de SIG ceux de l'Afrique</p> <p>Amérique latine Chine</p>	<p>Disciplines scientifiques</p>
<p><b>METZ</b></p> <p>1323 étudiants originaires de PED ; Soit 68% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>En ce qui concerne l'Asie, l'Université Paul Verlaine-Metz a décidé de favoriser la collaboration scientifique, le développement de cotutelles et la mise en place de formations bi-nationales (Chine) Pour l'Amérique du Sud, notre établissement s'attache actuellement à développer la coopération scientifique par la mise en place de cotutelles de thèse. Il est prévu, dans un deuxième temps, d'établir des cursus double diplôme, niveau master.</p> <p>L'Université Paul Verlaine-Metz, excepté des travaux de recherche communs avec le Maroc, tente d'aider les pays du Maghreb et d'Afrique Subsaharienne dans le domaine de la formation.</p> <p>Chine Inde – Vietnam – Brésil –Argentine –Chili – Cuba –Venezuela –Algérie –Maroc –Mali –RDC</p>	<p>Mathématiques (Algérie) –Sociologie –Histoire – Géographie Optoélectronique, (Fès au Maroc).</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>MONTPELLIER 1</b></p> <p>2399 étudiants originaires de PED; soit 72,45% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une forte majorité du Maghreb.</p>	<p>Dans le secteur Santé, la stratégie est commandée par la spécificité médicale : accueil et envoi d'étudiants en formation, faibles échanges en professeurs, liens forts en domaines de spécialités d'où la volonté d'un développement accru de mobilités étudiantes, appui à la création de filières.</p> <p>Dans le secteur SHS : développement de cotutelles, délocalisation de formations, appui aux filières francophones, mise en place de Recherches communes entre laboratoires.</p> <p>Programme CAMES</p> <p>Amérique latine Arménie, Azerbaïdjan Roumanie, Moldavie</p>	<p>Toutes disciplines</p>
<p><b>MONTPELLIER 3</b></p> <p>3433 étudiants originaires des PED, soit 60% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>La politique de notre université est centrée sur l'Amérique latine où trois masters sont en cours d'implantation (Master Etudes Culturelles, Master Psychologie Clinique et psychopathologie du Sportif et Master Pro Documentation), en Afrique avec un développement des coopérations très importants vis-à-vis des universités du Maghreb, et l'implantation de trois masters (Master international d'entomologie médicale et vétérinaire au Bénin et d'un master II en Gestion stratégique des Ressources Humaines plus un master d'écotourisme au Gabon), en Asie avec l'implantation d'une licence et d'un master AES à Shanghai assortie d'une mobilité étudiante dans les deux sens.</p> <p>Amérique latine, Afrique : développement de coopérations très important vis-à-vis des universités du Maghreb ainsi qu'au Bénin et au Gabon, en Asie notamment la Chine et la Thaïlande</p>	<p>Documentation, AES, Géographie, Ecotourisme, Etudes culturelles hispano-ibériques, LLCE Chinois</p>
<p><b>MULHOUSE</b></p> <p>609 étudiants originaires des PED, soit 62% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains. 60% des chercheurs invités sont originaires de PED</p>	<p>Dans le cadre du contrat quadriennal, en accord avec les universités de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace a entrepris de développer des actions ciblées en direction des pays de la francophonie, et plus spécifiquement de l'Algérie, qui nous apporte traditionnellement un contingent important d'étudiants-chercheurs de grande qualité . La Roumanie s'est également affirmée comme un partenaire privilégié, pour la qualité des échanges scientifiques, notamment dans le secteur des lettres et celui des sciences économiques et juridiques. La Turquie a conclu le premier accord ERASMUS avec notre établissement. Des actions ciblées ont également été mises en place avec des universités partenaires chinoises.</p>	<p>Mathématiques et Physique Chimie Textile (Mécanique et Science des fibres) Sciences sociales Littérature comparée Langues</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>MULHOUSE</b> (suite)	Ces actions concernent : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aide à l'ingénierie pédagogique (LMD) ; le développement de programmes de recherche et de colloques ou universités d'été sur des thématiques partagées ;</li> <li>- l'accueil de chercheurs et de personnels administratifs sur des périodes généralement courtes ;</li> <li>- l'encouragement des cotutelles de thèse ;</li> <li>- l'encouragement à la mobilité étudiante au niveau L3 ou M</li> </ul> Pays de la francophonie	
<b>NANCY I</b>  1615 étudiants originaires des PED, soit 80% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.	L'UHP répond aux diverses sollicitations et demandes de coopération des établissements situés dans les pays en développement. On trouvera dans la suite du questionnaire l'ensemble des partenaires. Mais l'UHP entend également éviter la dispersion de ses efforts et se concentrer sur quelques pays avec lesquels elle développe une coopération privilégiée (Chine, Maroc, Mexique, Vietnam) et sur des établissements avec lesquels cette coopération prend une forme intégrée et structurante, liant formation des étudiants, formation des enseignants, formations des docteurs et recherche, ingénierie pédagogique. Sur le plan des formations d'étudiants, même si, dans certains domaines, l'UHP est engagée dans l'exportation de formations professionnalisantes courtes (notamment par l'intermédiaire de ses IUT), la priorité reste aux niveaux masters et doctorats, en visant plus particulièrement l'articulation formation-recherche (notamment dans le cas de la coopération en médecine avec Wuhan). Les actions sont de diverses natures : Assistance aux pays dans la rénovation de leur système de formation ; Formation d'étudiants (délocalisées sur place et à Nancy sur le site de l'UHP), donnant, dans certains cas, délivrance de double-diplômes ; Formation d'étudiants et d'enseignants dans le cadre de filières francophones (filière créée à la Faculté de médecine de Wuhan, appui au consortium de filières francophones (AUF) au Vietnam, en médecine et santé publique ; Accueil d'étudiants étrangers en stages ; Séjour, dans ces établissements partenaires, d'étudiants français, pour une période d'études ou en stages ; Accueil et formation d'enseignants, échanges pédagogiques, stages de formations ; Formations doctorales, thèses en co-tutelles ; Encadrement de chercheurs post-doctoraux ;	Médecine sciences de l'ingénieur santé publique sciences de l'environnement

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>NANCY 1</b> (suite)	Formation de chercheurs ; Projets de recherche conjoints et publications communes ;Participation à des réseaux thématiques de recherche (notamment Mexique) Chine, Maroc, Mexique , Vietnam	
<b>NANCY 2</b>  1486 étudiants originaires des PED, soit 62% de l'ensemble des étudiants étrangers.	L'Université Nancy 2 est membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie et accueille régulièrement dans le domaine de la gestion en particulier des étudiants vietnamiens ayant une bourse de l'AUF. Les relations interpersonnelles fortes sont soit liées à une coopération ancienne (Gabon, Brésil), soit à la nationalité de l'enseignant porteur du projet à Nancy 2 (Nigeria) Stratégie liée soit à la Francophonie (notamment pour le Vietnam) soit à une coopération ancienne entre universités	Gestion et droit
<b>NANTES</b>  2155 étudiants originaires des PED, soit 64,35% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.	L'Université de Nantes a fait de l'ouverture vers l'international l'un des axes majeurs de sa politique. Les actions qu'elle mène tiennent compte des enjeux européens et internationaux dans la formation supérieure. L'objectif est de faire de l'Université de Nantes une université ouverte, de dimension européenne, notamment par le soutien à la francophonie et des formations supérieures des pays émergents d'Asie, Amérique du Sud et Europe de l'Est, en particulier en particulier par la délocalisation de formations	L'Université de Nantes s'attache à internationaliser l'ensemble de ses formations. L'Université de Nantes étant pluridisciplinaire, toutes les disciplines sont concernées par le développement de ces échanges internationaux. Le Français Langue Etrangère occupe une place particulière dans ce dispositif compte tenu de la politique de soutien à la francophonie développée par l'Université de Nantes
<b>NICE</b>  2810 étudiants originaires des PED, soit 65,7 % de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.	Plus qu'une stratégie de coopération à proprement parler, il s'agit pour l'essentiel de réponses particulières et disciplinaires. Néanmoins, l'Inde, le Brésil, l'Europe de l'Est et les pays de la rive sud de la Méditerranée composent (outre les pays de l'UE et de l'AELE) les zones géographiques privilégiées par l'établissement Asie : Cambodge, Inde, Chine, Vietnam, Thaïlande, Malaisie, Philippines, Turkménistan, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan. Amérique latine : Brésil, Cuba, Argentine, Mexique, Colombie, Haïti. Afrique : Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Madagascar.	Les Sciences économiques, le Droit, la Médecine, les Mathématiques, l'Informatique, l'Electronique, les Sciences humaines

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>NOUVELLE CALEDONIE</b></p> <p>67 étudiants originaires de PED ; soit 6,3 % de l'ensemble des étudiants étrangers (la plupart originaires de pays de la région proche).</p>	<p>Vanuatu : L'UNC est associée au Groupe d'Etudes et de Prévisions Internationales (GEPI) placé sous l'autorité du haut-Commissaire. Le GEPI coordonne l'ensemble des actions de la France en faveur de ce pays. L'UNC y intervient pour la partie Enseignement Supérieur (convention 2002 ; partenariat Gouvernement du Vanuatu, Ambassade de France, Adecap). La coopération porte également sur la mise en place du Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU) et l'accueil d'étudiants ni-vanuatais dans la résidence internationale de l'UNC. En 2006, 147 étudiants ni-vanuatais sont inscrits à l'UNC (76 en DAEU à Port Vila ; 71 en LMD ou Doctorat à Nouméa). Au niveau de la recherche, ce partenariat s'opère à travers des travaux de recherche collaboratifs conduits par les enseignants-chercheurs de l'UNC et du Vanuatu, sur des sujets d'intérêt pour les deux pays.</p> <p>Fidji : Un protocole d'accord et une convention d'échange d'étudiants tripartites (avec le centre IRD de Nouvelle-Calédonie) a été signé en juin 2003 avec l'Université du Sud Pacifique (USP). Il prévoit l'échange réciproque de 3 étudiants par an et une collaboration en matière de recherche. A ce jour, seule cette dernière est effective.</p> <p>Viet Nam : Université de Van Lang. Un accord d'échange tripartite (avec l'AUF), en date de 2004, prévoit la mobilité étudiante, sans limite de nombre. Pas de coopération sur la recherche. 1 étudiante calédonienne a effectué un séjour dans cette université.</p> <p>Wallis et Futuna : Pas de cadre de coopération (tout comme pour l'Université de la Polynésie française) mais des échanges liés à la recherche</p>	<p>Toutes disciplines.</p>
<p><b>ORLEANS</b></p> <p>2205 étudiants originaires des PED, soit 80,9 % de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>Une stratégie volontaire avec certains partenariats que l'on cherche à maintenir en terme de qualité</p> <p>Une politique bienveillante pour les autres partenariats non encore intensifs</p> <p>Dans tous les cas, l'Université essaie de se synchroniser avec les institutions (Région, Mairie..)</p>	<p>Economie, Géographie, Mathématiques, Gestion, Chimie, Biologie</p>
<p><b>PARIS 1</b></p> <p>4007 étudiants originaires de PED ; soit 30,27% de l'ensemble des étudiants étrangers ; dont une majorité des pays africains.</p>	<p>EUROMED : élargir le dialogue Méditerranée France-Maghreb à l'échelle du partenariat Europe-Pays du Sud et Est Méditerranéen</p> <hr/> <p>Partenariat EUROMED : bassin méditerranéen - Action CONDAMINE / CHAIRE DES AMERIQUES : Amérique latine.</p>	<p>Géographie</p> <p>Aménagement et développement économique</p> <p>Tourisme Histoire</p> <p>Archéologie</p> <p>Sciences politiques / Droit</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>PARIS 2</b></p> <p>1583 étudiants originaires de PED ; soit 9,35% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité d'Afrique/Moyen-Orient.</p>	<p>L'Université Paris II a, depuis de nombreuses années, institutionnalisée des liens de coopération avec des universités dans des pays en développement avec pour objectif de diffuser et maintenir la culture juridique française dans le monde et de former des économistes et des journalistes francophones.</p> <p>Différents pays de l'Amérique latine ; Egypte (le Caire), Liban, Syrie, Chine, Vietnam</p>	<p>Toutes disciplines.</p>
<p><b>PARIS 3</b></p> <p>2822 étudiants originaires de PED ; soit 54,4% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>En raison de l'importance de l'activité dans le champ de la francophonie, Paris 3 a jugé nécessaire de se doter, dans le cadre du service des relations internationales, d'une mission à la francophonie. Cette mission est chargée d'étudier, de lancer et/ou soutenir tout projet de développement de formations universitaires ou de recherches ayant pour langue de travail le français.</p> <p>La mission a ainsi développé, en liaison avec l'AUF, des projets avec des Instituts ou des Centres de formation ou de recherche situés dans des zones non francophones, mais dont le français est la langue de travail, notamment au Moyen-Orient.</p> <p>Moyen-Orient et pays de la zone AUF, Amérique latine (IHEAL).</p>	<p>Didactique du français langue étrangère (DFLE), Littérature française et latine, Littérature générale et comparée, études théâtrales, E-learning.</p>
<p><b>PARIS 4</b></p> <p>1583 étudiants originaires de PED ; soit 33,6% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité des pays africains.</p>	<p>Développement d'accords avec les pays francophones</p> <p>Volonté de se positionner auprès de l'Inde, pays émergent très important.</p> <p>Pays de la zone francophone : Maroc, Vietnam, Laos, Cambodge, Liban Inde</p>	<p>Langue française, Géographie, Histoire, langues étrangères</p>
<p><b>PARIS 5</b></p> <p>5252 étudiants originaires de PED ; soit 77,65% de l'ensemble des étudiants étrangers</p>	<p>Disciplines – recrutement</p> <p>Chine- Vietnam</p>	<p>Amérique latine : SHS Asie : Santé</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>PARIS 6</b></p> <p>5313 étudiants originaires de PED ; soit 20% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité de pays africains)</p>	<p>Aide au développement de programme de formation (délocalisation / montage de master et structuration d'écoles doctorales)</p> <p>Aide à l'organisation et au fonctionnement des structures d'enseignement supérieur</p> <p>Argentine, Chili, Brésil, Vietnam, Liban, Syrie, Ukraine et Palestine</p>	<p>Toutes disciplines</p>
<p><b>PARIS 7</b></p> <p>1200 étudiants originaires des PED, soit 25% de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>Avec l'appui d'initiatives individuelles de nombreux enseignants/chercheurs convaincus de l'intérêt des coopérations avec les pays en développement, nous voulons construire une université plus compétitive, attractive et reconnue. Notre stratégie s'articule autour des 3 axes fondamentaux : I – Le développement de la mobilité des étudiants et des enseignants entrants. II – Le développement des accords de coopération avec les pays en développement. III - : Le montage des programmes en répondant des appels d'offre de la Commission Européenne concernant les pays en développement .</p>	<p>Sciences, sciences sociales et santé</p>
<p><b>PARIS 8</b></p> <p>5 656 étudiants originaires des PED, soit 77,81% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont la majorité des pays africains.</p>	<p>L'UP 8 a décidé de participer systématiquement aux salons d'étudiants à l'étranger, lorsqu'un financement de la Région Ile de France peut nous être assuré.</p> <p>Également pour les raisons financières, l'UP 8 coordonne et participe à la réalisation de programmes TEMPUS MEDA, politique européenne de voisinage, notamment en direction des pays indiqués ci-dessus.</p> <p>Enfin, l'UP8 participe aux réseaux des travaux du Haut Conseil de la coopération franco-algérienne.</p> <p>Participation aux semaines d'enseignement supérieur français au Brésil, en Argentine, au Chili et en Inde.</p> <p>Participation aux programmes TEMPUS-MEDA : Maroc-Algérie-Tunisie-Autorités Palestiniennes</p>	<p>Modernisation de la gestion des universités algériennes – masters en sociologie et philosophie, études féminines</p>
<p><b>PARIS 9</b></p> <p>Environ 500 étudiants originaires des PED, soit environ 30% de l'ensemble des étudiants étranger.</p>	<p>À partir de coopérations minimales dans un premier temps, l'université a élaboré des stratégies plus ambitieuses avec des implantations locales.</p> <p>Algérie, Côte d'Ivoire, Egypte, Liban, Maroc, Sénégal, Syrie, Tunisie, Vietnam</p>	<p>Gestion, économie, mathématiques, informatique</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>PARIS 10</b></p> <p>3411 étudiants originaires de PED, soit 64% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité originaire des pays africains.</p>	<p>Axe de développement des coopérations universitaires et scientifiques avec la Chine, le Brésil, le Chili. L'Université Paris X appartient, en tant que membre fondateur aux collèges doctoraux franco-chinois, franco-brésilien, franco-chilien. Développement des échanges avec l'Inde, participation au salon Edufrance en Inde (février 2007). Première convention signée avec l'Université indonésienne de Diponegoro dans le cadre d'un double cursus en géographie. 11 universités partenaires chinoises, 13 universités partenaires avec le Brésil, etc.</p> <p>Europe centrale, Amérique du Sud, Asie, Afrique avec axes de priorité pour la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Indonésie</p>	<p>Toutes disciplines</p>
<p><b>PARIS 11</b></p> <p>3701 étudiants originaires de PED ; soit 77,7% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité des pays africains).</p>	<p>Nous recherchons des partenariats allant au-delà des mobilités individuelles, et assurant le continuum formation-recherche. Soit en installant des doubles diplômes, surtout au niveau Master, soit des diplômes externalisés devant tendre vers des doubles diplômes, soit des partenariats de Master débouchant sur des thèses en cotutelle. Dans tous les cas, nous privilégions la thèse en cotutelle, en particulier dans le cadre des Collèges Doctoraux</p> <p>Chine, Malaisie, Liban, Algérie (doubles Masters) Vietnam (diplômes externalisés) Pérou, Tunisie, Cameroun, Brésil, Chili (cotutelles de thèses)</p>	<p>Mathématiques, Biologie, Droit-économie-gestion Physique, Chimie, Chimie physique, Informatique, Sciences de la Terre</p>
<p><b>PARIS 12</b></p> <p>3273 étudiants originaires de PED, soit 84% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont la majorité originaire des pays africains.</p>	<p>Depuis sa création en 1970, l'université Paris 12, multidisciplinaire, a toujours accordé une place importante à des stratégies de coopération avec les pays en développement notamment avec les pays d'Afrique francophone. Elle a contribué au développement de nombreuses universités dans des pays d'Afrique francophone et particulièrement à la professionnalisation de ces établissements, notamment avec la création d'établissement de type IUT à Dakar et de projets dans le domaine des littératures francophones, de biologie animale et végétale et de médecine. Cette tradition a été reconduite lors de l'ensemble des contrats quadriennaux depuis 1991 et étendue aux disciplines de gestion, de sciences, d'éducation et de sciences et activités sportives. Un appel d'offre interne sur projets a ainsi permis de soutenir des projets destinés à internationaliser la formation et la recherche.</p>	<p>En Afrique : Sciences, médecine, littérature comparée, économie, gestion</p> <p>En Amérique latine : sciences de l'éducation, management de l'éducation, urbanisme, gestion</p> <p>En Chine : administration, gestion, Au Vietnam : médecine, gestion, urbanisme (en cours d'exploration)</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>PARIS 12</b> (suite)</p>	<p>Dès les années 90, un réseau d'universités latino américaines et caribéennes s'est développé en sciences de l'éducation visant à développer des doubles diplômes de niveau M et à organisation des colloques (réseau Reford).</p> <p>Des recherches dans le domaine de l'urbanisme ont permis de former de nombreux docteurs latino-américains. En Asie, dès le début des années 90, une stratégie de coopération avec le Vietnam a été développée, en commençant par la médecine, la biologie végétale, puis avec la participation à des filières francophones de l'AUF accumulant ainsi un capital d'expérience suffisant pour se positionner sur les Pôles universitaires de français (PUF) et exporter une filière de formation porteuse, l'expertise économique et la gestion de projets internationaux.</p> <p>Par ailleurs, dans la mouvance du développement du marché chinois, notre université a suivi le développement de programmes d'accueil d'étudiants chinois proposés par des composantes soucieuses d'augmenter leur attractivité. L'ensemble de ces actions individuelles mais fortement coordonnées et valorisées au niveau de l'établissement nous conduit maintenant à être capables de se poser des questions politiques au niveau global de l'établissement et de partir de là pour construire des projets : quelle politique de recrutement international des étudiants en provenance des pays en développement, quels parcours internationaux de formation et quelle mobilité sortante souhaitons-nous, à quel niveau L, M et D. Ce n'est que par cette réflexion que l'on pourra véritablement parler de stratégie internationale et de différenciation selon les zones géographiques</p> <p>Afrique francophone, pays de la Caraïbe, Chine, Vietnam</p>	
<p><b>PARIS 13</b></p> <p>4126 étudiants originaires de PED ; soit 88% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité des pays africains, y compris Maghreb et Madagascar).</p>	<p><b>Afrique subsaharienne et Madagascar :</b> mise en place de formations DUT, LP, Masters</p> <p>Maghreb : mise en place de formations DUT, LP, Masters coopération recherche et formation d'enseignants- chercheurs (doctorants)</p> <p>Amérique latine : principalement relations recherche, formation d'enseignants- chercheurs (doctorants), quelques mises en place (ou soutien à la) de formations de DUT</p>	<p>Toutes disciplines</p> <p>Coopération plus importante pour les laboratoires ayant un plus grand poids dans l'université ;</p> <p>Spécialités de l'enseignement pour les IUT.</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>PARIS 13</b> (suite)	<p><b>Chine</b> : Depuis 2000, programme spécifique d'accueil d'étudiants chinois (niveau Bac +3, Bac+4) dans le cadre d'une formation au français donnant lieu à la délivrance d'un Diplôme d'université « français pour étudiant étranger » et à l'issue duquel les étudiants peuvent intégrer une formation de Paris 13. Echanges d'étudiants, formations conjointes, formations délocalisées, co-tutelles, coopération recherche</p> <p><b>Amérique latine</b> : Le comité de coopération universitaire COFECUB (Brésil) est présidé par un enseignant-chercheur de l'UP13 et hébergé à l'UP13. Les comités ECOS NORD, ECOS SUD (Amérique latine) sont hébergés à P13.</p> <p>Cameroun, Chine, Vietnam</p>	
<b>PAU</b>  626 étudiants originaires de PED ; soit 57% de l'ensemble des étudiants étrangers	<p>Coopération scientifique (accueil d'enseignants-chercheurs, colloques) Cours et mise en place de co-diplômes et notamment de masters conjoints.</p> <p>Cuba, Mexique Venezuela, Colombie, Équateur, Chili Burundi, Burkina Faso Chine, Vietnams</p>	<p>Mathématiques, aménagement du territoire et collectivités territoriales, management, sciences et technologies industrielles, français (francophonie), ingénierie pétrolière.</p>
<b>PERPIGNAN</b>  2562 étudiants originaires de PED ; soit 84,19% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité des pays africains).	<p>L'université a développé depuis de nombreuses années pour des raisons qui tiennent à des spécialisations de ses laboratoires et EA et à l'orientation de certains de ses diplômes, particulièrement à son Master de droit, mention droit comparé, spécialité droit musulman, des relations fructueuses et très sensibles en termes de populations étudiantes avec les pays du sud de la Méditerranée, au premier chef avec les pays du Maghreb mais aussi avec les pays d'Afrique francophone et plus récemment avec la République des Comores.</p> <p>S'agissant de ce dernier cas l'UPVD a fourni à l'Université des Comores une expertise en engineering universitaire. Ces dernières années l'UPVD a du faire face, comme l'ensemble des universités françaises, à la demande des pays d'Asie, particulièrement de la Chine, elle s'attache à contrôler et réguler les flots en liaison avec de grands réseaux (AUF), par des accords bilatéraux avec des universités partenaires.</p> <p>Politique récente vers le Sud de la Chine et le Sud-Est asiatique Syrie, Liban, Maghreb Afrique francophone</p>	<p>Droit comparé Tourisme Économie Environnement (énergie solaire)</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>POITIERS</b></p> <p>3 088 étudiants originaires des PED, soit 78,38% de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>Appuyer fortement les échanges avec les pays émergents (Chine, Inde, Brésil) en augmentation constante</p> <p>Maintenir les liens traditionnels avec les pays francophones en développement</p>	
<p><b>REIMS</b></p> <p>89,5% des étudiants étrangers sont originaires des PERD.</p>	<p>L'Université s'engage dans une politique d'appui à la constitution de capacités scientifiques locales (accompagnement pédagogique en Licence et Master) et d'insertion dans les réseaux de formation et de recherche internationaux en Algérie (projet en discussion avec l'Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou – pour la création d'une école doctorale en statistiques, pour la mise en place de formations en data mining - licence professionnelle et pour favoriser l'échange d'étudiants et d'enseignants-chercheurs ; avec l'Université de Batna pour poursuivre le partenariat en recherche et formation électrotechnique, électronique et automatique en cours et l'ouvrir à d'autres disciplines), au Maroc (avec l'Université de Marrakech pour un partenariat formation et recherche en sciences exactes et naturelles, en sciences économiques et en médecine). Des co-tutelles internationales de thèses sont également mises en place comme première étape décisive pour favoriser la mobilité et créer des collaborations renforcées (Tunisie, Maroc, Algérie).</p> <p>L'Université a développé des partenariats formation et recherche avec certaines universités des pays du Maghreb (Algérie, Tunisie et Maroc)</p>	<p>Electronique, automatique, électrotechnique, archéologie, conditionnement et emballage, chirurgie dentaire</p>
<p><b>RENNES 1</b></p> <p>1807 étudiants originaires des PED, soit 78,87% de l'ensemble des étudiants étrangers.</p>	<p>Globalement cette stratégie vise à mettre en place des coopérations structurantes, ayant un impact durable sur les universités partenaires. Pour y parvenir ; il est recherché dans la mesure du possible, de concentrer les actions et les moyens sur des établissements ciblées, afin de parvenir aux effets de synergie souhaités. La concertation avec les politiques locales (Région, départements, communautés urbaines) peut se révéler pertinente dans la réalisation de ces objectifs. Cette approche s'applique tout particulièrement avec les pays pour lesquels intervient une notion d'aide et de soutien. L'approche sur l'Inde, la Chine et l'Amérique latine est quelque peu différente.</p>	

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>RENNES 1</b> (suite)	<p>Tout en maintenant le concept de concentration des actions sur quelques partenaires, la pratique de la coopération se rapproche plus de celle avec les pays développés notamment sous les aspects apports réciproques en recherche et possibilités d'accueil dans les pays partenaires pour les étudiants et jeunes chercheurs. Dans les deux cas il en est aussi attendu des retombées sur l'Université en terme d'accueil de jeunes chercheurs et doctorants ainsi que d'étudiants étrangers de qualité.</p> <p>Pays d'Afrique francophone et Madagascar, Maghreb, Liban, Chine, Vietnam, Inde, Brésil, Mexique, Argentine, Chili, Venezuela</p>	
<b>RENNES 2</b>  951 étudiants originaires de PED ; soit 53% de l'ensemble des étudiants étrangers	<p>Le développement d'une politique de coopération internationale s'inscrit dans la durée. Aussi, les axes stratégiques sont-ils inscrits dans le pré-projet du contrat d'établissement 2008-2011 permettront de consolider les grandes orientations du précédent contrat tout en ouvrant de nouvelles perspectives en phase avec les orientations du MENESR. Il s'agira donc de valoriser la formation et la recherche par la coopération européenne et internationale à travers la mise en valeur des niveaux Master et Doctorat (collèges doctoraux, co-tutelle et co-direction de thèse, cursus intégrés, diplômes conjoints, formations délocalisées, etc.).</p> <p>L'université Rennes 2 souhaite mettre l'accent sur les coopérations qui représentent des partenariats potentiels dans la réponse aux appels d'offre (Commission Européenne, ANR, AUF, MAE) et qui permettront de valoriser les domaines d'excellence de l'établissement.</p> <p>Algérie, Maroc, Tunisie, Liban, Syrie, Brésil, Chine, Vietnam, Inde</p>	Sciences Humaines et Sociales, Langues, Activités Physiques et Sportives
<b>SAVOIE</b>  747 étudiants originaires de PED, soit 6,5% de l'ensemble des étudiants étrangers, dont une majorité originaire des pays africains.	<p>Mise en place de double diplôme (République Dominicaine en droit), aide à la mise en place d'une formation d'ingénieur en Syrie (programme Tempus), projet d'un master en économie au Maroc (Tempus), projet d'un master en protection et gestion des milieux de montagne avec la Colombie.</p> <p>Accueil de doctorant en cotutelle avec l'aide de la Région Rhône-Alpes (Chine, Liban, Vietnam) dans le cadre de son programme MIRA (Mobilité Internationale Rhône-Alpes).</p> <p>Valorisation de la recherche et transfert de technologie avec la Chine (programme ARCUS) échange d'enseignants (pays ci-dessus plus Moldavie).</p> <p>Mobilité étudiante avec préparation à la mobilité dans le pays d'origine (Chine) en collaboration avec l'Université de Saint-Etienne et de Poitiers</p>	Gestion, droit, mathématiques, sciences de l'ingénieur, tourisme, économie, géographie

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<b>SAVOIE</b> (suite)	Chine, Haïti, République Dominicaine, Liban, Colombie, Maroc, Moldavie, Vietnam, Syrie, Maroc	
<b>SCIENCES PO PARIS</b>  867 étudiants originaires de PED ; soit 33% de l'ensemble des étudiants étrangers (minorité des pays africains).	Cette stratégie se définit par : Une politique de recrutement d'étudiants (Undergraduate et Masters...) Une politique de positionnement : offre de formation d'excellence/ domaines sciences sociales et formation des élites. Mise en avant d'une spécialisation sur les politiques publiques , l'action publique, et la mondialisation. Nous offrons une School of International and Public Affairs. Une politique d'envoi d'étudiants de Sciences Po dans la région : stages, séjours linguistiques, séjours d'études. L'objectif est de former des jeunes professionnels opérationnels dans ces pays. Une politique de transfert de connaissances vers Sciences Po : accroître la connaissance des pays / problématiques à Sciences Po (Chaires de professeurs invités, développement d'enseignements sur ces pays... ) Afrique sub-saharienne ; Amérique latine ; pays émergents d'Asie ; Moyen-Orient/Méditerranée.	Toutes disciplines de Sciences Po.
<b>STRASBOURG 1</b>  2534 étudiants originaires de PED ; soit 63,3% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité de pays africains)	Formation et recherche. Formation d'étudiants, d'enseignants-chercheurs. Projet Tempus (e-learning), formations communes, professionnalisation des formations Actions privilégiées en direction des pays francophones du Sud. Algérie	Physique, pharmacie, odontologie
<b>STRASBOURG 2</b>  60 % des étudiants étrangers sont originaires des PED.	La stratégie développée par l'UMB consiste à accompagner ses partenaires des PED dans le développement et le renforcer les filières d'enseignement de la langue et de la littérature française. L'UMB accompagne également ses partenaires dans le montage et le développement de centres de ressources en langues Afghanistan, Azerbaïdjan, Iran, Madagascar, Cameroun, Algérie, Tunisie	Lettres Modernes et Classiques, Langues

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>STRASBOURG 3</b></p> <p>823 étudiants originaires de PED ; soit 39,47 % de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité de pays africains)</p>	<p>Pour le projet AMES, l'Université Robert Schuman a été sollicitée par l'Ambassade de France à Conakry dans le cadre de ce projet d'appui à l'enseignement supérieur afin d'assurer une formation juridique à de jeunes guinéens destinés à l'enseignement.. Ce projet fait suite à une visite du Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Conakry ainsi qu'à un accord existant auparavant pour l'accueil de Doctorants guinéens.</p> <p>Le Programme CAMES est coordonné par l'Université de Bordeaux<sup>4</sup> dans le cadre de la préparation à l'agrégation de Droit de stagiaires camerounais pour la plupart.</p> <p>Cameroun, Guinée</p>	<p>Droit</p>
<p><b>TOULOUSE 1</b></p> <p>2361 étudiants originaires de PED ; soit 79,95% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité des pays africains)</p>	<p><u>Quant à la stratégie globale</u> : la diversité des situations rend difficile une synthèse. Les idées générales, qui devraient se traduire dans les actions concrètes de coopération sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'intérêt que porte UT1 à ces actions est doublement motivé : d'une part, le souci d'appuyer les efforts des Universités de ces pays en faveur du développement de l'enseignement supérieur, condition du développement économique. D'autre part, l'impérieuse nécessité de mettre en avant la place de la France dans un contexte international marqué notamment par la concurrence avec les Universités anglo-saxonnes.</li> <li>- enfin favoriser l'émergence de centres régionaux d'excellence.</li> </ul> <p><u>Quant aux stratégies particulières</u> : une distinction peut être faite, même si elle est très relative. Dans les pays à revenu intermédiaire, sont mises en place d'une part des actions de recherche communes sur un plan très égalitaire compte tenu du niveau de la recherche dans certaines universités. Par ailleurs, la mise en place de diplômes français ou d'enseignements en France afin d'étendre l'espace francophone.</p> <p>Pans les pays à revenu inférieur, l'objet est de permettre l'essor de recherches de haut niveau et la constitution d'un vivier de jeunes chercheurs. La mise en place de diplômes (Masters, écoles doctorales régionales) a cette finalité avec, en perspective à moyen terme, le souhait que ces formations soient directement prises en charge par les intéressés.</p> <p>Brésil ; Argentine Maroc ; Tunisie ; Mozambique Cambodge ; Thaïlande</p>	<p>Toutes disciplines des sciences sociales.</p>

Universités	Stratégie de coopération énoncée	Disciplines concernées
<p><b>TOULOUSE 3</b></p> <p>2370 étudiants originaires de PED ; soit 70% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité d'Afrique)</p>	<p>Le Conseil d'administration de l'UPS est attentif à mettre en œuvre une des missions de l'université qui est l'aide aux PED. L'UPS a donc le souci de répondre positivement aux demandes de partenariats exprimés par ces PED, et pour ne pas disperser ses efforts, définit dans chaque contrat quadriennal des axes géographiques prioritaires, qui bénéficieront d'un soutien financier et institutionnel.</p> <p>Madagascar Amérique latine (surtout Mexique) Chine</p>	<p>Toutes disciplines</p>
<p><b>TROYES</b></p> <p>527 étudiants originaires de PED ; soit 97% de l'ensemble des étudiants étrangers (majorité des pays africains)</p>	<p>Sélection d'étudiants de qualité pour le diplôme d'ingénieur, de préférence post-lycée ou en double diplôme (bac + 4), pour des Masters ou des doctorats.</p> <p>Partenariats pour dispenser les formations UT directement sur place (plate-formes)</p> <p>Chine, Vietnam Pakistan Chili, Colombie Bénin ; Cameroun</p>	<p>Toutes disciplines</p>



**Tableau 3**

**Ensemble des coopérations par université et par zone géographique**

<b>Universités</b>	<b>Coopérations avec l'Afrique</b>	<b>Coopérations avec l'Asie</b>	<b>Coopérations avec l'Amérique latine</b>
<b>AIX MARSEILLE 1</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Madagascar, Mali, RC (Congo-Brazzaville), Togo	Jordanie, Liban, Syrie Inde, Indonésie Chine	Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Mexique, République Dominicaine, Uruguay, Venezuela
<b>AIX MARSEILLE 2</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Guinée, Mali, Niger, Sénégal	Arménie Cambodge, Vietnam, Chine	Brésil
<b>AIX-MARSEILLE 3</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte Afrique du Sud, Burkina Faso, Gabon Mali, Mauritanie, Sénégal, RC (Congo Brazzaville), Togo Madagascar, Maurice	Irak, Liban, Turquie Chine Inde, Indonésie, Malaisie Cambodge, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique
<b>ANGERS</b>	Maroc Togo	Chine	Haïti
<b>AVIGNON</b>	Algérie, Tunisie Tchad	Inde Vietnam	Brésil Chili, Mexique
<b>BORDEAUX 1</b>	Maroc, Tunisie, Algérie, Sénégal, Togo Liban	Turquie, Ouzbékistan, Chine Thaïlande, Laos, Vietnam	Brésil, Chili,, Cuba, Colombie, Mexique Venezuela,
<b>BORDEAUX 2</b>	Égypte, Maroc, Tunisie Bénin, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gambie, Mali, Madagascar, Maurice	Chine Cambodge, Laos, Vietnam	Chili, Mexique
<b>BORDEAUX 3</b>	Maroc, Tunisie	Inde Chine	Brésil, Caraïbes(Trinidad et Jamaïque), Colombie, Pérou
<b>BORDEAUX 4</b>	Egypte, Maroc, Tunisie Cameroun, Côte d'Ivoire Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maurice	Iran, Jordanie, Liban, Syrie Chine Vietnam	Argentine, Brésil, Chili Colombie, Costa Rica Haïti, Mexique, Pérou, République Dominicaine Uruguay
<b>BOURGOGNE DIJON</b>	Maroc Bénin, Niger	Vietnam	Brésil Chili

<b>Universités</b>	<b>Coopérations avec l'Afrique</b>	<b>Coopérations avec l'Asie</b>	<b>Coopérations avec l'Amérique latine</b>
<b>BRETAGNE SUD</b>	Tunisie, Maroc, Algérie Madagascar	Vietnam, Pakistan, Chine	Colombie, Venezuela
<b>CAEN</b>	Maroc, Tunisie Burkina Faso, Sénégal	Afghanistan Vietnam	Haïti, Mexique, Venezuela
<b>CERGY PONTOISE</b>	Tunisie Bénin	Kazakhstan, Albanie Chine Corée, Vietnam	Brésil, Colombie
<b>CLERMONT 1</b>	Algérie, Maroc Angola , Burkina Faso Cameroun, Sénégal	Chine Mongolie	Brésil Haïti, Mexique
<b>CLERMONT 2</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Egypte Bénin, Cameroun, RC (Congo-Brazzaville), Madagascar, Mali, Sénégal, Tchad, Togo	Liban, Syrie, Turquie Chine Laos	Argentine, Brésil, Chili, Pérou
<b>CNAM</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Bénin, Burkina Faso, Centrafrique, RC (Congo-Brazzaville), Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, RDC (Congo- Kinshasa), Togo.	Chine Corée, Malaisie, Vietnam	Argentine, Brésil
<b>CORSE</b>	Maroc	Chine Vietnam	Brésil
<b>EPHE</b>	Egypte, Maroc Madagascar	Iran, Liban Chine Vietnam	Brésil, Chili, Venezuela
<b>EVRY</b>	Cameroun, Guinée, Mali, RC (Congo- Brazzaville), RDC (Congo-Kinshasa)	Vietnam Chine	Argentine Cuba, Mexique
<b>GRENOBLE 1</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Madagascar, Mali Niger	Liban Chine Inde, Vietnam, Cambodge	Argentine, Brésil, Mexique
<b>GRENOBLE 2</b>	Algérie, Maroc Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Djibouti, Madagascar, Mali, Sénégal, Tchad	Chine Vietnam	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur
<b>GRENOBLE 3</b>	Sénégal	Chine Vietnam	Colombie, Venezuela

<b>Universités</b>	<b>Coopérations avec l'Afrique</b>	<b>Coopérations avec l'Asie</b>	<b>Coopérations avec l'Amérique latine</b>
<b>INALCO</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Égypte Comores, Erythrée, Madagascar, Mali, Maurice, Niger, Nigeria, Soudan, Sénégal, Tanzanie, Tchad	Iran, Liban, Syrie, Yémen Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan Chine Inde, Indonésie Bangladesh, Birmanie, Cambodge, Laos, Pakistan, Philippines, Malaisie, Mongolie, Sri Lanka, Thaïlande, Vietnam	
<b>INPG (GRENOBLE)</b>		Chine Thaïlande, Vietnam Inde	Brésil, Chili, Mexique
<b>INP TOULOUSE</b>	Maroc, Tunisie RC (Congo- Brazzaville), RDC (Congo-Kinshasa)	Vietnam, Thaïlande, Chine	Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Cuba, Mexique, Pérou
<b>LE HAVRE</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Mauritanie	Liban Chine, Mongolie Inde, Thaïlande	Brésil, Cuba Mexique, Venezuela
<b>LILLE 1</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Afrique du Sud, Centrafrique, Gabon, Madagascar, Rwanda, Sénégal	Chine Taiwan, Thaïlande Inde	Brésil, Mexique Venezuela
<b>LILLE 2</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Égypte, Libye Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Centrafrique, Gabon, Madagascar, Maurice, RDC, Sénégal, Togo	Arabie Saoudite, Liban, Palestine, Turquie, Syrie, Yémen Bélarus, Ouzbékistan, Ukraine Chine Cambodge, Laos, Vietnam, Inde	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Mexique, Pérou
<b>LIMOGES</b>	Algérie, Tunisie, Égypte Bénin, Burkina Faso Burundi, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sénégal, Togo, Gambie, Maurice	Cambodge Chine Philippines	Argentine Chili Équateur Uruguay
<b>LYON 1</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Burkina Faso, Cameroun Madagascar, Sénégal, Togo	Liban, Turquie Afghanistan Cambodge, Chine, Inde Laos, Vietnam	Bolivie, Brésil, Cuba Mexique, Venezuela

<b>Universités</b>	<b>Coopérations avec l'Afrique</b>	<b>Coopérations avec l'Asie</b>	<b>Coopérations avec l'Amérique latine</b>
<b>LYON 2</b>	Algérie, Maroc, Cameroun Gabon, Kenya, Sénégal, Liban	Cambodge, Vietnam, Chine	Argentine, Brésil, Mexique
<b>LYON 3</b>	Maroc, Tunisie Burkina Faso, Cameroun	Chine Cambodge, Laos, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Bolivie Brésil, Chili, Costa Rica, Guatemala, Mexique, Pérou
<b>MARNE LA VALLEE</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Cameroun, Gabon, Madagascar, Mauritanie, Sénégal	Iran Chine Inde Vietnam	Argentine, Brésil, Chili Colombie, Cuba Mexique, Venezuela
<b>METZ</b>	Algérie, Maroc Afrique subsaharienne : Mali	Chine	Argentine, Colombie, Mexique, Venezuela
<b>MONTPELLIER 1</b>	Maroc, Tunisie Égypte Burkina Faso, Cameroun Mali, Sénégal	Liban, Syrie Chine Vietnam	Argentine, Brésil Chili, Colombie Pérou
<b>MONTPELLIER 3</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Egypte Bénin, Djibouti, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Sénégal, Somalie, Tchad	Liban, Palestine, Syrie, Yémen Arménie Chine Philippines, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela
<b>MULHOUSE</b>	Algérie	Chine Malaisie	
<b>NANCY 1</b>	Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie Bénin, Cameroun, RC (Congo Brazzaville), Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Niger, Rwanda, Sénégal, Soudan, Togo	Chine Cambodge Inde, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Cuba, Equateur, Mexique
<b>NANCY 2</b>	Djibouti Gabon, Nigeria	Turquie Vietnam	Brésil
<b>NANTES</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte Afrique du Sud, Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Niger, Sénégal	Chine Malaisie, Taiwan, Thaïlande, Vietnam	Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Mexique, Pérou, Uruguay

<b>Universités</b>	<b>Coopérations avec l'Afrique</b>	<b>Coopérations avec l'Asie</b>	<b>Coopérations avec l'Amérique latine</b>
<b>NICE</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Égypte Madagascar	Azerbaïdjan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan Turkménistan, Chine, Cambodge, Corée du Sud, Inde, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil, Colombie, Cuba, Haïti Mexique
<b>NOUVELLE CALEDONIE</b>		Vietnam	
<b>ORLEANS</b>	Maroc Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mozambique, Tchad	Chine Vietnam	Argentine, Chili, Pérou
<b>PARIS 1</b>	Algérie, Maroc Égypte, Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Mauritanie, Sénégal	Chine Indonésie, Vietnam Ouzbékistan	Argentine, Brésil, Chili, Cuba, Mexique, Pérou, République Dominicaine
<b>PARIS 2</b>	Égypte	Liban, Syrie, Turquie Chine Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, République Dominicaine
<b>PARIS 3</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Égypte	Liban, Iran, Syrie, Yémen Chine Philippines, Thaïlande	Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique, Uruguay.
<b>PARIS 4</b>	Tunisie Mauritanie, Namibie	Chine Cambodge, Laos, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Pérou
<b>PARIS 5</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Gabon, Kenya, Sénégal	Chine Cambodge Vietnam, Thaïlande	Argentine, Brésil, Chili Colombie, Mexique
<b>PARIS 6</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Égypte, Libye, Yémen Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Maurice, Mauritanie, Madagascar, Namibie, Niger, Ouganda, Sénégal, Togo.	Iran, Liban, Syrie, Oman, Yémen Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan Chine, Hong Kong Inde Cambodge, Corée du Sud, Laos, Malaisie, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

<b>Universités</b>	<b>Coopérations avec l'Afrique</b>	<b>Coopérations avec l'Asie</b>	<b>Coopérations avec l'Amérique latine</b>
<b>PARIS 7</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Afrique du Sud, Burundi, Cameroun, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal Tchad, Togo	Liban, Syrie, Turquie, Arménie, Macédoine, Chine, Cambodge, Laos, Inde, Pakistan, Vietnam	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Pérou
<b>PARIS 8</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Burkina Faso, Cameroun, Gabon Mali, Sénégal	Iran, Territoires Palestiniens, Chine, Cambodge, Malaisie	Brésil
<b>PARIS 9</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Côte d'Ivoire, Sénégal	Vietnam	
<b>PARIS 10</b>	Algérie, Maroc, Bénin, Cameroun, Cap Vert, Sénégal	Chine, Inde, Indonésie, Thaïlande	Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Mexique
<b>PARIS 11</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Madagascar, RC (Congo-Brazzaville), RDC (Congo-Kinshasa)	Chine, Inde, Malaisie, Vietnam	Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Mexique, Nicaragua, Pérou, Venezuela
<b>PARIS 12</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Burkina Faso, Madagascar, Maurice, Mauritanie	Liban, Cambodge, Vietnam, Chine	Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Mexique, Pérou, République Dominicaine, Venezuela
<b>PARIS 13</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Burundi, Cameroun, Madagascar, Mali, Rwanda, Sénégal, Togo	Liban, Turquie, Chine, Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou
<b>PAU</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Burkina Faso, Burundi, Niger	Chine, Cambodge, Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Mexique, Pérou, Uruguay, Venezuela
<b>PERPIGNAN</b>	Algérie, Maroc, Tunisie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo	Liban, Oman, Syrie, Chine, Philippines, Thaïlande, Vietnam	Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Venezuela
<b>POITIERS</b>	Maroc, Tunisie, Egypte, Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Gabon, Madagascar, Maurice, Mozambique, Sénégal, Togo	Chine, Malaisie, Vietnam	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Equateur, Haïti, Mexique, Pérou, Salvador
<b>POLYNESIE</b>		Fiji, Samoa, Vietnam	

<b>Universités</b>	<b>Coopérations avec l'Afrique</b>	<b>Coopérations avec l'Asie</b>	<b>Coopérations avec l'Amérique latine</b>
<b>REIMS</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Cameroun, Côte d'Ivoire, Togo	Liban Chine Vietnam, Inde	Bolivie, Brésil, Colombie, Chili
<b>RENNES 1</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mauritanie, Niger, Sénégal	Chine Inde Philippines, Vietnam	Argentine Brésil Chili Mexique, Pérou Venezuela
<b>RENNES 2</b>	Algérie, Maroc, Tunisie Cameroun, Ethiopie Gabon, Mali	Syrie, Turquie Chine, Inde Vietnam	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Paraguay, Uruguay
<b>REUNION (LA)</b>	Maroc Afrique du Sud, Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles	Inde	
<b>SAINT ETIENNE</b>	Tunisie Bénin, Mali, Sénégal	Chine	Chili, Equateur, Mexique
<b>SAVOIE</b>		Liban Chine Vietnam	Colombie, République Dominicaine
<b>SCIENCES-PO</b>	Cameroun, Sénégal	Chine Inde Indonésie Vietnam, Thaïlande, Philippines	Argentine Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Mexique, Pérou République Dominicaine
<b>STRASBOURG 1</b>	Algérie Madagascar, Sénégal	Vietnam	Mexique
<b>STRASBOURG 2</b>	Algérie, Tunisie, Egypte Burkina Faso, Cameroun, RDC (Congo-Kinshasa), Côte d'Ivoire, Ghana Madagascar	Iran, Liban, Turquie Afghanistan, Azerbaïdjan, Monténégro	Colombie
<b>STRASBOURG 3</b>	Afrique du Sud Cameroun, Guinée	Iran, Jordanie, Turquie, Ouzbékistan Chine, Corée du Sud Inde	Argentine, Brésil, Colombie Mexique
<b>TOULOUSE 1</b>	Maroc, Tunisie Mozambique	Cambodge, Laos Thaïlande, Vietnam	Argentine, Brésil
<b>TOULOUSE 3</b>	?	?	?
<b>TROYES</b>	Bénin, Cameroun	Chine Pakistan, Vietnam	Colombie, Mexique



Tableau 4

**Total des actions de coopération des universités par pays et par grande zone géographique**

**Amérique latine**

<b>Pays</b>	<b>Nombre d'universités françaises qui coopèrent</b>	<b>Nombre de projets de coopération</b>
Argentine	36	95
Bolivie	9	11
Brésil	53	242
Caraïbes	1	1
Chili	38	69
Colombie	35	62
Costa Rica	9	10
Cuba	16	22
El Salvador	1	1
Equateur	9	11
Guatemala	2	2
Haïti	6	9
Mexique	44	128
Nicaragua	1	1
Paraguay	3	4
Pérou	5	10
République dominicaine	5	9
Uruguay	10	12
Venezuela	18	23
<b>Total</b>		<b>722</b>

**Asie du Sud et de l'Est**

Cambodge	20	24
Chine	62	345
Iles Fidji, Wallis et Futuna, Samoa	2	3
Inde	24	36
Indonésie	6	12
Laos	10	10
Malaisie	11	12
Pakistan	2	2
Philippines	8	8
République de Corée	5	8
Singapour	1	1
Sri Lanka	2	4
Thaïlande	21	28
Vietnam	56	115
<b>Total</b>		<b>608</b>

## Afrique subsaharienne

Afrique du Sud	10	29
Bénin	21	29
Burkina Faso	22	32
Burundi	7	7
Cameroun	30	41
Cap Vert	2	2
Centrafrique	5	5
Comores	3	7
Congo Brazzavilli	7	8
Congo Kinshasa	7	8
Côte d'Ivoire	12	12
Djibouti	5	5
Ethiopie, Erythrée	3	3
Gabon	12	13
Gambie	2	2
Ghana	1	1
Guinée	7	9
Kenya	4	4
Madagascar	30	44
Mali	19	22
Maurice	10	11
Mauritanie	12	12
Mozambique	5	6
Namibie	1	1
Niger	12	12
Nigeria	3	3
Ouganda	1	1
Rwanda	3	3
Sénégal	34	44
Seychelles	1	1
Somalie	1	1
Soudan	2	2
Tchad	8	8
Togo	16	16
<b>Total</b>		<b>418</b>

## Asie Centrale et Asie Mineure

Afghanistan	4	4
Albanie, Azerbaïdjan, Tadjikistan	4	9
Arménie	3	3
Biélorussie	1	1
Kazakhstan	2	2
Mongolie	4	4
Ouzbékistan	7	13
Pakistan	4	4
Tadjikistan, Kirghizstan	3	9
Turquie	12	28
<b>Total</b>		<b>77</b>

**Maghreb, Moyen-Orient**

Algérie	44	140
Arabie Saoudite	1	1
Egypte	22	26
Iran	9	13
Irak	1	1
Jordanie	3	3
Liban	24	40
Libye	2	2
Maroc	50	176
Palestine	3	3
Sultanat d'Oman	2	2
Syrie	13	16
Tunisie	47	154
Yémen	5	5
<b>Total</b>		<b>582</b>



**Tableau 5**

**Universités chinoises partenaires des universités françaises**

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Université d'Anhui	Evry	1
Université Sun Yat Sen, Canton	Aix-Marseille 3 Angers Clermont 1 Nice Perpignan Perpignan Lyon 3	7
Univ. Chang Gung	Paris 5	1
Southwest Jiatong Université de Chengdu	CNAM	1
Université de Sichuan, Chengdu	Nancy 1	1
Université des sciences juridiques et politiques du SO de la Chine à Chongqing	Aix-Marseille 3	1
Chongqing, Zhejiang, Liama	INP Toulouse	1
Université de Chongqing	Bordeaux 2 Paris 7	2
Université d'Agriculture du Sud-Ouest , Chongqing	Clermont 2	1
Université des Langues Etrangères de Dalian (Convention bilatérale)	Le Havre INALCO	2
Université de Dalian	Lille 3 Montpellier 3 Savoie	3
Université technologique de Dalian	Limoges Reims	2
Université de Fudan	Aix-Marseille 3 Lille 1 Montpellier 1 Nice Sciences Po	5
Université normale de Ghanzhou	Perpignan	1
Université technologique de Guangdong	Nantes	1
South China University of Technology of Guangdong	Nantes	1
Guangdong University of foreign studies	Paris 5	1
Université des Etudes Etrangères du Guangdong	Aix-Marseille 3 Grenoble 3 INALCO	3
Université technologique de Guangdong	Nantes	1

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Université de Finance et d'Economie de Guizhou New Century Zhenhua Foreign Language School South Central University for Nationalities	Bordeaux 4	1
Guizhou College of Finance and Economics	Mulhouse	1
Université de Guizhou (Guiyan)	Clermont 2 Paris 6	2
Université Hainan	Angers Perpignan	2
Univ du Zhejiang à Hangzhou	Paris 13	1
Université de Zhejiang à Hangzhou	Aix-Marseille 3	1
Université de Technologie de Harbin	Lille 1 Bordeaux 1	2
School of computer Science and Technology School of Software (Harbin Institute of Technology)	Bordeaux 1	1
Université du Heilongjiang	Paris 10	1
Université de Henan	Troyes	1
Université de Hohai	Lille 1	1
Chinese University de Hong Kong	Aix-Marseille 1 Sciences Po Paris 4	9
Université de Hong Kong	Clermont 1 Sciences Po	
City University, Hong Kong	Lille 1 Paris 1 Paris 7	
Baptist University, Hong Kong	Lille 1	
Hong Kong Baptist University	Sciences Po	
Hong Kong, Université de Zhongshan	Paris 8	1
University Hua Zhong	Savoie	1
Univ.Sc.et Techn. Wuhan Huazhong	Paris 13	1
Universités du Hubei	Metz	1
Hubei Provincial Foreign Affairs Services Center (HBFASC)	Bordeaux 1	1
Université Normale de Hunan	Orléans	1
Institut d'Education Physique de Jilin	Lille 1	1
Université de Kunming	Bordeaux 2	1
Inst.de médecine de Kunming	Paris 13	1
Lanzhou University	Paris 7	1
Université de Liaoning	INALCO	1
Académie de droit commercial international à MACAO	Aix-Marseille 3	1
Université de Min Jiang	Nantes	1

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Université des Finances et d'Economie de Jianxi à Nanchang	Aix-Marseille 3	1
Université de Nanchang	Poitiers	2
Université du Sichuan Nanchang Institute of Aeronautical Technology Renmin university of China	Paris 10	2
Université d'Economie de Nanjing	Aix-Marseille 3	2
School of Economics and Management - Nanjing University of Science and Technology	CNAM	1
Université de Nanjing	Orléans Paris 7 Nancy 1	4
Université d'Agriculture de Nanjing	Lille 1	1
Université d'Aéronautique de Nanjing	Paris 10	1
Ecole de Commerce de l'Université de Nanken	Strasbourg 3	1
Université du sud-Est de Nankin	Rennes 1	1
Université de Nanning	Clermont 1	1
Université des Nationalités à Nanning	Paris 8	1
Université de Ningbo	Angers	1
Université de Pékin	Aix-Marseille 3 EPHE	2
Université de Tsinghua à Pékin	Aix-Marseille 3 INP Toulouse	3
Université des langues étrangères de Pékin	Aix-Marseille 3 INALCO Nice Sciences Po	4
Institut de recherche en sciences fiscales de Pékin près le Bureau National des Impôts de Chine	Aix-Marseille 3	1
Institut de Mécanique de l'Académie des Sciences de Pékin	Aix-Marseille 3	1
Université de Pékin	Bordeaux 4 Clermont 1 Paris 10 INALCO	4
Université Normale de Pékin	Bretagne Sud Paris 4 Paris 7 INALCO	4
Chinese Academy of Social Sciences, China Center for	Clermont 1	1

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Economic Research, Pékin. National Economic Research Institute, Pékin		
Université de foresterie de Pékin,	Clermont 1	1
Institut National d'Economie de la Santé, Weifang Medical College, Pékin	Clermont 1	1
Université de Technologie Chimique de Pékin	Clermont 2 Nantes	2
China Aerospace, Pékin	CNAM	1
Universités de Pékin, Dalian, Changsha	Lyon 2 Bretagne Sud	2
Université des Sciences médicales de Pékin Hôpital n°1 de Beijing	Nancy 1	1
Université polytechnique de Pékin	Nantes	1
University of International Business and Economics de Pékin	Paris 1	1
Université du Peuple de Chine, Pékin	Paris 1 INALCO Aix-Marseille 3	3
Université des Affaires extérieures de Chine (Pékin)	Paris 1	1
Université de Tsinghua à Pékin	Paris 11	1
Inst.of mecanics chinese academy of Sc. Pékin	Paris 13	1
Centres de recherche universitaire de Pékin – Shanghai – Changchun	Poitiers	1
Université Qinghua à Pékin	Sciences Po	1
Université de Commerce International et d'Economie de Pékin	Strasbourg 3	1
Université de Qing Dao	Le Havre Rennes 2	2
Université d'Art et de Calligraphie Quingdao	Paris 4	1
Qing Dao Vocational and technical college	Paris 13	1
Quingdao University of Science and Technology	Mulhouse	1
Université de ShenZhen	Clermont 2	1
Université de Shandong	Rennes 1 Rennes 2	2
Institut de Finance du Shandong	Rennes 1	1
Shandong University	Paris 7	1

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Université de Tongji à Shanghai	Aix-Marseille 3 Lille 1 Lyon 1 Paris 1 Strasbourg 3	5
Shanghai International Studies University Université de Shanghai  Université des Etudes Internationales de Shanghai (SISU)	Grenoble 2  Aix-Marseille 3 Lille 1 Limoges Lyon 1 Lyon 3 Paris 1 Paris 2 Strasbourg 3 Troyes Saint Etienne Poitiers  Paris 12	9
Université normale de Shanghai	Aix-Marseille 3 Evry Paris 7 Marne la Vallée	4
Université des sciences juridiques et politiques de l'Est de la Chine à Shanghai	Aix-Marseille 3	1
West China University of Medical Sciences à Shanghai	Aix-Marseille 3	1
China Pacifique Insurance Co Shanghai	CNAM	1
East China Normal University (ECNU), Shanghai	EPHE Paris 4 Paris 6	3
Université Jiao Tong de Shanghai (ex. Université Médicale n°2)	Grenoble 1 Nantes Paris 10	3
Université médicale N°2 de Shanghai	Grenoble 3 Nancy 1 Nice Paris 12 Paris 13	5
Teacher's University à Shanghai	Clermont 2	1
Université de la Chine de l'Est - Shanghai (1997)	INALCO	1
Shanghai Jiao Tong University (SJTU) Shanghai Northwest Institute for Political Science and Law Xian	Le Havre INP Toulouse	

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Université Normale de la Chine de l'Est, Shanghai ECNU	Montpellier 3	1
East Central University of Science and Technology (ECUST), Shanghai	Mulhouse	1
Institut du Chimie Organique de Shanghai- Académie de Chine	Nancy 1	1
Shanghai Institute of Foreign Trade	Nantes	1
Université Joao Tong de Shanghai	Paris 5	1
Institut Pasteur of Shanghai Shanghai Institute of Organic Chemistry Shanghai Second Medical University	Paris 7	3
UNIFUDAn Shangai	Perpignan	1
Université normale de Shann Xi	Paris 10	1
Institut d'Éducation Physique de Shenyang	Lille 1	1
Centre de Formation China Merchants Shekou Industrial Zone LTD de Shenzhen	Poitiers	1
Université du Sichuan (2005)	INALCO	1
Université du Sichuan	Paris 10	1
SI CHUAN Fine Arts Institute	Paris 1	1
Université de Suzhou/ Hôpital Sino-Français de Suzhou	Grenoble 1	1
Suzhou Medical College	Paris 7	2
Shangai Suzhou	Grenoble 2	1
Institut universitaire du Lac Taihu de Suzhou (2006)	INALCO	1
Université de Suzhou	Saint Etienne	1
L'université ChengChi a Taipeh	Sciences Po	1
Univ. Nationale de science et technologie de Taiwan	Paris 5	1
National Taiwan Ocean University	Nice	1
Ming Chuan University, Taipei Taiwan	Strasbourg 3	1
Université Nankai à Tianjin	Paris 12	1
University, Tianjin	Savoie	1
Université de Tianjin	Pau	1
Université de Nankai de Tianjin	Nice	1
Tianjin Medical College	Paris 7	1
Univ nationale Tsing Hua	Paris 5	1
Université médicale du Xinjiang-Urumqi	Bordeaux 2	1
Université du Xinjiang, Urumqi	EPHE	1
Université de Wei Fang	Nantes	1

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Northwest A.F University, Shaanxi province Wuhan University Université de Wuhan	Aix-Marseille 1  Aix-Marseille 2 Aix-Marseille 3 Clermont 1 Clermont 2 INP Toulouse Lille 1 Lyon 1 Nancy 1 Paris 1 Paris 10 Paris 11 Perpignan Cergy-Pontoise	16
University of economics and law à Wuhan	CNAM	
WTO studies School Wuhan University	CNAM	
Huazhong University of science and technology (Wuhan)		
Université de Wuhan hippocrate consulting	Paris 6	
Plusieurs provinces (WuHan, ChengDu)	Clermont 1	1
Université de Zhuzhou Wuhan	Clermont 1	1
Université de Wuhan	Paris 1 Paris 7	2
Wuhan Institut of Technology	Paris 13	1
Université de Xiamen	Le Havre Paris 10	2
Université des Etudes internationales de Xian	Aix-Marseille 1	7
Université de science politique et de droit du NO de la Chine à Xian	Aix-Marseille 3	
Université du Nord Ouest à Xian	Bordeaux 1 Bordeaux 4 Bordeaux 2	
Université de Xian		
Northwestern Polytechnical University, Xian	CNAM	
Université Militaire de Xi'an	Lille 1	
Université Militaire de Xi'an	Lille 1	1
Xi'An Academy of Fine Arts	Paris 4	1
Université de Xiangtan	Saint Etienne Savoie	2
Université de Xihua	Paris 13	1
Coll.médec. de Xining(Quinghai)	Paris 13	1

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
Université des Trois Gorges à Yichang	Clermont 2	1
Université du Yunnan (2000) Université d'enseignement radiodiffusé et télévisé du Yunnan (2000)	INALCO	3
Académie des sciences sociales du Yunnan	Nice	1
Université de Zhejiang	Limoges	1
Université de Zhe Jiang	Paris 10	1
Institut technologique de Zhuzhou	Troyes	1
Université de Zongshan	Paris 5	1

### **Universités non localisées**

<b>Universités partenaires en Chine</b>	<b>Universités Françaises</b>	<b>Actions</b>
The Chinese Academy of Science	Aix-Marseille 1 Aix-Marseille 3 Troyes	3
Académie des sciences sociales de Chine	Aix-Marseille 3	1
China Law Society	Aix-Marseille 3	1
Institut de Diplomatie	Aix-Marseille 3 Strasbourg 3	2
North China Electric Power University	INP Toulouse	1
Central South University of Technology	Nantes	1
Université Océanique de Chine	Nantes	1
Société Chinoise d'Etudes de l'Histoire de France	Paris 1	1
Université Chinoise de Science Politique et du Droit (CUPL)	Paris 1	1
Université de sciences et technologie de Chine	Paris 6	1
Institut de Physique des hautes Energies – Académie des Sciences	Rennes 1	1
China Scholarship Council	Troyes	1

176 universités chinoises coopèrent avec les universités françaises.